

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 129  
N° 11

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15  
no Eperera 1980Cours  
Franc PacifiquePolynésie  
françaiseFrance et territoires  
français d'outre-mer

Etranger

Annonces et avis :

Voie  
maritimeVoie  
aérienneVoie  
maritimeVoie  
aérienne

Annonces judiciaires, commerciales et  
annonces diverses : la ligne . . . . . 100 fr  
Les mêmes renouvelées : la ligne . . . . . 40 fr.  
Publications de sociétés philanthropi-  
ques, littéraires, scientifiques, spor-  
tives, coopératives, syndicales, etc...  
la ligne . . . . . 70 fr.

Prix d'un exemplaire

100

120

150

130

180

Abonnement : six mois

1.200

1.440

1.800

1.560

2.160

un an

2.200

2.680

3.400

3.000

4.120

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 1139

Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

- 1980 18 fév. Décret n° 80-156 portant règlement d'admini-  
stration publique étendant et adaptant aux  
territoires d'outre-mer les dispositions de  
l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 re-  
lative aux réquisitions de biens et de  
services et du décret n° 62-367 du 26 mars  
1962 portant règlement d'administration pu-  
blique pris pour son application. (Arrêté de  
promulgation n° 4129 AA du 25 mars 1980). 380

#### TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

- 1959 6 janv. Ordonnance n° 59-63 relative aux réquisitions  
de biens et de services. (J.O.R.F. du 8 jan-  
vier 1959, page 548) . . . . . 381
- 1962 26 mars Décret n° 62-367 portant règlement d'admini-  
stration publique pour l'application de l'or-  
donnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative  
aux réquisitions de biens et de services, et  
rectificatif. (J.O.R.F. du 4 avril 1962, page  
3542 et J.O.R.F. du 9 juin 1962, page 5543). 387
- 1980 8 fév. Décret portant acquisition de la nationalité  
française. (Extraits) . . . . . 402
- 15 fév. Décret portant acquisition de la nationalité  
française. (Extraits) . . . . . 402
- 11 mars Décret portant acquisition de la nationalité  
française. (Extraits) . . . . . 402

- 12 mars Décret portant acquisition de la nationalité  
française. (Extraits) . . . . . 402
- Rectificatif au J.O.P.F. n° 42 du 31 décembre  
1979 (pages 1132 et 1133) de deux décrets  
des 15 et 22 novembre 1979 (acquisition de  
la nationalité française) . . . . . 402

#### ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

- 1980 22 janv. Décision n° 1041 OMO approuvant et rendant  
exécutaires les délibérations n° 18-79, 19-  
79 et 20-79 du conseil d'administration de  
la main-d'œuvre . . . . . 402
- 30 janv. Arrêté n° 3378 AA rendant exécutoire la déli-  
bération n° 80-1 du 10 janvier 1980 de l'as-  
semblée territoriale portant virement de cré-  
dits d'article à article au budget annexe de  
l'hôpital territorial de Mamao pour l'exercice  
1979 . . . . . 403
- 5 fév. Arrêté n° 3453 MAT portant création d'un  
"syndicat pour la promotion des communes  
de Polynésie française" . . . . . 404
- 6 fév. Arrêté n° 3480 AA rendant exécutoires les  
délibérations n° 80-2 et 80-3 du 10 janvier  
1980 de l'assemblée territoriale : - portant  
modification du budget du territoire pour  
l'exercice 1979 ; - habilitant le chef du terri-  
toire à signer une convention de prêt avec  
la caisse de prévoyance sociale de la Poly-  
nésie française (financement de diverses opé-  
rations du budget territorial 1979) . . . . . 405
- 20 fév. Décision n° 1119 DOM accordant, en conces-  
sion définitive, deux emplacements de do-  
maine public maritime à Papara (Tahiti) . . . . . 406

|         |  |     |
|---------|--|-----|
| 28 fév. | Arrêté n° 3722 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-13 du 7 février 1980 de l'assemblée territoriale, portant aménagement de la fiscalité douanière en faveur de l'industrie textile . . . . .  | 407 |
| 10 mars | Arrêté n° 3860 AC.DIR.INFRA classant en 3e catégorie l'aérodrome de Manihi (archipel des Tuamotu) . . . . .  | 408 |
| 13 mars | Arrêté n° 3913 BS fixant les taux de la taxe sur la publicité dans les communes de Polynésie française . . . . .   | 408 |
| 17 mars | Arrêté n° 3958 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-34 du 5 mars 1980 de l'assemblée territoriale, approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1980 . . . . .  | 409 |
| 19 mars | Arrêté n° 3985 FT accordant une subvention au conservatoire artistique territorial de la Polynésie française . . . . .   | 410 |
| 21 mars | Arrêté n° 4074 AC.DIR.INFRA portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Apataki (archipel des Tuamotu) . . . . .                                   | 411 |
| 21 mars | Arrêté n° 4075 FT accordant une subvention à l'association "Te Mahana O Te Ra" . . . . .   | 411 |
| 21 mars | Arrêté n° 4076 FT accordant une subvention au syndicat d'initiative . . . . .  | 411 |
| 21 mars | Arrêté n° 4078 IDV ordonnant le versement de quatre indemnités à la caisse des dépôts et consignations, concernant les parcelles de terrain nécessaires aux travaux de captage, d'alimentation en eau de la ville de Papeete et à leur protection dans la vallée de la Fautaua . . . . .   | 411 |
| 21 mars | Arrêté n° 4080 FT accordant une subvention au museum d'histoire naturelle . . . . .  | 412 |
| 21 mars | Arrêté n° 4081 FT accordant une subvention au comité territorial de la jeunesse pour la maison des jeunes de Raivavae . . . . .  | 412 |
| 21 mars | Arrêté n° 4082 DOM autorisant l'acquisition par l'Etat - aviation civile d'immeubles sis à Faaa, nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Tahiti-Faaa . . . . .  | 413 |
| 25 mars | Arrêté n° 1204 FT portant virement de crédits d'article à article . . . . .  | 413 |
| 25 mars | Arrêté n° 1205 FT accordant une subvention à la société de modernisation et de développement rural de Pueu . . . . .   | 413 |
| 25 mars | Arrêté n° 1206 FT accordant une subvention à la société de modernisation et de développement rural de Pueu . . . . .   | 414 |
| 25 mars | Décision n° 1209 TLS fixant les modalités de calcul des montants des allocations prénatales et des allocations de maternité prévus par l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés du territoire des Etablissements français de l'Océanie . . . . . | 414 |
| 25 mars | Décision n° 1211 DOM autorisant l'échange de terrains dans la commune de Punaauia, entre M. Rebourg Henri et le territoire de la Polynésie française . . . . .   | 414 |
| 25 mars | Arrêté n° 1212 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit du syndicat des professionnels de la pêche et des activités annexes de la Polynésie . . . . .  | 415 |
| 25 mars | Décision n° 1213 SEQ habilitant le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire devant le tribunal mixte de commerce ou toute autre juridiction dans l'affaire "Entreprise D. Palacz et la Mutuelle du Mans" et le territoire . . . . .  | 415 |
| 25 mars | Arrêté n° 4109 FT accordant une avance sur subvention au centre des enfants handicapés de Raimanutea . . . . .   | 415 |
| 25 mars | Arrêté n° 4110 FT accordant une avance sur subvention au centre de formation professionnelle Sanito . . . . .  | 416 |
| 25 mars | Arrêté n° 4128 FT accordant une avance sur subvention au centre des enfants handicapés de Raimanutea . . . . .   | 416 |
| 26 mars | Arrêté n° 1217 AE portant agrément de l'entreprise individuelle "Nicolas Fabricant" au code des investissements de la Polynésie française . . . . .  | 416 |
| 26 mars | Arrêté n° 1218 AE portant agrément de la S.A.E.M. Jus de fruits de Moorea au code des investissements de la Polynésie française . . . . .  | 417 |
| 26 mars | Arrêté n° 1219 AU ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique, concernant les travaux de construction de la zone d'habitation Teroma, commune de Faaa, ainsi que de sa route d'accès . . . . .  | 417 |
| 26 mars | Arrêté n° 4140 FT relatif à la répartition, durant l'année 1980, des frais pour le contrôle de la distribution publique d'énergie électrique et pour le contrôle des hydrocarbures . . . . .   | 418 |
| 27 mars | Arrêté n° 4172 CAB/MIL portant composition et appel de la fraction de contingent 80/06 . . . . .   | 418 |
| 27 mars | Arrêté n° 4178 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-31 du 5 mars 1980 de l'assemblée territoriale autorisant la participation du territoire au capital de la société nouvelle de commercialisation et d'exploitation du poisson (SNCEP) . . . . .   | 419 |
| 28 mars | Décision n° 1222 CP fixant le tarif des cessions de filets confectionnés par les détenus du centre pénitentiaire de Faaa . . . . .   | 419 |
| 28 mars | Arrêté n° 1223 ER portant affectation de ressources du fonds forestier de la Polynésie française . . . . .   | 419 |
| 28 mars | Décision n° 1224 AM portant organisation de l'école de formation et d'apprentissage maritime . . . . .   | 420 |

|           |  |     |
|-----------|--|-----|
| 28 mars   | Décision n° 1225 SEQ portant désignation du défenseur du territoire dans l'affaire qui l'oppose à la société anonyme Tahiti Pétoles . . . . .  | 422 |
| 28 mars   | Décision n° 1227 DOM autorisant l'occupation temporaire de trois emplacements de domaine public maritime à Tiputa - commune de Rangiroa, au profit de la société Kia Ora Village . . . . .   | 423 |
| 28 mars   | Arrêté n° 1228 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'aéroclub des Ailes Tahitiennes . . . . .  | 423 |
| 28 mars   | Arrêté n° 1229 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association "Taa'iti Hanga Tamariki Paumotu" . . . . .  | 424 |
| 28 mars   | Arrêté n° 4187 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-15 du 7 février 1980 de l'assemblée territoriale, complétant l'article 157 - paragraphe 5, alinéa 2 de la délibération n° 69-10 du 7 février 1969 (port du casque protecteur) . . . . . | 424 |
| 28 mars   | Arrêté n° 4188 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-18 du 14 février 1980 de l'assemblée territoriale, accordant la franchise du droit fiscal d'entrée en faveur de 1.200 chaises destinées à la commune de Mahina . . . . .                | 424 |
| 28 mars   | Arrêté n° 4189 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-20 du 14 février 1980 de l'assemblée territoriale, créant l'école de formation et d'apprentissage maritime . . . . .  | 425 |
| 28 mars   | Arrêté n° 4190 T portant création à Papeete (île de Tahiti) d'une paierie chargée de la gestion des établissements publics . . . . .   | 425 |
| 28 mars   | Arrêté n° 4194 FT modifiant l'arrêté n° 1575 BD du 31 juillet 1979 . . . . .   | 426 |
| 31 mars   | Décision n° 1231 AE relative aux prix à la production de certains produits locaux de l'agriculture . . . . .   | 426 |
| 31 mars   | Arrêté n° 4196 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-27 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale, portant création d'une redevance sur les prélèvements de matériaux de toute nature extraits des terrains privés . . . . .                | 427 |
| 31 mars   | Arrêté n° 4197 FT fixant la participation du territoire à certains frais de ses parlementaires et du conseiller économique et social . . . . .   | 428 |
| 31 mars   | Arrêté n° 4198 J constatant la suppléance du procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete . . . . .   | 428 |
| 31 mars   | Arrêté n° 4227 FT modifiant l'arrêté n° 5550 FT du 10 décembre 1979 accordant une subvention . . . . .   | 428 |
| 1er avril | Arrêté n° 4285 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-22 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale, portant modification de l'impôt foncier . . . . .  | 429 |

|         |  |     |
|---------|--|-----|
| 2 avril | Arrêté n° 4328 AA rendant partiellement exécutoire la délibération n° 80-28 du 4 mars 1980 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget annexe de l'hôpital de Ma-mao pour 1980 . . . . .   | 429 |
| 4 avril | Décision n° 1256 SCG rendant partiellement exécutoire la délibération n° 1 OTHS du 25 mars 1980 . . . . .  | 430 |
| 4 avril | Arrêté n° 4400 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-26 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale, portant création d'une taxe de mise en circulation des véhicules . . . . .   | 430 |
| 4 avril | Arrêté n° 4402 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-25 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale, portant augmentation du taux de la taxe de statistique . . . . .   | 431 |
| 5 avril | Arrêté n° 1478 AA rendant exécutoires les délibérations n° 79-39 et 79-40 du 13 mars 1979 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations (création d'une zone industrielle dans la vallée de la Punaruu), accordant l'aval du territoire à la société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) . . . . . | 432 |
|         | Extraits . . . . .   | 433 |

#### SERVICE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

|              |   |     |
|--------------|---|-----|
| 1980 25 mars | Avenant n° 4131 AU à la décision n° 5553 AU du 22 novembre 1977 autorisant le lotissement de la propriété de M. Harry Smidt à Papeete . . . . . | 438 |
|--------------|---|-----|

#### SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

|              |  |     |
|--------------|--|-----|
| 1980 24 mars | Décision n° 374 AE homologuant le prix de vente au détail des tabacs . . . . . | 438 |
|--------------|--|-----|

#### AVIS OFFICIELS

|   |     |
|---|-----|
| Service des douanes.— Cours des changes (période du 15 avril au 30 avril 1980 inclus). . . . .  | 439 |
| Service de l'aménagement du territoire.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers. (Mois de mars 1980). . . . .  | 439 |
| Service du travail et des lois sociales.— Conseil d'arbitrage de la Polynésie française (différend collectif du travail opposant la fédération des syndicats de Polynésie française et l'union des syndicats autonomistes polynésiens à la chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics). . . . . | 441 |
| Enquêtes de commodo et incommodo :<br>- M. Désiré Faoa (commune de Taiarapu Ouest) . . . . .  | 444 |
| - M. Claude Folliot de Fierville mandataire de la société Cottexma (Papeete). . . . .   | 444 |

#### PARTIE NON OFFICIELLE

|                               |     |
|-------------------------------|-----|
| Annonces judiciaires. . . . . | 444 |
| Annonces diverses. . . . .    | 449 |

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE n° 4129 AA du 25 mars 1980 promulguant un acte du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Le conseil de gouvernement en ayant été informé en séance du 19 mars 1980,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 80-156 du 18 février 1980 portant règlement d'administration publique étendant et adaptant aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services et du décret n° 62-367 du 26 mars 1962 portant règlement d'administration publique pris pour son application.

- J.O.R.F. n° 45 du 22 février 1980 - p. 563.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1980.

Paul COUSSERAN.

DECRET n° 80-156 du 18 février 1980 portant règlement d'administration publique étendant et adaptant aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services et du décret n° 62-367 du 26 mars 1962 portant règlement d'administration publique pris pour son application.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de la défense, du ministre de l'économie, du ministre du budget et du ministre des transports,

Vu la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, ensemble le décret du 6 décembre 1938 fixant les modalités d'application de certaines dispositions de cette loi aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 modifiée sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, ensemble le décret du 2 mai 1939 complété portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies ;

Vu l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services, notamment ses articles 29 et 32, ensemble le décret n° 62-367 du 26 mars 1962 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite ordonnance ;

Vu l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 modifiée portant organisation générale de la défense ;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies ;

Vu le décret n° 64-11 du 3 janvier 1964 modifié relatif à l'organisation des responsabilités territoriales de défense dans les départements et territoires d'outre-mer, notamment son article 1er :

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Article 1er.— Les dispositions de l'ordonnance du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services et du décret du 26 mars 1962 susvisés sont applicables aux territoires d'outre-mer, sous réserve des adaptations rendues nécessaires par l'organisation administrative particulière à chaque territoire déterminées par le présent décret.

A cet effet, le tableau annexé au présent décret indique les correspondances entre autorités, circonscriptions et juridictions métropolitaines et d'outre-mer.

Art. 2.— Dans les territoires d'outre-mer, le droit de réquisitions des biens et des services est exercé de plein droit par le délégué du Gouvernement et par le commandant supérieur des forces armées dans le territoire considéré.

Ces autorités peuvent sous-déléguer en totalité ou en partie l'exercice du droit de réquisition aux chefs des circonscriptions administratives et aux commandants militaires subordonnés. La sous-délégation est toujours écrite. Elle est révocable.

En ce qui concerne les navires ou aéronefs, le droit de réquisition défini au premier alinéa du présent article ne peut porter que sur ceux d'entre eux qui appartiennent à des personnes physiques ou morales dont le domicile ou le siège social est situé dans le territoire. Les autres navires ou aéronefs en stationnement dans un port ou un aéroport du territoire ne peuvent être réquisitionnés que par le ministre chargé des transports qui les utilise après consultation préalable du ministre chargé des territoires d'outre-mer ; toutefois, en cas de rupture des communications prévu par l'article 23 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 susvisée, le haut fonctionnaire de zone de défense territorialement compétent peut, en liaison avec le représentant local du ministre chargé des transports, réquisitionner ces moyens, à charge d'en rendre compte, dès que possible, au ministre chargé des territoires d'outre-mer et au ministre chargé des transports.

Art. 3.— Le délégué du Gouvernement dans le territoire a qualité pour prendre par arrêté toute mesure qui, aux termes du décret du 26 mars 1962 susvisé, nécessiterait l'intervention d'un arrêté ministériel ou interministériel.

Il en rend compte sans délai au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Art. 4.— Dans chaque territoire, les tarifs et barèmes d'indemnisation établis en application de l'article 8 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 et conformément aux dispositions de l'article 42 du décret du 26 mars 1962 susvisés sont fixés par arrêté du délégué du gouvernement dans le territoire sur avis de la commission territoriale d'évaluation des réquisitions. Le comité consultatif interministériel de règlement des réquisitions prévu à l'article 102 du décret précité en est tenu informé par le ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Art. 5.— Le délégué du Gouvernement dans le territoire fixe par arrêté la composition et les règles de fonctionnement de la commission d'évaluation des réquisitions prévue aux articles 81 et 84 du décret du 26 mars 1962 susvisé.

Art. 6.— Pour l'application de l'article 26 du décret du 26 mars 1962 susvisé, la valeur de l'ensemble des éléments de l'actif requis est fournie sur demande aux autorités chargées du règlement des réquisitions et à la commission d'évaluation par le trésorier-payeur général, en liaison, en tant que de besoin, avec les services d'Etat ou territoriaux compétents.

Art. 7.— Pour l'application des articles 16 (alinéa 4) et 27-I du décret n° 62-367 du 26 mars 1962, les termes « taux des avances sur titre de la Banque de France » sont remplacés par ceux de « taux applicable par l'institut d'émission d'outre-mer aux facilités de mise en pension d'effets à court terme ».

Dans le cas de suspension d'assurance prévu à l'article 49 du décret du 26 mars 1962 susvisé, la portion de prime payée d'avance et afférente au temps où le risqué n'est pas encouru est conservée par l'assureur au crédit de l'assuré et porte intérêt aux taux défini à l'alinéa précédent.

Art. 8.— Pour l'application des dispositions de l'article 61 du décret du 26 mars 1962 susvisé, la créance de l'Etat au titre de la plus-value prévue par l'article 17 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 est recouvrée par le service local du Trésor.

Le cas échéant, les poursuites sont diligentées par les soins du trésorier-payeur selon les règles applicables dans le territoire au recouvrement des créances de l'Etat.

Art. 9.— Pour l'application des dispositions de l'article 103 du décret du 16 mars 1962 susvisé, lorsque le comité consultatif interministériel de règlement des réquisitions prépare ou examine des projets de textes applicables aux territoires d'outre-mer, il comprend un représentant du ministre chargé de ces territoires.

Art. 10.— Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées, notamment les articles 1er, 2 et 4 à 9 du décret du 2 septembre 1939 susvisé portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies.

Art. 11.— Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense, le ministre de l'économie, le ministre du budget, le ministre de l'environnement et du cadre de vie, le ministre de la santé et de la sécurité sociale, le ministre de l'agriculture, le ministre de l'industrie, le ministre des transports, le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 février 1980.

Raymond BARRE.

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Alain PEYREFITTE.

Le ministre de l'intérieur,  
Christian BONNET.

Le ministre de la défense,  
Yvon BOURGES.

Le ministre de l'économie,  
René MONORY.

Le ministre du budget,  
Maurice PAPON.

Le ministre de l'environnement et du cadre de vie,  
Michel D'ORNANO.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale,  
Jacques BARROT.

Le ministre de l'agriculture,  
Pierre MEHAIGNERIE.

Le ministre de l'industrie,  
André GIRAUD.

Le ministre des transports,  
Joël LE THEULE.

Le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications  
et à la télédiffusion,

Norbert SEGARD.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur  
(Départements et territoires d'outre-mer),

Paul DIJOU.

## TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ORDONNANCE n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services.

### EXPOSE DES MOTIFS

La présente ordonnance a pour objet essentiel le règlement de toutes les réquisitions de biens et de services. En outre, elle précise les modalités d'exécution de ces réquisitions pour les besoins de la nation.

Elle modifie et complète, notamment, les dispositions du titre II de la loi du 11 juillet 1938 qui, à l'usage, sont apparues trop rigides et ne correspondaient pas à tous les cas qui ont pu se présenter.

Si le principe fondamental de compenser la perte effective imposée au prestataire est maintenu, il n'était plus possible de laisser à des instructions le soin de tenir compte, pour indemniser les réquisitions d'usage ou de services, des variations économiques survenues au cours de leur durée.

Il était également nécessaire de fixer les principes de règlement des réquisitions agricoles ; de préciser la notion de réquisition de services, différente de la réquisition de l'emploi des personnes seule aménagée par l'article 14 de la loi précitée ; de définir la mesure de blocage préparatoire à une réquisition ; enfin, de traiter la question des dommages matériels causés aux biens requis.

Il convenait de rendre les règlements plus équitables, plus proches des modalités contractuelles observées par l'Etat, et de simplifier la procédure pour accélérer la liquidation des indemnités. Pour calculer celles-ci, on fait seulement abstraction du profit qu'aurait pu procurer au prestataire la libre disposition de la chose requise et on les évalue au jour de la prise de possession et non à celui de la réquisition qui peut être bien antérieure. Quand il y a réquisition d'usage ou de services, une revision peut tenir compte de la variation des prix constatée pendant la période de réquisition.

Pour aboutir à des paiements rapides, on recourra désormais à des tarifs ou barèmes d'indemnités, préparés à l'avance, et ayant force légale.

Le cas échéant, le versement d'acomptes, et même d'intérêts moratoires, est prévu comme en matière de marchés publics.

Enfin, l'indemnité de réquisition d'usage d'une entreprise en activité comportera, notamment, un intérêt calculé sur la valeur de l'ensemble des éléments d'actif et non pas seulement des éléments corporels.

Parmi les dispositions nouvelles, une place spéciale est réservée à la réquisition de services. Laissant aux entreprises qu'elle concerne la direction de leur activité, leurs moyens et leur responsabilité, elle n'exige d'elles qu'une priorité de services. Des règles ont été posées pour la détermination des indemnités, fondées, autant que possible, sur les prix commerciaux et licites des prestations fournies. Il est nécessaire en effet, de respecter au maximum la vie économique du pays, dans la mesure compatible avec les besoins de la nation.

La mesure de blocage préparatoire à une réquisition, définie dans le texte, se distingue des mesures économiques plus générales concernant la détention, la circulation et la distribution des biens mobiliers.

Enfin, il convient de signaler que la présente ordonnance se borne à mentionner que les prestations pour les besoins de la nation peuvent être obtenues soit par accord amiable, soit par réquisition, sans subordonner, comme le faisait la loi de 1938, la réquisition à l'échec d'une tentative d'accord amiable dont le mode d'indemnisation devait être identique. Ainsi donc, sans léser les prestataires dont les droits à indemnisation sont mieux définis et plus justement adaptés, il est admis que les services publics conservent le libre choix entre les divers modes d'acquisition et de location du temps de paix, auxquels s'ajoute le droit de réquisition, dans le cadre général de la réglementation alors applicable au régime économique et spécialement aux prix.

\* \*

La présente ordonnance tend, en résumé, à simplifier la procédure, à la rendre plus rapide et à indemniser plus équitablement les prestataires. En outre, toutes mesures sont prises pour respecter les droits de l'Etat et garantir ceux des particuliers, sous le contrôle des tribunaux civils.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des armées, du ministre d'Etat, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'éducation nationale, du ministre du travail, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre du Sahara, du ministre de la santé publique et de la population, du ministre de l'information, du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre de la construction, du ministre des anciens combattants et victimes de guerre et du ministre des postes, télégraphes et téléphones,

Vu la Constitution, et notamment ses articles 34 et 92;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre et l'ensemble des textes pris pour son application;

Le conseil d'Etat (commission permanente) entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Ordonne :

TITRE Ier

## MODALITES D'EXECUTION DES REQUISITIONS POUR LES BESOINS DE LA NATION

Article 1er.— La fourniture des prestations de biens et de services, nécessaires pour assurer les besoins du pays dans les cas prévus par la loi, peut être obtenue soit par accord amiable, soit par réquisition dans les conditions fixées par le titre II de la loi du 11 juillet 1938, modifié et complété conformément aux dispositions ci-après.

Art. 2.— Sous réserve des conventions internationales, sur toute l'étendue du territoire national et dans les eaux territoriales, peuvent être requis, pour les besoins du pays, les services des entreprises et des personnes, ainsi que la propriété ou l'usage de tous les biens, à l'exception de la propriété des immeubles par nature dont l'acquisition ne peut être réalisée que par voie de cession amiable ou d'expropriation. La réquisition des navires et des aéronefs français est valablement exercée même s'ils se trouvent en pleine mer, dans les eaux étrangères ou sur un territoire étranger. La notification de la réquisition peut être faite au siège de l'entreprise de transport maritime ou aérien si ces navires ou aéronefs appartiennent à une entreprise.

En cas de prise de possession temporaire, par voie de réquisition d'usage, de toute entreprise, quels qu'en soient l'objet, la forme ou la nature, l'Etat peut l'utiliser à toutes fins justifiées par les besoins de la nation.

Dans le cadre de la présente ordonnance, les locaux servant effectivement à l'habitation ne peuvent faire l'objet de réquisitions d'usage que dans leurs parties disponibles, non indispensables à la vie des occupants réguliers. Toutes les fois qu'il est nécessaire, le droit de réquisition peut être exercé sous forme de logement ou de cantonnement chez l'habitant. L'Etat ne peut requérir l'usage de l'intégralité d'un local d'habitation occupé, en vue de satisfaire à des besoins exceptionnels, que dans des circonstances et dans des conditions qui seront définies par un règlement d'administration publique.

La réquisition adressée à une personne ou à une entreprise peut se limiter à une réquisition de services, c'est-à-dire à l'obligation pour celle-ci d'exécuter par priorité les prestations prescrites, avec les moyens dont elle dispose et tout en conservant la direction de son activité professionnelle.

Art. 3.— La réquisition est individuelle ou collective; elle est directe ou exécutée par l'intermédiaire du maire. Elle est formulée par écrit. L'ordre est signé par une autorité régulièrement qualifiée; il mentionne la nature et la quantité des prestations requises et précise s'il s'agit d'une réquisition de propriété, d'usage ou de services.

Il est délivré au prestataire un reçu des prestations fournies qui mentionne leur nature, leur quantité et leur état.

Pour les biens requis en usage il est procédé, en fin de réquisition, à la constatation des dégradations, transformations ou augments éventuels consécutifs à celle-ci.

## TITRE II

### BASES D'INDEMNISATION DES REQUISITIONS

#### CHAPITRE Ier

##### *Evaluation directe et paiement des indemnités.*

Art. 4.— La rémunération des prestations requises, en vertu du titre précédent et de toutes autres dispositions législatives, est assurée conformément aux prescriptions du présent titre.

Les indemnités dues au prestataire doivent uniquement compenser la perte matérielle, directe et certaine que la réquisition lui impose. Elles tiennent compte exclusivement de toutes les dépenses qui ont été exposées d'une façon effective et nécessaire par le prestataire, de la rémunération du travail, de l'amortissement et de la rémunération du capital, appréciés sur des bases normales.

Aucune indemnité n'est due pour la privation du profit qu'aurait pu procurer au prestataire la libre disposition du bien requis ou la continuation en toute liberté de son activité professionnelle.

Les indemnités sont dues à compter de la prise de possession définitive ou temporaire du bien, ou du début des services prescrits. Cependant, si le prestataire justifie d'un préjudice direct, né du fait de la réquisition après la notification de l'ordre de réquisition et avant son exécution, les indemnités sont dues à compter du jour où ce préjudice est devenu effectif sous réserve des abattements qu'elles peuvent comporter.

A défaut de bases législatives ou réglementaires de détermination des prix ou des loyers, les indemnités de dépossession définitive ou temporaire sont déterminées au moyen de tous éléments, compte tenu de l'utilisation habituelle antérieure des biens requis.

La dépossession temporaire ouvre droit à une indemnité périodique de privation de jouissance.

En cas de transformation d'une réquisition d'usage en réquisition de propriété, les sommes allouées pendant la dépossession temporaire à titre d'amortissement et, s'il s'agit d'une réquisition de navire, les sommes éventuellement versées au titre des réparations et de l'entretien mais non utilisées, sont déduites de l'indemnité de dépossession définitive.

Les réquisitions de services sont indemnisées, en principe, à partir des prix normaux et licites des prestations fournies. A défaut de tels prix, quand il s'agit de prestations d'entreprise, l'indemnité est déterminée d'après le prix de revient obtenu en ajoutant à l'indemnité de dépossession temporaire, calculée conformément aux dispositions de l'article 5 ci-dessous, le montant des charges et frais normaux d'exploitation supportés par l'entreprise pour l'exécution des services fournis.

Art. 5.— Lorsque des immeubles requis en usage sont affectés à une exploitation en activité, l'indemnité de dépossession temporaire tient compte, le cas échéant, de la perte effective résultant de l'empêchement total ou partiel d'exploiter dans les lieux requis.

Pour apprécier la durée et l'importance de la réduction de l'activité normale de l'exploitation, il est fait état, d'une part, de ses possibilités de transfert et de reprise ultérieure d'activité, d'autre part, des résultats des trois dernières années.

Quand il s'agit d'une exploitation non agricole, et non transférable, l'indemnité de dépossession est calculée à partir de la valeur de l'ensemble des éléments de l'actif requis. S'il existe des dettes spécifiquement afférentes aux éléments corporels de cet actif, et si l'intérêt compris dans l'indemnité ne couvre pas les charges de ces dettes, il peut être majoré, à cet effet, dans la mesure où le prestataire les acquittait normalement avec les produits de l'entreprise; toutefois, quand les charges en cause comprennent un amortissement, celui-ci est périodiquement déduit de la valeur de l'actif.

L'amortissement compris dans l'indemnité ne s'applique qu'aux éléments corporels et ne peut dépasser le taux admis avant la réquisition pour le calcul des impôts. Si le prestataire est locataire des immeubles requis, l'intérêt et l'amortissement sont calculés sur les seuls éléments d'actif lui appartenant, et le loyer en cours pour les immeubles lui est remboursé.

Quand il s'agit d'une exploitation agricole non transférable, l'indemnité de privation de jouissance allouée au titre de l'article 4 (alinéa 6) de la présente ordonnance est majorée de façon à compenser la réduction ou l'absence de récoltes, compte tenu des productions antérieures appréciées par tous les moyens et des cours licites en vigueur dans la région pendant la durée de la réquisition. Le règlement en est opéré par période normale d'exploitation, compte tenu des usages locaux.

Lorsqu'une exploitation peut être transférée en tout ou en partie hors du lieu requis, les frais de transfert directement nécessaires sont remboursés au prestataire.

Art. 6.— Dans des conditions fixées par un règlement d'administration publique, des indemnités complémentaires sont allouées éventuellement, sur justifications, pour compenser des préjudices non indemnisés au titre des quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas de l'article 4 ci-dessus et au titre de l'article 5, ou pour rembourser des frais nécessaires directement motivés par la réquisition, ainsi que des charges inévitables incombant normalement à l'usager des biens requis et acquittées par le prestataire.

Art. 7.— L'indemnité de réquisition est évaluée au jour de la dépossession définitive ou temporaire du bien ou au premier jour de l'exécution de la prestation de services; en cas de dommages, l'indemnité compensatrice est évaluée au jour de la décision administrative qui en fixe le montant.

Lorsque, après avoir requis l'usage d'un bien mobilier, l'autorité requérante étend la réquisition à la propriété de ce bien, l'indemnité de dépossession définitive est évaluée au jour où est notifiée la transformation de la réquisition, en prenant en considération l'état du bien au jour de la prise de possession temporaire.

Les indemnités autres que la dépossession définitive pourront être révisées pour tenir compte de la variation licite des prix intervenue au cours de la période de réquisition.

Des acomptes seront accordés sur demande du prestataire dans les limites et conditions fixées par règlement d'administration publique.

Quand l'indemnité aura été liquidée, si elle n'est pas acquittée dans les six mois de la décision administrative ou judiciaire devenue définitive, les intérêts courront de plein droit, au taux légal, à l'expiration de ce délai, sur le montant de l'indemnité due, déduction faite de l'indemnité provisionnelle ou des acomptes déjà versés au prestataire.

## CHAPITRE II

### *Evaluation des indemnités par voie de barèmes.*

Art. 8.— En règle générale et chaque fois que les circonstances le permettent, des tarifs ou des barèmes d'indemnisation, établis dans le cadre de la législation sur les prix, sont fixés par arrêtés conjoints du ministre des armées, du ministre chargé des affaires économiques et du ministre responsable de la ressource, après consultation obligatoire ou sur proposition du comité consultatif prévu à l'article 29 ci-dessous, qui doit s'adjoindre, à cette occasion, des représentants des organismes professionnels.

Les arrêtés doivent être soumis à la signature du ministre du budget si le représentant de ce département au comité consultatif en formule la demande.

L'indemnité de réquisition est obligatoirement déterminée conformément aux tarifs ou barèmes qui s'appliquent à la prestation.

Ces tarifs ou barèmes peuvent être établis dès le temps de paix et sont révisés chaque fois que les circonstances l'exigent. Il en sera établi obligatoirement pour le logement et le cantonnement, les véhicules automobiles et les chevaux. Le barème concernant le logement précisera, en outre, les prestations exigibles.

Art. 9.— Les prix de base des véhicules automobiles requis en propriété, que ceux-ci aient été ou non recensés et classés, sont déterminés, compte tenu notamment de leur année de fabrication, au moyen de barèmes.

Il peut être alloué une indemnité différente de celle qui résulte de l'application du barème pour les véhicules d'une



valeur notablement supérieure ou inférieure au prix de base de ce barème. Toutefois, la majoration ou la réduction ne peut dépasser le quart du prix de base et, en aucun cas, l'indemnité allouée ne peut être supérieure au prix d'un véhicule neuf du même type. Si la réquisition est opérée chez le fabricant, l'indemnité ne peut dépasser ce prix diminué de la marge consentie normalement par le fabricant aux concessionnaires.

Le cas échéant, le montant de la prime d'achat qui aurait pu être allouée, en temps de paix, par l'administration aux prestataires, en raison des caractéristiques spéciales des véhicules, est déduit de l'indemnité totale de réquisition.

Art. 10.— Les prix des animaux requis en propriété sont déterminés, compte tenu de leur catégorie, de leur âge et de leur qualité, au moyen de barèmes de prix établis chaque année.

### TITRE III

#### EFFETS DE LA REQUISITION SUR LES CONTRATS D'ASSURANCES

Art. 11.— La réquisition de la propriété de tout ou partie d'un bien mobilier entraîne, de plein droit, dans la limite de la réquisition, la résiliation ou la réduction des contrats d'assurances relatifs à ce bien, à compter de la date de dépossession de celui-ci. Toutefois, l'assuré a le droit d'obtenir de l'assureur qu'à la résiliation soit substituée la simple suspension des effets du contrat en vue de le remettre ultérieurement en vigueur sur les mêmes risques ou sur des risques similaires.

La réquisition de l'usage de tout ou partie d'un bien mobilier ou immobilier entraîne, de plein droit, la suspension des effets des contrats d'assurances relatifs à ce bien, dans la limite de la réquisition, et dans la mesure de la responsabilité de l'Etat telle qu'elle est définie à l'article 20 ci-dessous.

La suspension prévue aux alinéas précédents ne modifie ni la durée du contrat, ni les droits respectifs des parties quant à cette durée. Elle prend effet à la date de dépossession du bien. Le contrat suspendu reprend ses effets, de plein droit, à partir du jour de la restitution totale ou partielle du bien requis, s'il n'a pas antérieurement pris fin pour une cause légale ou conventionnelle; l'assuré devra, par lettre recommandée, aviser l'assureur de cette restitution dans le délai d'un mois à partir du jour où il en aura eu connaissance. Faute de notification dans ce délai, le contrat ne reprendra ses effets qu'à partir du jour où l'assureur aura reçu de l'assuré notification de la restitution.

Art. 12.— En cas de réquisition de services, au sens de l'article 2 de la présente ordonnance, ainsi que dans le cas de logement ou de cantonnement, les contrats d'assurances de dommages continuent leurs effets de plein droit, nonobstant toute clause contraire et sans que l'assureur puisse se prévaloir de l'article 17 de la loi du 31 juillet 1930. L'assureur, subrogé dans les droits du prestataire, peut mettre en cause la responsabilité de l'Etat dans les limites fixées à l'article 20 ci-dessous.

En cas de réquisition de services au sens de l'article 2 de la présente ordonnance, les contrats d'assurances de personnes continuent leurs effets de plein droit nonobstant toute clause contraire et sans que l'assureur puisse se prévaloir du droit de résiliation prévu à l'article 17 de la loi du 13 juillet 1930. Lorsque l'Etat est responsable en application de l'article 20 ci-dessous, l'assureur peut mettre en cause la responsabilité de l'Etat dans la mesure où l'aggravation du risque est imputable à la réquisition.

Art. 13.— Dans tous les cas autres que ceux prévus à l'article 12 ci-dessus, l'assuré doit, par lettre recommandée et dans le délai d'un mois à partir du jour où il a eu connais-

sance de la dépossession, en aviser l'assureur en précisant les biens sur lesquels porte la réquisition. A défaut de notification dans ce délai, l'assureur a droit, à titre de dommages-intérêts, à la fraction de prime correspondant au temps écoulé entre la date à laquelle l'assuré a eu connaissance de la dépossession et la date à laquelle il en a avisé l'assureur.

En cas de résiliation, l'assureur doit, sous déduction éventuelle des dommages-intérêts prévus ci-dessus, restituer à l'assuré la portion de prime payée d'avance et afférente au temps où le risque n'est plus couru.

En cas de suspension, cette portion de prime est conservée par l'assureur au crédit de l'assuré et porte intérêt au taux des avances sur titres de la Banque de France à compter de la plus prochaine échéance.

En cas de réduction, la fraction de prime payée en excédent est également conservée par l'assureur au crédit de l'assuré; elle porte intérêt dans les mêmes conditions et s'impute de plein droit sur les primes à échoir.

Si le contrat suspendu, ou réduit, prend fin pendant la réquisition, la portion de prime payée en trop est restituée par l'assuré avec les intérêts. Toutefois, elle s'impute de plein droit sur la somme due par l'assuré qui, au cours de la réquisition, aura fait garantir d'autres risques par l'assureur.

### TITRE IV

#### CONSEQUENCES DES TRAVAUX EXECUTES PAR L'ETAT AU COURS DE REQUISITIONS D'IMMEUBLES, DE NAVIRES OU D'AERONEFS

Art. 14.— L'Etat peut procéder, dans les immeubles réquisitionnés, à tous travaux destinés à ses besoins, même s'ils ont pour effet de changer la destination des immeubles. Ces dispositions peuvent être invoquées par les bénéficiaires de la réquisition, sous réserve pour eux d'obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, l'accord de l'autorité requérante. La remise des lieux dans leur état antérieur ne peut être exigée.

Art. 15.— Pour assurer la conservation de l'immeuble réquisitionné, l'Etat ou le bénéficiaire de la réquisition peut exécuter des travaux qui, normalement, incombent au propriétaire. Dans ce cas, préalablement à l'exécution de ceux-ci, le propriétaire ou, à défaut, le maire, doit, sauf urgence, être avisé. En fin de réquisition, le propriétaire est tenu de rembourser à l'Etat le montant des dépenses effectuées en son lieu et place, dans la mesure où elles étaient nécessaires.

Art. 16.— Lorsque les travaux exécutés ont eu pour effet de diminuer la valeur vénale de l'immeuble, le propriétaire a droit à une indemnité de moins-value. Cette indemnité se cumule avec celles qui peuvent être dues par l'Etat conformément aux articles 21 et 22 de la présente ordonnance. Toutefois, le montant cumulé de toutes ces indemnités ne peut dépasser le maximum prévu à l'article 22.

Art. 17.— Lorsque les travaux exécutés ont eu pour effet d'augmenter la valeur vénale de l'immeuble, le propriétaire doit payer à l'Etat une indemnité de plus-value. Toutefois, cette indemnité, qui ne peut, en aucun cas, être supérieure à la valeur des travaux, appréciée au jour de la décision administrative, est calculée en appliquant au montant de la plus-value réelle des réductions précisées par règlement d'administration publique.

Dans le cas où le montant de l'indemnité de plus-value mise à la charge du propriétaire dépasse 50 p. 100 de la valeur vénale de l'immeuble compte tenu des travaux exécutés et lorsque ceux-ci n'ont pas eu pour effet de changer la destination de l'immeuble, le propriétaire peut demander



l'achat de son immeuble par l'Etat. En cas de refus de ce dernier, sa créance sur le propriétaire est ramenée à 50 p. 100 de la valeur vénale définie ci-dessus.

Lorsque les travaux exécutés ont eu pour effet de changer la destination de l'immeuble, le propriétaire, quel que soit le montant de l'indemnité de plus-value, peut opter pour la vente de son immeuble à l'Etat, lequel est alors tenu de l'acquérir.

Art. 18.— Les valeurs vénales visées aux articles 16 et 17 ci-dessus sont appréciées au jour de la décision fixant l'indemnité de plus ou moins-value ; elles s'entendent terrain non compris lorsqu'il s'agit d'immeubles bâtis au jour de la réquisition. Dans le cas d'acquisition par l'Etat, en application des dispositions de l'article 17, le prix est déterminé, terrain compris, au jour du transfert de la propriété, compte tenu de l'état des biens au jour de la réquisition et déduction faite des amortissements normaux compris dans l'indemnité de réquisition.

Dans le délai d'un an à compter du jour où, la réquisition cessant, l'immeuble est restitué, l'Etat doit notifier au propriétaire son intention de procéder au recouvrement de l'indemnité de plus-value, faute de quoi son action est éteinte.

Pour le recouvrement de sa créance, qui est poursuivi conformément aux dispositions qui régissent le recouvrement des créances domaniales, l'Etat possède une hypothèque légale sur l'immeuble qui a bénéficié d'une plus-value.

Art. 19.— Lorsque des travaux exécutés sur un navire, au cours de la réquisition d'usage ou en vue de la restitution à l'armateur, ont eu pour effet de modifier les conditions d'exploitation antérieure ou l'état du navire, le propriétaire, selon le cas, aura droit à la réparation de la moins-value, ou devra, au contraire, verser à l'Etat une indemnité de plus-value.

Lorsque des travaux exécutés sur un aéronef, au cours de sa réquisition d'usage, ont eu pour effet d'en augmenter ou d'en diminuer la valeur vénale, le propriétaire, selon le cas, devra verser à l'Etat une indemnité de plus-value, ou aura droit, au contraire, au paiement de la moins-value.

## TITRE V

### INDEMNISATION DES DOMMAGES

Art. 20.— L'Etat est responsable des dommages causés aux biens requis en usage et constatés en fin de réquisition, à moins qu'il ne prouve que ceux-ci résultent du fait du prestataire ou du propriétaire, du vice de la chose, d'un cas fortuit ou de force majeure y compris les faits de guerre. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un bien mobilier, si le dommage dû à un fait de guerre en cours de réquisition est reconnu, aux termes des conditions à préciser par un règlement d'administration publique, comme provoqué par une aggravation de risque imputable directement à la réquisition, l'exonération de la responsabilité de l'Etat ne joue pas.

S'il y a occupation commune d'un immeuble avec le prestataire, celui-ci doit faire la preuve de la responsabilité de l'Etat pour les dommages constatés dans les parties qui sont accessibles audit prestataire.

Si un incendie survient aux immeubles requis en usage, les dispositions des articles 1733 et 1734 du code civil sont applicables. Lorsqu'il y a occupation commune avec l'Etat, la preuve de la responsabilité de celui-ci incombe au prestataire.

En cas de réquisition de services, et sous réserve des cas d'exonération prévus au premier alinéa du présent article, l'Etat est responsable des détériorations, des pertes ou des

dommages aux personnes, si le prestataire établit qu'ils sont la conséquence soit de l'aggravation anormale du risque que la réquisition a pu lui imposer, soit de la faute du bénéficiaire de la prestation.

En cas de réquisition d'usage et de services, lorsque les dommages sont le fait d'un tiers, l'Etat est subrogé au prestataire dans ses droits contre le tiers responsable, pour le remboursement des indemnités versées ou des dépenses effectuées en vue de leur réparation.

Art. 21.— Lorsque l'Etat ne procède pas lui-même à la réparation des dommages dont il est responsable aux termes de l'article 20 ci-dessus et dans la mesure où ceux-ci ne sont pas couverts par une assurance, l'indemnité compensatrice prévue à l'article 7 de la présente ordonnance est déterminée d'après le montant des frais qu'occasionnerait la remise en état, affecté, s'il y a lieu, d'un coefficient de réduction pour tenir compte de la vétusté de la chose au jour de la prise de possession et déduction faite des sommes déjà allouées au titre de l'amortissement pendant la période de réquisition.

Les mêmes dispositions sont applicables en cas de perte ou d'impossibilité de réparer tout ou partie de la chose endommagée, mais en tenant compte, s'il y a lieu, de la valeur résiduelle.

Art. 22.— En cas de réquisition d'usage, le montant de l'indemnité de remise en état d'un bien ne peut dépasser la valeur vénale de ce bien tel qu'il a été réquisitionné, appréciée au jour de la décision administrative fixant l'indemnité, déduction faite des sommes allouées pendant la réquisition au titre de l'amortissement de ce bien.

En cas de réquisition de services, l'indemnité pouvant être due au prestataire, conformément aux dispositions de l'article 20 ci-dessus pour un bien endommagé, ne peut être supérieure à la valeur vénale de ce bien, appréciée au jour de la décision administrative fixant l'indemnité, compte tenu de son état au moment où s'est produit le fait dommageable.

En outre, quand l'administration sera en mesure d'établir que l'indemnité demandée dépasse le montant des frais réels de remise en état déjà assumés par le prestataire, l'indemnité sera ramenée à ce montant.

Dans la mesure où l'exécution des travaux de remise en état, normalement conduite, l'empêche de jouir de son bien et lui cause de ce fait un préjudice matériel et direct, le prestataire peut prétendre à une indemnité complémentaire, dite de post-réquisition, exclusive de tout amortissement correspondant à l'usage. Le montant cumulé de cette indemnité et de l'indemnité de remise en état ne peut dépasser le maximum prévu au premier alinéa du présent article.

Lorsque les dommages sont consécutifs à une réquisition agricole, l'évaluation des indemnités de remise en état et de post-réquisition doit tenir compte des indemnités déjà allouées au titre des articles 5 et 6 de la présente ordonnance. D'autre part, la perte de productivité temporaire pendant le temps strictement nécessaire à la reconstitution de l'exploitation est indemnisée, par analogie, comme une moins-value, dans les conditions prévues à l'article 16.

Lorsque les travaux exécutés par l'Etat pendant la réquisition, autres que ceux destinés à assurer la conservation de l'immeuble, n'ont eu pour effet ni d'en diminuer, ni d'en augmenter la valeur vénale, mais apportent un trouble de jouissance nécessitant, pour le prestataire, la remise des lieux dans leur état antérieur, une indemnité compensatrice des frais ainsi occasionnés pourra être accordée dans les conditions fixées par le présent titre, sur justification de l'exécution des travaux nécessaires.

## TITRE VI

## PROCEDURE DE REGLEMENT DES INDEMNITES

Art. 23.— Chaque ministre ou secrétaire d'Etat désigne les autorités qualifiées pour procéder au règlement des réquisitions dont son département est bénéficiaire et, au besoin, le représenter en justice à cet effet. Cette désignation est portée à la connaissance des préfets qui en informent les maires.

Dans chaque département siège une commission d'évaluation des réquisitions composée en nombre égal de représentants des administrations publiques et de représentants des groupements économiques, professionnels, industriels, commerciaux ou agricoles ; sa composition, ses attributions et les règles de son fonctionnement seront fixées par règlement d'administration publique.

En outre, des commissions spéciales d'évaluation peuvent être instituées pour certaines catégories de biens, à l'initiative du ministre responsable et dans des conditions qui seront fixées par règlement d'administration publique.

Art. 24.— L'autorité chargée de la liquidation, saisie directement, ou par l'intermédiaire du maire, d'une demande d'indemnité, adresse au prestataire des propositions de règlement en fixant un délai pour la réponse et, en cas d'acceptation, mandate l'indemnité. A défaut de réponse dans le délai prévu ci-dessus, ou en cas de contestation, et sauf lorsque l'indemnité résulte de l'application des tarifs et barèmes visés à l'article 8 de la présente ordonnance, l'affaire est obligatoirement soumise par l'administration à la commission d'évaluation des réquisitions qui émet un avis motivé.

Après avoir arrêté définitivement le montant de l'indemnité, l'administration le notifie au prestataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette notification doit indiquer le délai, de quinze jours au moins et de trois mois au plus, imparti au prestataire pour accepter ou refuser. A défaut de réponse dans le délai prescrit, l'indemnité est réputée acceptée et elle est mandatée.

Art. 25.— En cas de refus formulé dans le délai imparti, le prestataire ou ses ayants droit peut, dans les six mois, en ce qui concerne le montant des indemnités prévues dans la présente ordonnance, intenter une action devant les juridictions civiles qui statuent dans les limites normales de leur taux de compétence.

Lorsque l'indemnité résulte de l'application de tarifs ou barèmes prévus à l'article 8 ci-dessus, ces juridictions ne peuvent statuer que sur la juste application du tarif ou du barème à la prestation fournie.

## TITRE VII

## DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 26.— Dans les conditions et pour une durée qui seront déterminées par règlement d'administration publique, l'autorité qualifiée pour réquisitionner a la faculté de prescrire le blocage préalable des biens mobiliers, en vue de procéder à leur réquisition.

Cette mesure comporte, pour le propriétaire ou le détenteur des biens, l'obligation de les représenter à toute demande de l'administration au lieu et dans l'état où ils se trouvaient au jour du blocage.

Lorsque le blocage entraîne, comme conséquence directe et pendant sa durée, des frais supplémentaires de gardiennage, de conservation et, éventuellement, d'agio, ou, le cas échéant, des avaries ou détériorations, afférents aux biens bloqués, le remboursement peut en être demandé, sur justifications, par le propriétaire ou par le détenteur de ces biens.

Art. 27.— Quand un prestataire est locataire ou sous-locataire du bien requis, il n'est tenu au paiement de son loyer que dans la mesure de l'indemnité de dépossession qu'il a perçue pour le même bien.

Art. 28.— Les actes, pièces et écrits de toute nature faits pour l'application de la présente ordonnance et exclusivement relatifs aux règlements des diverses indemnités, sont dispensés du timbre ; ils sont enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Nonobstant toutes dispositions relatives au secret professionnel, les administrations publiques et leurs agents sont tenus, pour l'application de la présente ordonnance, de communiquer aux autorités chargées du règlement des réquisitions, ainsi qu'aux commissions d'évaluation, tous renseignements utiles à la détermination des indemnités de réquisition. Ces autorités et leurs agents, ainsi que les membres des commissions d'évaluation, sont assujettis aux obligations du secret professionnel pour tous les renseignements ainsi portés à leur connaissance.

Art. 29.— Des règlements d'administration publique détermineront les modalités d'application de la présente ordonnance, en ce qui concerne, notamment : les conditions dans lesquelles le droit de réquisition pourra être délégué et les autorités auxquelles il le sera ; les conditions dans lesquelles un état descriptif et un inventaire seront établis lors de la prise de possession des biens requis ; les modalités de règlement des réquisitions d'usage de biens immobiliers appartenant à une collectivité ou à un établissement public ; le taux de l'intérêt accordé ; les modes d'évaluation des prestations requises et de paiement des indemnités ; les conditions dans lesquelles une action générale de coordination sur le règlement des réquisitions sera exercée, au nom du président du conseil, par le ministre des armées assisté d'un comité consultatif interministériel.

Ils fixeront également :

1°) Les modalités de règlement et de recouvrement de l'indemnité de plus-value, ainsi que celles du remboursement des dépenses de gros entretien et la procédure relative à l'acquisition éventuelle des immeubles par l'Etat ;

2°) Les droits et obligations des affectataires d'immeubles requis, à l'égard de l'Etat, quand ce dernier aura apuré, en leur lieu et place dans les conditions prévues au titre IV, la situation résultant des travaux effectués par lesdits affectataires ;

3°) Les conditions dans lesquelles interviendront :

A.— La réparation en nature ou pécuniaire de la moins-value et l'indemnisation pour plus-value, en cas de travaux exécutés sur un navire réquisitionné ;

B.— Le calcul et le paiement de l'indemnité de plus-value, et l'indemnisation de la moins-value, en cas de travaux exécutés sur un aéronef réquisitionné ;

C.— La limitation de l'indemnité de plus-value à réclamer au prestataire du navire ou de l'aéronef.

Des aménagements aux modalités d'exécution et de règlement des réquisitions et du blocage, telles qu'elles sont prévues par la présente ordonnance, pourront être apportés par règlement d'administration publique en vue de faire face aux nécessités propres à la mobilisation des ressources en moyens de transport et de travaux publics dont le ministre chargé des travaux publics, des transports et du tourisme est responsable aux termes de la loi du 11 juillet 1938 et des décrets pris pour son application.

Art. 30.— Les articles 26, 30, 31 et 32 de la loi du 11 juillet 1938 s'appliquent aux réquisitions de biens et de services faisant l'objet du titre Ier de la présente ordonnance et au blocage prévu à son article 26.

Si une disposition législative ou réglementaire se réfère aux articles de la loi du 11 juillet 1938 abrogés par la présente ordonnance, la référence doit être regardée comme faite aux dispositions correspondantes de cette dernière ordonnance.

Les titre II à VII inclus de la présente ordonnance s'appliquent au règlement de toutes les réquisitions de biens et de services.

Art. 31.— Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées, notamment : les articles 20 à 25 inclus, le deuxième alinéa de l'article 28 et l'article 29 de la loi du 11 juillet 1938, les articles 12 et 13 de la loi du 18 juin 1934, le décret du 27 octobre 1939 et l'article 1312 du code général des impôts.

Sont également abrogés, dans le premier alinéa de l'article 28 de la loi du 11 juillet 1938, les dispositions concernant la procédure d'après laquelle devra s'effectuer la prise de possession, le mode d'évaluation des prestations requises et le paiement des indemnités.

Il est ajouté au deuxième alinéa de l'article 21 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique la disposition suivante :

« En cas d'expropriation survenant au cours de l'occupation de l'immeuble réquisitionné, il n'est pas non plus tenu compte des modifications apportées aux biens par l'Etat ».

Art. 32.— La présente ordonnance est applicable aux départements algériens et aux départements des Oasis et de la Saoura. Des règlements d'administration publique en détermineront les conditions d'adaptation aux territoires d'outre-mer.

Les règlements d'administration publique, décrets et arrêtés qui fixeront les mesures propres à assurer l'exécution de la présente ordonnance seront insérés au *Journal officiel*.

Art. 33.— La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 6 janvier 1959.

C. de GAULLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre d'Etat,*  
Guy MOLLET.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Michel DEBRE.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Maurice COUVE DE MURVILLE.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Emile PELLETIER.

*Le ministre des armées,*  
Pierre GUILLAUMAT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*  
Antoine PINAY.

*Le ministre de l'éducation nationale,*  
Jean BERTHON.

*Le ministre des travaux publics,  
des transports et du tourisme,*  
Robert BURON.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*  
Edouard RAMONET.

*Le ministre de l'agriculture,*  
Roger HOUDET.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Bernard CORNUT-GENTILLE.

*Le ministre du travail,*  
Paul BACON.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*  
Bernard CHENOT.

*Le ministre de la construction,*  
Pierre SUDREAU.

*Le ministre des anciens combattants  
et victimes de guerre,*  
Edmond MICHELET.

*Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,*  
Eugène THOMAS.

*Le ministre du Sahara,*  
Max LEJEUNE.

*Le ministre de l'information,*  
Jacques SOUSTELLE.

DECRET n° 62-367 du 26 mars 1962 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services.

*Le Premier ministre,*

Sur le rapport du ministre des armées, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique, du ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer, du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'éducation nationale, du ministre des travaux publics et des transports, du ministre de l'industrie, du ministre de l'agriculture, du ministre du travail, du ministre de la santé publique et de la population, du ministre de la construction, du ministre des anciens combattants et victimes de guerre, du ministre des postes et télécommunications et du ministre de l'information,

Vu la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, ensemble le règlement d'administration publique du 2 août 1877 pris pour son application ;

Vu la loi du 18 juin 1934 sur le recensement, le classement et la réquisition des voitures automobiles ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, et notamment son article 29, ensemble le décret du 28 novembre 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi ;

Vu l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services, et notamment son article 29 aux termes duquel « des règlements d'administration publique détermineront les modalités d'application de la présente ordonnance... » ;

Vu l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense ;

Vu le décret n° 58-1284 du 22 décembre 1958 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 relatif à la compétence du tribunal d'instance, du tribunal de grande instance et de la cour d'appel en matière civile, ainsi qu'à la représentation et à l'assistance des parties devant ces juridictions en cette même matière ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

#### TITRE Ier

##### Modalités d'exécution des réquisitions pour les besoins de la nation.

Article 1er.— Les prestations de biens et de services, nécessaires pour assurer les besoins du pays à la mobilisation et dans tous les cas prévus par la loi, peuvent être obtenues :

Soit selon les modes usuels du temps de paix ;

Soit, lorsqu'il s'agit de la satisfaction des besoins de la défense nationale, par marché soumis au régime particulier en vigueur pendant les périodes exceptionnelles considérées ;

Soit par accord réalisé dans le cadre général de l'ordonnance susvisée du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et de services ;

Soit par voie de réquisition.

Les circonstances et notamment le degré d'urgence des besoins à satisfaire déterminent le choix de l'administration entre ces divers modes d'obtention des prestations.

Art. 2.— La réquisition d'un bien peut être partielle ou totale.

A toute époque, l'autorité requérante peut, sauf en ce qui concerne les immeubles par nature, transformer une réquisition d'usage en réquisition de propriété.

Art. 3.— La nature et la quotité des ressources, en particulier des immeubles ou parties d'immeubles, qui peuvent être soustraites à la réquisition, soit dans un but d'intérêt général, soit comme indispensables au producteur, détenteur ou occupant et à sa famille, sont fixées en tant que de besoin, par arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre responsable de la ressource.

La réquisition peut porter sur les biens et services des personnes physiques ou morales étrangères, sous la seule réserve des conventions internationales en vigueur.

Art. 4.— La réquisition exercée sous forme de logement ou de cantonnement peut être imposée aux habitants en proportion de leurs ressources en locaux d'habitation et dépendances disponibles.

Cette forme de réquisition de services peut être employée, notamment pour l'hébergement des réfugiés, des sinistrés et des personnes déplacées sur l'ordre des pouvoirs publics.

Les modalités de répartition et d'exécution du logement et du cantonnement, ainsi que celles relatives à la délivrance des billets de logement, sont déterminées par un arrêté contresigné par le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre des armées, d'après les principes de la loi du 3 juillet 1877 relatifs au même objet et des textes pris pour son application.

Art. 5.— La réquisition en usage de la totalité d'un local d'habitation occupé effectivement ne peut intervenir qu'exceptionnellement si un intérêt national l'exige et si la cohabitation avec l'affectataire des lieux requis s'avère impossible ou nuisible.

Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, l'autorité requérante est tenue de pourvoir d'urgence, au besoin par voie de réquisition au logement des occupants évincés.

L'indemnité de privation de jouissance due au prestataire est diminuée, par compensation, du montant des sommes payées par l'Etat, au même titre, pour le logement de remplacement. L'Etat ne peut, après avoir opéré cette compensation, réclamer au prestataire aucune somme au titre du loyer, quelle que soit l'importance du logement de remplacement.

Art. 6.— La réquisition de services peut s'appliquer aux entreprises ou aux personnes. Celle relative aux services des personnes est distincte de la réquisition d'emploi des personnes qui reste régie par les dispositions du titre II de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre et du décret du 28 novembre 1938.

La réquisition des services d'une personne a pour effet d'obliger cette personne à fournir, en priorité, par l'exercice de son activité professionnelle et avec tous les moyens dont elle dispose, les prestations définies par l'autorité requérante.

La réquisition des services d'une entreprise a pour effet d'obliger cette entreprise à exécuter, par priorité, les services prescrits avec tous les moyens dont elle dispose notamment en personnel et en matériel.

Les personnes ou les entreprises qui ont fait l'objet d'une réquisition de services, conformément aux dispositions du présent article, conservent pour l'exécution des prestations prescrites la direction de leur activité professionnelle. Dès que ces prestations ont été fournies, le prestataire retrouve la liberté professionnelle dont il jouissait antérieurement.

Cette forme de réquisition doit être employée, de préférence à la réquisition d'usage, toutes les fois que l'autorité requérante estime possible d'y recourir.

Art. 7.— Le droit de réquisition des biens et des services appartient au Premier ministre, au ministre des armées, au ministre de l'intérieur, au ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, au ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer, et aux ministres responsables de chaque ressource, compte tenu de la priorité des besoins des armées et des priorités accordées, dans des limites déterminées et pour certaines ressources, à des besoins désignés par voie d'instructions du Premier ministre. Son exercice est délégué, de plein droit, pour la satisfaction des besoins dont elles ont la charge, aux autorités mentionnées dans la deuxième colonne du tableau annexé au présent décret. Ces autorités peuvent sous-déléguer elles-mêmes, en totalité ou en partie, l'exercice de ce droit aux personnes désignées dans les colonnes 3 et 4 du même tableau. La sous-délégation doit toujours être écrite.

En outre, chaque ministre responsable peut déléguer directement, par écrit, son droit de réquisition à un autre ministre, à des chefs de circonscriptions territoriales administratives ou de subdivisions de services publics ainsi qu'à des présidents de commissions de réquisitions.

Art. 8.— L'ordre de réquisition est donné par écrit sur une formule extraite d'un carnet à souche. Il doit porter les nom, prénoms, qualité et signature de l'autorité requérante, la nature, le quantum ou la durée de la prestation, la désignation du prestataire, la date et le lieu de la réquisition. En outre, il précise s'il s'agit d'une réquisition de propriété, d'usage ou de services.

A défaut d'indication sur l'ordre de réquisition, et sauf accord ultérieur entre l'autorité requérante et le prestataire, la réquisition d'un bien mobilier est considérée comme effectuée en propriété. Au contraire, en ce qui concerne les navires et les aéronefs, c'est la réquisition d'usage qui est présumée.

L'ordre de réquisition est remis au prestataire ou, à défaut, au maire. Lorsque le prestataire n'est pas le propriétaire, l'autorité requérante doit aviser ce dernier par lettre recommandée, sans que la régularité de la réquisition soit subordonnée à cette formalité.

Toute réquisition collective est faite, en principe, sauf en cas d'urgence ou d'impossibilité, par l'intermédiaire du maire de la commune où a lieu la réquisition.

En cas de réquisition de ressources s'adressant à l'ensemble de la commune, le maire assisté, sauf en cas de force majeure, de quatre membres du conseil municipal appelés dans l'ordre du tableau, répartit les prestations entre les habitants et contribuables, alors même que ceux-ci n'habitent pas la commune et n'y sont pas représentés, et prend toutes mesures pour qu'en cas d'absence de l'un de ceux-ci la contribution soit effective; il peut alors, en présence de deux témoins, faire ouvrir la porte et faire procéder d'office à la fourniture de la prestation requise; il dresse un procès-verbal de ces opérations et fait notamment constater aux témoins que les locaux ouverts par son ordre ont été refermés.

Les reçus de prestations délivrés aux prestataires sont donnés par écrit sur des formules extraites de carnets à souches; ils doivent préciser, outre la nature, la quantité et l'état des prestations fournies, s'il y a lieu leur qualité. Toutefois, en cas de réquisitions d'immeubles, la mention de la date de l'occupation effective sur l'ordre de réquisition, signée par l'autorité requérante, tient lieu de reçu de prestation.

Art. 9.— L'ordre de réquisition non suivi d'un commencement d'exécution, par le fait de l'autorité requérante, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'émission est réputé caduc. Toutefois, l'ordre de réquisition peut fixer un délai, préparatoire à l'exécution, supérieur à quinze jours francs, et au plus égal à soixante, auquel cas cet ordre ne devient caduc que lorsque l'exécution n'est pas commencée, par le fait de l'administration, au terme ainsi déterminé.

Le transfert du droit d'usage ou de propriété s'opère lors de la prise de possession du bien réquisitionné.

La levée d'une réquisition d'usage intervient par la remise de ce bien, contre reçu, au prestataire ou, à défaut, au maire tenu d'aviser le prestataire.

Dans le cas d'un bien immobilier, la remise du bien peut être remplacée par celle des clés, s'il y a lieu.

Dans le même cas, quand les circonstances ne permettent pas une remise effective, l'autorité requérante notifie par écrit la levée de réquisition au prestataire directement ou, à défaut, par l'intermédiaire du maire.

Si la formalité prévue à l'alinéa précédent n'a pu être remplie, la réquisition prend fin, de plein droit, quinze jours après la cessation complète de l'occupation des lieux.

La cessation d'une réquisition de services comportant une durée, et dont le terme ne se déduit pas de l'ordre de réquisition doit être notifiée par écrit directement au prestataire.

Un ministre, compétent pour procéder à la réquisition de ressources déterminées, peut fixer par arrêté contresigné du ministre des finances et des affaires économiques, toute disposition qui lui paraîtrait nécessaire en vue de la prise de possession ou de la restitution de certaines catégories de biens réquisitionnés.

Art. 10.— A la prise de possession de tout bien requis en usage, il est établi un état descriptif et, s'il y a lieu, un inventaire. Toutefois, en ce qui concerne la réquisition de biens meubles, il suffit d'une simple mention portée sur le reçu, si cette indication permet d'identifier les objets et de caractériser leur état.

L'état descriptif et l'inventaire sont établis par écrit, sur papier libre, en deux exemplaires, en présence du prestataire ou de son représentant ou, à défaut, d'un représentant de la municipalité; ils sont signés contradictoirement; l'un des exemplaires est remis au prestataire ou à celui agissant pour son compte, et l'autre exemplaire est conservé par l'autorité requérante.

Ces documents doivent contenir tous éléments précis d'information permettant d'évaluer les prestations requises; en cas de contestation, les parties peuvent mentionner leurs observations avant d'apposer leur signature; le cas échéant, il est fait mention du refus de signer du prestataire.

En fin de réquisition, les mêmes formes sont employées que lors de la prise de possession et il est procédé, à cette occasion à toute constatation utile pour déterminer les modifications intervenues dans l'état des biens au cours de la réquisition. Dans le cas prévu au sixième alinéa de l'article 9 ci-dessus, l'autorité requérante prend toutes mesures pour permettre d'établir la date de cessation effective de l'occupation, ainsi que l'état des lieux à cette date.

Art. 11.— Lorsque cette réquisition d'usage concerne des sociétés ou entreprises dont les bilans ou inventaires annuels, ou tous autres documents comptables, sont susceptibles de servir de base à l'évaluation de tout ou partie des meubles ou immeubles, l'état descriptif et l'inventaire visés à l'article 10 ci-dessus peuvent être limités aux seuls objets ou matières dont la désignation ou le recensement apparaîtrait comme nécessaire; ils précisent, en outre, le cas échéant, les réserves que peuvent comporter les évaluations figurant aux différents documents comptables utilisés.

La prise de possession transfère la direction de l'exploitation et les responsabilités y afférentes à l'organisme prévu par l'autorité requérante. A cet effet, toutes dispositions sont prises pour discriminer les opérations relatives à l'ancienne gestion de celles intéressant l'exploitation dirigée par les soins de l'autorité requérante.

La prise de possession de l'exploitation ouvre l'exercice du droit d'usage de tous les moyens nécessaires à la marche de l'établissement, y compris, s'il y a lieu, celui des licences ou brevets, sans qu'aucun secret de fabrication puisse être opposé par l'exploitant. Les autorités requérantes et leurs représentants sont tenus au secret professionnel pour tous les renseignements confidentiels dont ils peuvent avoir connaissance, notamment sur le fonctionnement de l'entreprise et les procédés de fabrication.

Art. 12.— L'ordre de réquisition d'usage ou de services d'une exploitation industrielle, commerciale ou agricole peut être notifié soit au siège social, soit au lieu où se trouve l'établissement requis. L'ordre de réquisition donné au siège social peut viser, non seulement le siège social, mais tout ou partie des exploitations qui en dépendent.

Art. 13.— Lorsque la réquisition porte sur des marchandises placées sous le régime de l'entrepôt réel ou fictif, en dépôt dans des magasins généraux, ou en cours de transport, l'autorité requérant remet l'ordre de réquisition au gérant de l'entrepôt ou des magasins généraux, au chef de gare, à l'entrepreneur de transport ou à ses préposés.

Un inventaire est établi en trois exemplaires, destinés: le premier à l'autorité requérante, le deuxième à la personne qui a la garde des marchandises, le troisième pour avis aux ayants droit connus ou aux expéditeurs des marchandises.

Un extrait de cet inventaire est laissé au receveur des douanes lorsque la marchandise est sous le contrôle de cette administration.

Art. 14.— La réquisition de l'usage ou de la propriété des navires est notifiée à l'armateur ou, à défaut, au capitaine, maître ou patron; sauf indication contraire, elle entraîne

pour celui-ci l'obligation de faire éventuellement rallier au navire un port désigné et d'y débarquer les passagers ainsi que les marchandises, approvisionnements et objets non réquisitionnés.

En vue de l'établissement de l'état descriptif prévu à l'article 10 ci-dessus, l'Etat se réserve de faire procéder à une inspection détaillée contradictoire du navire à flot et à sec en présence de l'inspecteur de la navigation et du représentant du bureau de classification. La carène est repeinte si l'Etat l'estime nécessaire.

Les frais d'échouage ou de passage au bassin (y compris la conduite et le retour à quai) ainsi que ceux de peinture de carène sont supportés par l'armateur proportionnellement au temps qui s'est écoulé depuis le dernier carénage et en admettant que l'intervalle normal entre deux carénages est de six mois. Ces frais s'imputent sur les indemnités de réquisition.

L'état descriptif doit être dressé d'une façon très détaillée et comporter, dans toute la mesure du possible, un plan général de sondage du navire (coque, ponts, cloisons). Il est établi contradictoirement, en deux originaux, outre un état descriptif du navire et un inventaire du matériel, des vivres et matières consommables réquisitionnées ou conservés à bord, un procès verbal de remise où sont mentionnées la date de prise en charge et, s'il y a lieu, les observations des intéressés.

La réquisition d'un navire est levée au port d'attache ou de réquisition, après consultation de l'armateur, ou au lieu où l'Etat cesse d'en avoir l'utilisation si ce lieu se trouve en métropole ou en Algérie.

Art. 15.— La réquisition de l'usage ou de la propriété d'un aéronef est notifiée soit au propriétaire, soit à l'exploitant ou, à défaut, au commandant de bord. Sauf indication contraire, elle entraîne l'obligation de débarquer les passagers, objets, approvisionnements et marchandises.

Lors de l'établissement de l'état descriptif, le prestataire est tenu de communiquer à l'autorité requérante tous documents permettant d'apprécier l'état d'usure du moteur et de la cellule, notamment les documents de bord. L'inventaire du matériel réquisitionné doit préciser si ce matériel est ou non conservé à bord.

Un procès-verbal de remise, sur lequel devront être mentionnées éventuellement les observations des intéressés, tiendra lieu de reçu des prestations fournies.

## TITRE II

### Evaluation et paiement des indemnités de réquisition.

#### CHAPITRE Ier

##### *Evaluation directe et paiement des indemnités.*

Art. 16.— La rémunération des prestations requises ou obtenues par accord réalisé dans le cadre général de l'ordonnance du 6 janvier 1959 étant assurée conformément aux dispositions de cette ordonnance et du présent décret, les indemnités à allouer pour la réquisition de biens ou de services doivent tenir compte seulement de la perte effective, c'est-à-dire matérielle, directe et certaine imposée au prestataire. Tout bénéfice net ou profit pour celui-ci est exclu de l'indemnité de réquisition.

Le bénéfice net ou profit mentionné à l'alinéa précédent correspond à la fraction du prix d'une chose qui apparaît, après déduction de toute dépense effective et nécessaire exposée par le prestataire, ainsi que, s'il y a lieu, de la rémunération normale du travail et du capital et de l'amortissement de ce dernier.

Le travail considéré est celui accompli par le prestataire pour élaborer la prestation requise. La rémunération normale de ce travail personnel est celle habituellement attribuée aux personnes salariées remplissant des fonctions analogues. La rémunération de la main-d'œuvre éventuellement employée par le prestataire est un élément des dépenses nécessaires.

La rémunération normale du capital investi par le prestataire pour être productif de revenus correspond à un intérêt égal au taux des avances sur titres de la Banque de France.

L'amortissement à retenir est celui couramment admis, compte tenu de la nature des immobilisations, sans que le taux adopté puisse être supérieur à celui effectivement pratiqué par le prestataire avant la réquisition.

Si le bien requis n'est pas à l'état de neuf, il y a lieu de tenir compte de sa vétusté pour l'appréciation de sa valeur vénale ou locative.

Art. 17.— Les indemnités de réquisition ne sont dues qu'à partir du moment où les prestations requises sont fournies par le prestataire.

Toutefois, lorsque le prestataire apporte la preuve d'une perte effective, née du fait de la réquisition, dans la période comprise entre la notification de l'ordre de réquisition, d'une part, et son exécution ou, à défaut, la levée de la réquisition ou la caducité de l'ordre, d'autre part, une indemnité compensatrice est due à compter du jour où le préjudice est devenu effectif.

Cette indemnité est au plus égale à celle qui serait accordée, pendant une période de même durée, pour la réquisition d'usage du bien considéré ou pour la réquisition des services prescrits.

Les charges supplémentaires pour les prestataires résultant directement des mesures particulières de prise de possession ou de levée de réquisition ordonnées conformément aux dispositions des articles 9 et 14 (premier alinéa) lui sont remboursées sur justifications.

Art. 18.— L'indemnité due pour la réquisition en propriété d'un bien mobilier est déterminée en principe sur la base de tarifs ou barèmes établis dans les conditions précisées à l'article 42.

A défaut de tels tarifs ou barèmes, lorsque la réquisition porte sur des objets ou produits taxés ou faisant l'objet d'un contingentement avec prix de cession fixé par l'administration, l'indemnité allouée ne peut, en aucun cas, être supérieure au prix de la taxe ou au prix de cession, sans préjudice des réfections ou déductions qui peuvent être opérées sur ce prix en raison, notamment, du profit, de la vétusté et du défaut de qualité.

Lorsqu'il s'agit de biens pour lesquels aucun mode d'évaluation légal ou réglementaire n'est prévu, l'indemnité est déterminée à partir de la valeur vénale du bien, au moyen de tous éléments tel que le prix de revient et à l'exclusion de tout profit pour le prestataire conformément au principe général rappelé à l'article 16.

Le prestataire peut prétendre, s'il y a lieu, au remboursement des droits de régie et taxes indirectes frappant certaines prestations, dans la mesure où l'indemnité de réquisition n'en tiendrait pas compte.

Lorsqu'il s'agit de marchandises placées sous le régime de l'entrepôt réel ou fictif, les indemnités de réquisition sont calculées sur les prix des marchandises en entrepôt, déduction faite des droits.

Les conditions suivant lesquelles sont acquittées les droits de toute nature dont sont passibles les marchandises réqui-



sitionnées en entrepôt réel ou fictif, ou en transit sur les voies ferrées, sont réglées par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques.

Art. 19.— Les réquisitions d'usage de biens mobiliers donnent lieu au paiement périodique d'une indemnité de privation de jouissance comprenant un intérêt et un amortissement. Cette indemnité est déterminée conformément aux barèmes ou tarifs prévus à l'article 42 ou, à défaut, d'après la valeur du bien estimée directement dans les conditions prévues à l'article 18 (3e alinéa).

L'indemnité ne peut dépasser ni le prix légal de location, s'il en existe un pour les biens de l'espèce, ni le prix conventionnel de location dans le cas où le prestataire est locataire du bien acquis.

Le prestataire peut obtenir, s'il y a lieu, le remboursement sur justifications, des charges afférentes au bien requis et incombant normalement à l'usager.

Art. 20.— La réquisition de l'usage de tout ou partie d'un bien immobilier, comprenant ou non des biens mobiliers, donne droit, compte tenu de l'utilisation habituelle antérieure, à une indemnité périodique compensatrice de la privation de jouissance imposée au prestataire et, le cas échéant, de la perte effective résultant de l'empêchement d'exploiter ou d'exercer dans les lieux requis.

En outre, le prestataire peut prétendre, s'il y a lieu, au remboursement des prestations et fournitures individuelles incombant aux locataires et supportées par lui, ainsi qu'au remboursement des impôts et taxes afférents à l'usage des biens requis pour la période de réquisition.

A défaut de tarifs ou barèmes, la rémunération des prestations requises est fixée, compte tenu de la nature des immeubles et selon les cas, conformément aux dispositions des articles 21 à 35 inclus.

Art. 21.— Lorsqu'il s'agit d'immeubles à usage d'habitation, l'indemnité de privation de jouissance est déterminée d'après tous éléments, dans la limite de la valeur locative réelle des biens requis, sans pouvoir dépasser le loyer autorisé par la loi ni, le cas échéant, le loyer conventionnel.

L'indemnité de privation de jouissance est fixée compte tenu, d'une part, des éléments propres à l'immeuble requis, notamment de la catégorie, de l'état d'entretien et de vétusté, du caractère saisonnier des locations antérieures et, d'autre part, des conditions d'utilisation habituelle des lieux avant la réquisition.

L'indemnité supplémentaire à allouer au prestataire pour tenir compte de la valeur de location du mobilier compris, le cas échéant, dans la réquisition est, en principe, égal à celle fixée pour le local nu lorsqu'il s'agit d'un mobilier normal, en rapport avec l'immeuble.

Cette indemnité ne peut être inférieure si le mobilier requis est incomplet ou en mauvais état. Elle peut, au contraire, être supérieure, sans toutefois pouvoir dépasser le double de l'indemnité fixée pour le local nu, lorsqu'il s'agit d'un mobilier de valeur ou particulièrement important.

Pour le mobilier garnissant les lieux requis et non compris dans la réquisition, le prestataire peut prétendre, sur justifications, à une indemnité complémentaire qui varie selon que ce mobilier est ou non utilisé par lui en d'autres lieux.

Lorsque le mobilier est ainsi utilisé ailleurs par le prestataire, cette indemnité correspond au remboursement des frais de déménagement strictement nécessaires au début et en fin d'occupation des lieux requis.

Lorsque le mobilier n'est pas utilisé ailleurs, le prestataire peut prétendre, en plus de l'indemnité de déménagement, au remboursement périodique des frais indispensables d'entreposage, du gardiennage et de conservation en l'état des meubles demeurés sans emploi.

Art. 22.— Lorsqu'il s'agit de locaux dans lesquels le prestataire exerce régulièrement sa profession, l'indemnité d'occupation est déterminée, compte tenu du caractère professionnel de ces locaux, suivant les modalités fixées aux deux premiers alinéas de l'article 21 ci-dessus.

Le prestataire a droit, en outre, pour le mobilier requis, à l'indemnité supplémentaire prévue au troisième et quatrième alinéas de l'article 21 et, pour le matériel professionnel requis, à une indemnité calculée conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 19.

En cas de transfert du siège de la profession, les indemnités ci-dessus sont limitées aux seuls éléments non transférés, le prestataire pouvant prétendre, d'autre part, à une indemnité correspondant au montant des dépenses strictement nécessaires pour réaliser le transport du mobilier et du matériel non requis, ainsi que la réinstallation dans un nouveau local.

Lorsque le prestataire procède à l'enlèvement du mobilier et du matériel non requis, mais ne les utilise pas ailleurs, il peut prétendre, sur justification, à l'indemnité prévue à la fin du dernier alinéa de l'article 21.

Art. 23.— Lorsque les locaux réquisitionnés sont occupés par une collectivité privée fonctionnant dans un but non lucratif, l'indemnité est déterminée conformément aux dispositions de l'article 22 ci-dessus, à l'exclusion de tout intérêt sur la valeur des éléments mobiliers requis appartenant à cette collectivité.

Art. 24.— La réquisition de l'usage d'un bien immobilier appartenant à une collectivité ou un établissement public donne droit, à titre de privation de jouissance, si ce bien n'est pas productif de revenus, à une indemnité périodique d'occupation correspondant : 1° aux dépenses supplémentaires et inévitables imposées du fait de l'occupation totale ou partielle ; 2° aux dépenses normales d'entretien de l'immeuble ; 3° le cas échéant, aux frais de transfert et de réinstallation des services évincés lorsque leur maintien en fonctionnement est justifié par l'intérêt public.

Lorsque l'immeuble requis procure des recettes, l'indemnité d'occupation est calculée suivant des modalités analogues à celles qui s'appliquent à la réquisition d'un bien privé pouvant être assimilé à celui qui est effectivement requis.

Art. 25.— Dans le cas d'une réquisition de services adressée à une entreprise, lorsque la prestation est de même nature que celles habituellement fournies à la clientèle normale, l'indemnité due est calculée en partant du prix commercial normal et licite de la prestation, déterminé en tenant compte de l'activité de l'entreprise au moment de la réquisition, et diminué du profit à exclure conformément à l'article 16 ci-dessus. S'il y a lieu, des barèmes d'indemnités calculées comme indiqué ci-dessus peuvent être établis, dans les conditions fixées à l'article 8 de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

Si la prestation requise est différente de celle habituellement fournie par l'entreprise, l'indemnité est déterminée en ajoutant à une indemnité, calculée conformément aux dispositions des articles 26 à 28, les charges et frais d'exploitation afférents à l'exécution des services prescrits.

Art. 26.— Lorsque l'immeuble requis est affecté à une exploitation autre qu'agricole, non transférable, et que l'entreprise, compte tenu, le cas échéant, de son caractère saisonnier, est en activité au moment de la réquisition, l'indemnité est calculée en partant de la valeur de l'ensemble des éléments de l'actif requis.

Cette valeur est déterminée par tous moyens, compte tenu, notamment, des déclarations faites par les contribuables pour l'assiette des impôts, au titre des trois derniers exercices clos avant la réquisition et des évaluations administratives rendues définitives en vertu des lois fiscales.



L'évaluation détaillée de cette valeur est fournie, sur leur demande, aux autorités chargées du règlement des réquisitions et aux commissions d'évaluation, par les services compétents du ministère des finances et des affaires économiques (service des domaines, en liaison avec l'administration des contributions directes).

Art. 27.— Lorsque la réquisition totale ou partielle entraîne l'arrêt complet de l'entreprise, et que son transfert ne peut être opéré, l'indemnité d'occupation comprend :

1. — Un intérêt, calculé sur la valeur de l'ensemble des éléments (corporels et incorporels) de l'actif requis, au taux des avances sur titres de la Banque de France.

2. — Un amortissement, calculé sur la valeur des éléments corporels de l'actif requis et dont le taux ne peut être, en aucun cas, supérieur à celui admis pour l'entreprise au cours des trois derniers exercices pour la détermination des bases de l'impôt sur les sociétés ou la taxe proportionnelle frappant les bénéfices industriels et commerciaux.

Lorsque la réquisition partielle n'entraîne pas l'arrêt complet de l'entreprise, l'indemnité est calculée suivant les principes ci-dessus, compte tenu de la réduction apportée à l'activité normale de l'entreprise par la réquisition à l'exclusion de toute autre cause.

Art. 28.— S'il existe dans l'entreprise des dettes spécifiquement afférentes aux éléments corporels de l'actif requis, le prestataire doit prélever les charges de ces dettes sur l'intérêt assurant la rémunération du capital que représente la valeur des éléments de l'actif requis.

La majoration éventuelle prévue par l'article 5 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 n'est accordée au prestataire que dans la mesure où ces charges dépassent cet intérêt.

Ces charges comprennent, non seulement l'intérêt conventionnel à servir aux prêteurs, mais aussi l'amortissement financier de l'emprunt (c'est-à-dire la part d'annuité des emprunts amortissables de longue durée correspondant au remboursement du capital, et non le remboursement de dettes à échéance fixe) dès lors du moins que l'entreprise est, par le contrat d'emprunt même, tenue de faire cet amortissement.

Art. 29.— Dans le cas où le transfert de l'entreprise peut être opéré, l'indemnité de réquisition correspond au montant des dépenses strictement nécessaires pour réaliser ce transfert, auquel s'ajoute une indemnité d'occupation limitée aux seuls éléments corporels requis et calculée conformément aux dispositions de l'article 30 ci-dessous.

Les dépenses prévues à l'alinéa précédent sont :

1° Les dépenses du transfert proprement dit, c'est-à-dire les frais nécessaires de déménagement au début et à la fin de la réquisition ;

2° Les dépenses de réalisation du transfert, c'est-à-dire les frais strictement nécessaires pour la réinstallation de l'entreprise dans le nouveau local.

Le cas échéant, il est alloué une indemnité complémentaire temporaire destinée à compenser la réduction d'activité constatée après le transfert ; cette indemnité est calculée dans les conditions fixées à l'article 31 ci-dessous.

Art. 30.— Lorsque l'entreprise n'est pas en activité au moment de la réquisition, l'indemnité de privation de jouissance est déterminée d'après tous éléments dans la limite de la valeur locative des biens immobiliers et mobiliers requis, sans pouvoir dépasser le loyer conventionnel pour la partie afférente aux biens dont le prestataire n'est pas propriétaire.

Art. 31.— Lorsque la réquisition, de propriété ou d'usage, de biens mobiliers a directement pour effet de réduire l'activité d'une entreprise, le prestataire a droit, en complément de l'indemnité prévue à l'article 18 ou 19 et dans la mesure

où il justifie d'un préjudice matériel et certain imputable exclusivement à la réquisition, au paiement d'une indemnité temporaire destinée à compenser cette réduction d'activité.

Cette indemnité complémentaire ne peut être accordée que sur demande motivée du prestataire. Celui-ci n'est autorisé à présenter une telle demande qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de la réquisition.

La preuve de la réduction d'activité de l'entreprise doit être rapportée par le prestataire et peut se faire par tous moyens, notamment par la production des documents comptables permettant d'établir les résultats des années antérieures à la réquisition et ceux de la gestion de l'entreprise depuis la réquisition. Si l'administration apporte la preuve que les éléments fournis par le prestataire sont inexacts ou que la réduction d'activité est imputable à une cause étrangère à la réquisition, telle que la conjoncture économique, l'indemnité complémentaire peut être refusée.

L'indemnité complémentaire est d'abord accordée pour une période qui ne saurait excéder six mois ; elle pourra ensuite être reconduite, totalement ou partiellement, pour des périodes successives à plus égales à six mois, à condition que le prestataire renouvelle sa demande en apportant les preuves nécessaires et compte tenu des possibilités de reprise de l'activité de l'entreprise.

Par analogie, cette indemnité, proportionnelle à la réduction d'activité constatée, est déterminée sur les mêmes bases que l'indemnité dite de post-réquisition prévue à l'article 22 (§ 4) de l'ordonnance du 6 janvier 1959, déduction étant faite ensuite de l'intérêt calculé sur le montant des éléments mobiliers requis. Une indemnité complémentaire n'est ainsi allouée que si cet intérêt est inférieur à l'indemnité de post-réquisition qui serait accordée pour la même réduction d'activité.

Toute demande tendant à proroger l'indemnité complémentaire au-delà d'un an est soumise à l'avis du comité consultatif visé à l'article 102 qui se prononce sur le maintien de l'indemnité, son importance et sa durée ; les conclusions de cet avis constituent des limites que la décision administrative ne saurait dépasser.

Art. 32.— Lorsque la réquisition porte sur tout ou partie d'une exploitation agricole comprenant ou non des immeubles bâtis et du matériel, le règlement des indemnités fait l'objet d'une détermination par périodes culturales, compte tenu des coutumes et usages locaux d'après les renseignements qui seront demandés aux chambres départementales d'agriculture ou aux services départementaux compétents du ministre de l'agriculture.

L'indemnité périodique de privation de jouissance due au prestataire est déterminée d'après tous éléments, dans la limite des fermages fixés dans chaque département par le préfet, conformément à l'article 812 du code rural, pour les exploitations similaires de la région considérée, sans pouvoir dépasser, pour les éléments d'exploitation pris à bail, le montant du fermage conventionnel.

Art. 33.— Lorsque le transfert de l'exploitation agricole ne peut pas être opéré et si le prestataire justifie d'une perte due à l'empêchement partiel ou total de poursuivre son exploitation, l'indemnité de réquisition prévue à l'article 32 est augmentée de manière à atteindre la valeur des récoltes que la réquisition empêche de faire, déduction faite des frais non engagés et du profit au sens de l'article 16 ci-dessus.

La production moyenne des trois dernières années culturales précédant la réquisition est calculée d'après les déclarations du prestataire auprès des administrations financières intéressées ou, à défaut, auprès des services agricoles et, en cas d'absence de déclaration, d'après les rendements de la

région pour les cultures de même nature. La production ainsi déterminée est affectée d'un coefficient d'ajustement pour tenir compte de la moyenne des récoltes de l'année considérée dans la même région.

La réduction de production due à la réquisition est évaluée en tenant compte des cours licites en vigueur dans la région à l'issue de chaque année culturale écoulée depuis la réquisition.

L'indemnité due au prestataire est égale à la valeur de la production empêchée, déterminée comme il est indiqué ci-dessus, de laquelle il y a lieu de déduire : les frais de culture non engagés par le prestataire en vue de cette production (achat de semences et d'engrais, frais de main-d'œuvre, amortissement partiel du matériel non utilisé, etc.), ainsi qu'un pourcentage correspondant au profit éventuel dont le taux sera fixé après avis de la direction départementale des services agricoles. Elle est payable périodiquement à terme échu, compte tenu des coutumes et usages locaux.

Art. 34.— Si l'exploitation agricole peut être transférée, en tout ou partie, hors des lieux requis, il est alloué au prestataire, en plus de l'indemnité de privation de jouissance prévue à l'article 32 ci-dessus, une indemnité complémentaire destinée à le rembourser, sur justifications, des frais directement nécessaires pour reconstituer son exploitation.

Cette indemnité comprend :

1.— Les dépenses de transfert proprement dit, c'est-à-dire les frais de déménagement du cheptel vif et des réserves stockées pour sa substance, des engrais et semences, du matériel et, éventuellement, du mobilier ;

2.— Les frais nécessités par la mise en état de culture de la nouvelle exploitation dans la limite de la superficie de l'exploitation antérieure.

En cas de transfert partiel, une indemnité calculée comme prévu à l'article 33 se substituant à l'indemnité de privation de jouissance peut être allouée, sur justifications, pour la portion de production non retrouvée.

Art. 35.— D'autres indemnités complémentaires peuvent être allouées pour compenser les préjudices éventuels non indemnisés au titre des articles 32, 33 et 34 et résultant, notamment, des frais engagés en vue de la récolte que la réquisition empêche de faire, des frais dus à la nécessité de modifier le système de culture, de la vente forcée au-dessous des cours licites du cheptel vif ou mort, de la perte des avantages en nature, des frais de conservation des éléments d'exploitation inutilisés et non transférés.

L'allocation de ces indemnités complémentaires, non périodiques et non renouvelables, ne sera consentie que sur demande formelle du prestataire et production par lui de toutes justifications utiles.

Art. 36.— Les indemnités complémentaires prévues à l'article 6 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 et les conditions dans lesquelles elles peuvent être allouées sont déterminées aux articles 17 à 22, 29, 31, 34 et 35 du présent décret.

Art. 37.— Les indemnités de réquisition, prévues aux articles 4, 5 et 6 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, et l'indemnité compensatrice de dommages prévue par l'article 21 sont respectivement évaluées aux dates fixées par l'article 7 de cette ordonnance.

Les dommages sont évalués dès que possible après la cessation de la réquisition, en cas de réquisition d'usage, et aussitôt après leur constatation contradictoire en cas de réquisition de services.

Art. 38.— La transformation d'une réquisition d'usage d'un bien en réquisition de propriété donne lieu à l'émission d'un nouvel ordre de réquisition qui est notifié au prestataire ou à son représentant.

De l'indemnité due pour la réquisition en propriété, évaluée au jour de cette notification, compte tenu de l'état du bien au jour de la réquisition d'usage, il y a lieu de déduire les sommes qui, dans l'indemnité allouée pour l'usage, correspondent à l'amortissement du bien pendant la réquisition.

Art. 39.— Les indemnités dues pour les réquisitions d'usage ou de services peuvent être révisées chaque fois que les prix courants et licites des locations ou des services de même nature que les prestations considérées auront varié de 10 p. 100 au moins depuis le début de la réquisition ou de la dernière révision d'indemnité qui a pu intervenir.

Les indemnités sont révisées proportionnellement à la variation constatée du prix des prestations en cause.

La révision peut être effectuée d'office par l'administration ou sur demande justifiée des prestataires, cette demande ne valant que pour une seule variation de prix et prenant effet à compter du premier jour du mois qui suit la date de franchissement du seuil de révision susvisé.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux prestations dont l'indemnisation fait l'objet de tarifs ou barèmes établis dans les conditions prévues à l'article 3 de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

Art. 40.— Les indemnités dues aux prestataires sont liquidées et payées dans le plus bref délai. Lorsque l'indemnité due pour une réquisition n'a pas été ainsi réglée dans un délai de trois mois à compter de la prise de possession définitive ou temporaire du bien ou du début de l'exécution des services prescrits, le prestataire peut formuler une demande d'acompte qui doit être satisfaite dans le délai maximum d'un mois. Il en est de même lorsque l'indemnité compensatrice de dommages n'a pas été réglée dans un délai de six mois à compter de la constatation contradictoire des dommages.

L'acompte accordé au prestataire est au moins égal à 50 p. 100 du montant de la liquidation provisoire de l'indemnité limitée, quand il s'agit de dommages, par le maximum fixé à l'article 22 de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

Art. 41.— Les mandats de paiement sont délivrés au nom des ayants droit pour les marchandises placées en entrepôt ou dans les magasins généraux, ou au nom du transporteur pour les marchandises en cours de transport.

Le mandatement des indemnités fixées d'après les tarifs et barèmes prévus par le présent décret se fait directement au nom des prestataires ou, en ce qui concerne les réquisitions collectives, telles que le logement et le cantonnement, au nom du receveur municipal.

## CHAPITRE II

### *Evaluation des indemnités par voie de barèmes.*

Art. 42.— Les tarifs et barèmes d'indemnisation établis conformément aux dispositions de l'article 8 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 se classent en deux catégories :

1° Les tarifs qui fixent, en valeur absolue, le montant de l'indemnisation des prestations (notamment les tarifs de logement et de cantonnement et les tarifs de réquisition des chevaux) ; ces tarifs peuvent être révisés pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture économique ;

2° Les barèmes établis par référence soit à des tarifs fixés pour d'autres fins que les réquisitions par les ministres responsables, soit à des cours commerciaux usuels ; ces ba-

rèmes fixent, en vue d'exclure le profit, les taux d'abattement à appliquer aux tarifs et cours susvisés ; ils suivent les variations de ces derniers sans qu'il soit besoin de les soumettre à un nouvel examen du comité consultatif.

Toutefois, en cas de modification des marges bénéficiaires incluses dans le prix des biens visés par les barèmes se référant à des cours commerciaux, ces barèmes sont sujets à révision dans les formes prévues pour leur établissement.

Art. 43.— Les tarifs de logement et de cantonnement des troupes sont fixés par arrêté interministériel, dans le cadre des dispositions spéciales prévues par la loi du 3 juillet 1877 et le décret du 2 août 1877 pris pour son application.

Lorsque les prestations de logement et de cantonnement sont fournies, notamment pour les réfugiés, les sinistrés ou les personnels déplacés appartenant aux services publics, en exécution des dispositions de l'article 4 ci-dessus, les tarifs des indemnités à allouer à l'habitant sont fixés par arrêté interministériel après avis du comité consultatif. Ces tarifs tiennent compte de l'importance de la localité, d'une part, et des prestations fournies d'autre part. Ils sont revisables dans des conditions analogues à celles appliquées pour la révision des tarifs de logement et de cantonnement des troupes.

Art. 44.— Les tarifs des prix de base des véhicules automobiles requis en propriété établis conformément aux articles 8 et 9 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, tiennent compte de la marque, du type et de l'ancienneté de fabrication. Ils tiennent compte également de la valeur de l'outillage, des accessoires et des ingrédients nécessaires au fonctionnement et à l'entretien courant, tels qu'ils sont normalement livrés par le constructeur avec les véhicules neufs.

La majoration ou la réduction de l'indemnité, prévue à l'article 9 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 tient compte, notamment, de l'état mécanique et général du véhicule réquisitionné, ainsi que de l'usure des pneumatiques.

Ces tarifs sont révisés, dans un délai maximum de trois mois, lorsque les prix courants et licites ont varié de cinq pour cent au moins depuis la date de mise en vigueur des derniers tarifs.

Art. 45.— Par dérogation aux dispositions de l'article 44 ci-dessus, le ministre des armées fixe, dans chaque cas d'espèce, l'indemnité à allouer aux prestataires de véhicules exceptionnels ou qui ne font qu'exceptionnellement l'objet de réquisitions et, pour ces raisons, ne figurent pas dans les tarifs de prix établis à l'avance.

En cas de refus par le prestataire de l'indemnité offerte, le dossier est soumis, pour avis à la commission d'évaluation conformément aux articles 90 et 91 ci-près.

Art. 46.— L'indemnisation des accessoires et de l'outillage reçus avec le véhicule, en supplément de ceux dont il doit être normalement pourvu, est déterminée par les tarifs ou, à défaut, par estimation directe. Elle s'ajoute à celle fixée comme il est indiqué aux articles 44 et 45 ci-dessus pour le véhicule.

En outre, une indemnité est accordée pour le carburant livré avec le véhicule ; son montant est calculé selon les prix en vigueur dans le département où s'effectue la réquisition.

L'absence d'accessoires ou d'outillage qui doivent normalement accompagner le véhicule donne lieu à diminution, correspondant à leur valeur, du prix de celui-ci.

Art. 47.— Pour régler la réquisition en propriété des animaux non destinés à l'abattage, les tarifs des prix de base fixent des prix supérieurs, moyens et inférieurs, établis chaque année en prenant le cas échéant, comme point de départ, le prix budgétaire, le prix moyen de chaque série d'âge étant appliqué à un animal reconnu « bon ».

Toutefois, pour certains animaux de très grande valeur, dont la réquisition n'est intervenue qu'en raison de motifs exceptionnels, la commission de réquisition peut proposer une indemnité excédant le prix supérieur fixé au barème ; elle émet alors un avis motivé, sur le vu duquel le ministre dont le département est bénéficiaire de la réquisition fixe le montant de l'indemnité proposée au prestataire.

En cas de refus par celui-ci de l'indemnité offerte, le dossier est soumis, pour avis, à la commission d'évaluation, conformément aux articles 90 et 91 ci-après.

Art. 48.— Les tarifs ou barèmes qui seront établis pour le règlement des réquisitions en priorité d'animaux destinés à l'abattage tiendront compte de la catégorie, de la qualité, du poids et des cours moyens officiellement reconnus dans les diverses régions d'élevage ; ils comporteront des correctifs pour tenir compte des variations saisonnières des prix.

### TITRE III

#### Effet de la réquisition sur les contrats d'assurances.

Art. 49.— L'assuré qui désire obtenir de l'assureur qu'à la résiliation du contrat d'assurance, prévue par l'article 11 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, soit substituée la simple suspension du contrat, doit en faire la demande à l'assureur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai d'un mois à partir du jour où il a eu connaissance de la dépossession.

Art. 50.— En cas de réquisition de services au sens de l'article 2 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, l'assureur de dommages, subrogé totalement ou partiellement dans les droits du prestataire, doit fournir, à l'appui de sa demande, tous éléments et documents lui ayant permis de déterminer l'indemnité allouée par ses soins à l'assuré.

Art. 51.— A défaut de notification faite conformément à l'article 49 du présent décret, et sous réserve de l'application des dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 13 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, la résiliation du contrat d'assurance prend effet à compter de la date de la dépossession du bien réquisitionné.

### TITRE IV

#### Conséquences des travaux exécutés par l'Etat au cours de réquisitions d'immeubles, de navires ou d'aéronefs.

Art. 52.— Les dispositions des articles 14 à 18 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 concernant les immeubles de toute nature et s'étendent notamment aux réquisitions d'usage prononcées au profit de particuliers occupant dans l'intérêt de l'Etat.

Art. 53.— Les administrations publiques bénéficiaires des réquisitions ou occupations d'immeubles ont la faculté d'enlever les aménagements amovibles ou fixes réalisés par elles, sous réserve de payer, éventuellement, aux prestataires, une indemnité compensatrice des dégâts occasionnés par l'enlèvement desdits aménagements.

Cette indemnité est, le cas échéant, calculée conformément aux dispositions du titre V de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

Art. 54.— Les réparations, qui sont normalement à la charge d'un locataire, demeurent à la charge de l'Etat ou, le cas échéant, du bénéficiaire de la réquisition au sens de l'article 52 ci-dessus.

Art. 55.— Les travaux de gros entretien, qui restent à la charge du propriétaire, sont ceux prévus à l'article 1720 du code civil.

Toutefois, lorsque les dépenses nécessaires sont faites par l'Etat ou le bénéficiaire de la réquisition, au lieu et place du propriétaire, leur remboursement s'effectue par voie de compensation à due concurrence avec les sommes revenant à celui-ci au titre de la réquisition.

Lorsque le montant de la dépense faite au lieu et place du propriétaire excède le montant des indemnités dues par l'Etat, le surplus est remboursé par le propriétaire en dix annuités au plus.

La créance de l'Etat est recouvrée dans les conditions prévues à l'article 61 ci-dessous.

Art. 56.— Dès que la réquisition est levée ou que l'occupation est terminée, un inventaire descriptif comportant un état des lieux est établi dans les conditions précisées à l'article 10 ci-dessus.

L'état des lieux comporte :

1° La description complète des dégâts imputables aux services occupants ;

2° Le relevé détaillé de tous les aménagements, améliorations, embellissements et constructions réalisés par l'Etat ou par le bénéficiaire de la réquisition ;

3° Le relevé détaillé des travaux de gros entretien exécutés éventuellement par l'Etat ou par le bénéficiaire de la réquisition.

Art. 57.— Lorsque le prestataire est locataire de l'immeuble, l'état des lieux se rapportant aux travaux d'amélioration ou de transformation est établi en sa présence ainsi qu'en présence du propriétaire dûment convoqué ou de leurs représentants respectifs.

Les usufruitiers ou les titulaires d'un droit d'usage ou d'habitation, s'il en existe, doivent également être convoqués pour assister, en personne ou par représentant, à l'établissement de l'état des lieux.

Art. 58.— Doivent être considérés comme ayant entraîné une moins-value à l'immeuble, les travaux tels que : constructions, aménagements ou transformations dont l'exécution se traduit par une diminution de sa valeur vénale, compte tenu du changement de destination qui a pu en résulter.

L'indemnité de moins-value est égale à cette diminution de valeur. Toutefois, si le montant des travaux estimés nécessaires pour faire disparaître les causes de moins-value est inférieur, l'indemnité est réduite à ce montant.

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée après avis de la commission départementale d'évaluation des réquisitions et réglée comme en matière de réquisition, conformément aux dispositions des articles 24 et 25 de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

Art. 59.— Sont considérés comme ayant apporté une plus-value à l'immeuble, les travaux, tels que constructions et aménagements dont l'exécution procure une augmentation de la valeur vénale dudit immeuble, cette valeur tenant compte éventuellement du changement de destination de l'immeuble.

La plus-value réelle est égale à la différence entre la valeur vénale de l'immeuble, compte tenu des travaux exécutés, et la valeur vénale qu'aurait cet immeuble si ces travaux n'avaient pas été réalisés.

Art. 60.— Lorsque les travaux exécutés apportent à l'immeuble une plus-value dépassant 5 p. 100 de sa valeur vénale, le propriétaire doit verser à l'Etat une indemnité calculée dans les conditions indiquées ci-après :

1° Toute plus-value ou fraction de plus-value inférieure ou au maximum égale à 5 p. 100 de la valeur vénale de l'immeuble, compte non tenu des travaux exécutés, n'est pas comptée dans le calcul de l'indemnité à verser ;

2° La fraction de plus-value supérieure à 5 p. 100 et au maximum égale à 10 p. 100 de la valeur vénale de l'immeuble n'est comptée que pour moitié de son montant ;

3° La fraction de plus-value supérieure à 10 p. 100 et au maximum égale à 50 p. 100 de ladite valeur vénale n'est comptée que pour les deux tiers ;

4° La fraction de plus-value supérieure à 50 p. 100 de la même valeur vénale n'est comptée que pour les neuf dixièmes de son montant.

L'indemnité définitive de plus-value due à l'Etat est égale à la somme de ces divers décomptes partiels sans pouvoir toutefois excéder la valeur des travaux, appréciée au jour de la décision fixant cette indemnité.

Art. 61.— L'indemnité de plus-value se compense, de plein droit, avec l'indemnité qui peut être due au propriétaire par l'Etat pour détérioration de l'immeuble dépassant celle que comporte l'usage normal.

L'indemnité ou la partie de l'indemnité de plus-value ainsi compensée s'impute sur les premières annuités dues par le propriétaire, lesquelles sont calculées compte tenu de l'escompte de 1 p. 100 prévu à l'article 63 ci-dessous.

La créance de l'Etat au titre de la plus-value est liquidée par l'administration chargée du règlement des indemnités d'occupation.

Le service des domaines est chargé du recouvrement de l'indemnité de plus-value.

Le cas échéant, les poursuites sont diligentées par ses soins conformément aux dispositions de l'article L. 130 du code du domaine de l'Etat.

Lorsqu'il est procédé à la vente forcée de l'immeuble pour permettre au Trésor de recouvrer sa créance impayée, le propriétaire n'est tenu de payer sa dette que dans la limite du produit net de la vente, déduction faite de la valeur vénale de l'immeuble, compte non tenu des travaux exécutés et du prix de vente du terrain s'il s'agit d'un immeuble bâti.

Art. 62.— L'indemnité de plus-value est fixée par accord amiable ou, à défaut, après avis de la commission d'évaluation des réquisitions, par décision administrative ; dans ce dernier cas, elle est notifiée au propriétaire de l'immeuble dans les conditions fixées à l'article 24 de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

La commission d'évaluation des réquisitions détermine si la destination de l'immeuble a été ou non modifiée par les travaux exécutés au cours de l'occupation et se prononce sur le montant de l'indemnité.

En cas de refus formulé dans le délai imparti, il appartient à l'administration liquidatrice de l'indemnité d'intenter une action devant les juridictions civiles qui statuent dans les limites normales de leur taux de compétence.

Le contentieux est suivi par l'administration chargée de la liquidation de la plus-value.

Art. 63.— L'indemnité de plus-value est recouvrée par l'Etat par annuités égales qui ne portent pas intérêt et dont le montant est fixé de telle sorte que le total de la dette soit soldé en vingt ans au maximum.

Toutefois, ce montant annuel ne doit pas être inférieur à 1 p. 100 de la valeur vénale de l'immeuble, compte non tenu des travaux exécutés par l'Etat.

Le propriétaire a toujours la faculté de se libérer par anticipation d'une ou plusieurs annuités entières; en ce cas, il bénéficie sur chaque annuité versée d'avance d'un escompte de 1 p. 100 par année d'anticipation.

En cas de vente de l'immeuble à un tiers, le montant de l'indemnité de plus-value restant dû, diminué de l'escompte prévu ci-dessus, est immédiatement exigible.

Art. 64.— Le propriétaire qui, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 17 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, désire céder son immeuble à l'Etat adresse une offre de vente à l'administration liquidatrice de l'indemnité par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Cette offre est, à peine de forclusion, souscrite dans les trois mois de la notification à l'intéressé de la décision définitive fixant le montant de l'indemnité de plus-value; cependant, le ministre des finances et des affaires économiques peut relever de cette déchéance le propriétaire qui justifie n'avoir pu agir dans le délai prescrit.

La décision d'acquiescer est prise par le ministre des finances et des affaires économiques après consultation, s'il y a lieu, des commissions instituées par le décret n° 49-1209 du 28 août 1949. L'acte d'acquisition est passé par le service des domaines.

Si le ministre des finances et des affaires économiques décide de ne pas réaliser l'acquisition, l'administration liquidatrice de l'indemnité notifie cette décision au propriétaire et l'informe que la créance du Trésor est ramenée à 50 p. 100 de la valeur vénale de l'immeuble, compte tenu des travaux exécutés.

Art. 65.— Le propriétaire qui, dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article 17 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 opte pour la cession de son immeuble à l'Etat, en informe l'administration liquidatrice de l'indemnité par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Cette option est irrévocable et doit être formulée, à peine de forclusion, dans les trois mois de la notification à l'intéressé de la décision reconnaissant le changement apporté à la destination de l'immeuble et fixant le montant de l'indemnité de plus-value.

Cette notification doit comporter l'indication de la valeur vénale de l'immeuble appréciée par la commission d'évaluation, compte non tenu de la plus-value apportée par les travaux exécutés. Lorsqu'il s'agit de propriétés bâties, cette notification doit indiquer, en outre, la valeur attribuée au terrain par la commission d'évaluation.

Le ministre des finances et des affaires économiques peut relever de la déchéance le propriétaire qui justifie n'avoir pu faire connaître son option dans le délai prescrit au deuxième alinéa ci-dessus.

Le propriétaire qui n'a pas formulé son option dans les formes et délais indiqués ci-dessus et qui n'a pas été relevé de la forclusion est réputé accepter le paiement de l'indemnité de plus-value dans les conditions prévues par les articles 60 et 61 ci-dessus.

L'acquisition de l'immeuble par l'Etat est réalisée moyennant un prix égal à la valeur vénale de cet immeuble au jour du transfert de la propriété, déduction faite de la plus-value apportée par les travaux exécutés et des sommes allouées à titre d'amortissement dans l'indemnité d'occupation; s'il s'agit d'un immeuble bâti, ce prix tient compte de la valeur vénale du terrain.

Lorsqu'il y a lieu à consultation de la commission de contrôle des opérations immobilières, cet organisme se prononce uniquement sur l'affectation qu'il convient de donner à l'immeuble. L'acte d'acquisition est passé par le service des domaines.

Art. 66.— L'intention de l'Etat de procéder au recouvrement de l'indemnité de plus-value est notifiée au propriétaire par l'administration liquidatrice de l'indemnité, par lettre recommandée avec avis de réception.

Le service des domaines, à la demande de l'administration liquidatrice de l'indemnité, fait procéder à l'inscription de l'hypothèque de l'Etat.

Art. 67.— Le règlement de la situation résultant des travaux exécutés par les affectataires privés occupant dans l'intérêt de l'Etat est effectué par celui-ci dans les conditions prévues au présent titre.

Dans ce cas, le remboursement des sommes versées par l'Etat au titre de la moins-value est poursuivi à l'encontre de l'affectataire suivant la procédure des ordres de versement. Quant aux sommes versées par le propriétaire au titre de la plus-value, elles sont mandatées au profit de l'affectataire, au fur et à mesure de leur recouvrement par l'Etat.

Art. 68.— Lorsque les travaux exécutés par l'Etat ont entraîné un empiètement sur un fonds voisin de celui occupé par accord amiable ou par voie de réquisition, le fonds qui a supporté l'empiètement est considéré, pour la partie utile à ces travaux, comme ayant fait l'objet d'une réquisition dont il y a lieu de remplir les formalités le plus tôt possible. La situation en découlant est réglée conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 69.— Les travaux envisagés à l'article 19 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 sont, notamment, ceux qui apportent un changement dans les caractéristiques commerciales ou les qualités nautiques du navire, ou affectent sa durée d'utilisation ou encore le volume et le rythme des réparations ou des travaux d'entretien.

Les installations nouvelles établies par l'Etat sur un navire réquisitionné sont supprimées si le propriétaire en fait la demande. Il en est de même pour le matériel nouveau dont aura été muni le navire.

Dans le cas où les installations maintenues, les travaux exécutés et le matériel nouveau ont apporté une plus-value au navire, le propriétaire doit payer une indemnité qui ne peut être supérieure à la valeur des installations et du matériel nouveau ou au coût des travaux, appréciés au jour de la décision fixant le montant de la plus-value.

Si ces travaux, installations et matériel nouveau ont entraîné une moins-value, l'Etat doit payer au propriétaire une indemnité qui ne peut dépasser la valeur du navire calculée dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 22 de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

Les indemnités de plus-value et de moins-value sont fixées, compte tenu des dispositions du présent article, par accord amiable avec le propriétaire ou, à défaut, par décision administrative après avis de la commission spéciale d'évaluation des réquisitions de navires.

Art. 70.— L'Etat peut procéder, sur les aéronefs réquisitionnés en usage, à tous travaux destinés à ses besoins, même s'ils ont pour effet de changer la destination de ces aéronefs.

Dès que la réquisition est levée, il est établi, dans les conditions fixées à l'article 10, un inventaire et un état descriptif mentionnant, en particulier, le relevé détaillé des travaux exécutés par l'Etat.



Pour l'appréciation et le paiement de la plus-value ou de la moins-value apportée aux aéronefs par les travaux exécutés au cours de la réquisition, les dispositions prévues pour les immeubles sont applicables par analogie, sous réserve de substituer à la commission départementale d'évaluation, la commission spéciale d'évaluation des réquisitions d'aéronefs.

## TITRE V

### Indemnisation des dommages.

Art. 71.— La détérioration ou la dégradation, la destruction et la perte des biens réquisitionnés en usage constituent des dommages indemnifiables dans les conditions précisées aux articles 74 et 75 ci-après, lorsque l'Etat est responsable aux termes de l'article 20 de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

La nature et l'étendue des dommages sont déterminées par comparaison des états descriptifs et inventaires dressés lors de la prise de possession et de ceux établis à la levée de la réquisition, ou, à défaut, par tous moyens.

Les dommages causés par un fait de guerre à un bien mobilier réquisitionné ouvrent droit à indemnisation, conformément au présent règlement, lorsque la réquisition est la cause directe et certaine du maintien ou du transfèrement de ce bien dans une zone particulièrement exposée aux attaques de l'ennemi ou aux actions de guerre de quelque nature qu'elles soient.

Art. 72.— Sont considérés comme faisant l'objet d'une occupation commune aux termes des deuxième et troisième alinéas de l'article 20 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, les parties d'immeubles dans lesquelles le prestataire ou ses préposés et les bénéficiaires de la réquisition ont librement accès les uns et les autres.

Art. 73.— En cas de réquisition de services, la responsabilité de l'Etat prévue par l'article 20 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 ne peut porter que sur les dommages causés aux seuls biens utilisés pour l'exécution de la réquisition. Le prestataire doit faire constater immédiatement ces dommages et, si nécessaire, procéder sans retard à leur réparation afin de ne pas entraver l'exécution de la réquisition. Toutefois, pour les biens qui subissent une usure anormale n'empêchant pas l'exécution du service prescrit, le dommage est constaté en fin de réquisition.

Le règlement des seuls dommages corporels dont l'Etat est responsable aux termes de l'article 20 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 est instruit et opéré selon les modalités prévues pour les réparations civiles, dans la mesure où ces dommages ne sont pas indemnisés au titre d'une autre législation, et notamment d'une législation de sécurité sociale. Dans cette hypothèse, il est fait application, suivant le cas, des articles 397 et 470 du code de sécurité sociale.

L'aggravation anormale du risque visée par l'article 20 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 résulte du dépassement, nécessité par l'exécution de la réquisition, des normes d'utilisation ou de sécurité.

En cas de réquisition de logement et de cantonnement au profit des troupes, le règlement des dommages dont l'Etat est responsable est instruit et opéré conformément aux dispositions de la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires et des textes pris pour son application.

En ce qui concerne le logement et le cantonnement chez l'habitant au profit, notamment, des réfugiés, des sinistrés et de certains personnels déplacés et de leur famille, l'arrêté interministériel prévu à l'article 4 ci-dessus fixera, également,

les modalités de constatation et la procédure de règlement des dégâts consécutifs à la réquisition, en s'inspirant des dispositions prévues pour les dégâts de cantonnement causés par les troupes.

Art. 74.— Les frais de remise en état ou de remplacement des biens endommagés sont d'abord déterminés, au moyen de tous éléments au jour de la levée de la réquisition. Le montant des frais ainsi évalués est, s'il y a lieu, révisé pour tenir compte de la conjoncture économique au jour de la décision administrative.

De la somme ainsi obtenue, il convient, pour fixer l'indemnité compensatrice à allouer au prestataire, conformément à l'article 21 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, de déduire un certain pourcentage correspondant :

1° A la vétusté du bien au jour de la prise de possession, telle qu'elle résulte de l'état descriptif ou de l'inventaire établi à cette époque, et

2° A l'usure normale du bien durant la réquisition, cette usure étant déjà indemnisée par l'amortissement inclus dans l'indemnité de réquisition.

Pour les biens à ce point dégradés ou détériorés qu'il faille envisager leur remplacement, il est d'duit, en outre, le montant de leur valeur résiduelle appréciée à la date de la décision administrative fixant l'indemnité compensatrice.

Lorsque la remise en état des biens immobiliers endommagés nécessite le concours d'un architecte, les honoraires normaux de celui-ci sont remboursés au prestataire sur justification.

Art. 75.— En cas de réquisition de services, y compris le logement et le cantonnement, le prestataire dont les biens ont été endommagés doit, avant de réclamer une indemnité à l'Etat, s'adresser à la compagnie d'assurance auprès de laquelle il a souscrit un contrat.

L'Etat ne peut être tenu à indemnisation directe vis-à-vis du prestataire que pour les dommages, ou partie des dommages, non couverts par une assurance ; le prestataire doit alors faire connaître le règlement intervenu avec sa compagnie d'assurance et communiquer sa police à l'administration.

Art. 76.— A la demande de l'administration, le prestataire doit fournir le relevé des sommes éventuellement dépensées, après réquisition, pour la remise en état de son bien.

Art. 77.— Pour avoir droit à l'indemnité de post-réquisition, prévue par l'article 22 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, le prestataire doit apporter la preuve que les travaux de remise en état, nécessités par les dommages dont l'Etat est responsable, font obstacle de la jouissance, totale ou partielle, de son bien et lui occasionnent, de ce fait, un préjudice. Cette indemnité, calculée d'après l'indemnité de réquisition du bien diminuée de l'amortissement correspondant à l'usage, est proportionnelle à la privation de jouissance constatée et ne peut être allouée que pour le temps strictement indispensable à une exécution normale des travaux. Elle fait l'objet de réductions successives, au fur et à mesure de l'exécution des travaux, pour tenir compte des portions de biens dont la jouissance est retrouvée par le prestataire.

Art. 78.— Lorsque des dommages ont été causés à une exploitation agricole au cours de sa réquisition, l'indemnité de remise en état à allouer au prestataire a pour but de permettre la reconstitution des biens dans l'état où ils se trouvaient au début de la période culturale au cours de laquelle a été prononcée la réquisition.

Toutefois, si malgré les travaux de remise en état, la capacité de production de ces biens reste temporairement réduite, une indemnité forfaitaire dite « de perte de productivité » est allouée, conformément à l'article 22 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, pour tenir compte de la diminution de valeur vénale desdits biens. Lorsque la perte de productivité est définitive, elle constitue une moins-value à indemniser comme telle.

Le temps strictement nécessaire à la remise en état d'une exploitation agricole endommagée est compté depuis la date de la levée de la réquisition, mais l'indemnité de post-réquisition, prévue à l'article 77 ci-dessus, n'est allouée que pour la portion de ce temps qui excède la fin de la période culturale déjà indemnisée au titre de l'article 32 ci-dessus, et uniquement pour les biens dont la jouissance est rendue impossible.

Art. 79.— Lorsqu'il y a lieu à application du dernier alinéa de l'article 22 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, l'indemnité compensatrice de frais qu'il prévoit est un élément de l'indemnité de remise en état et entre, de ce fait, en ligne de compte pour la comparaison de celle-ci avec la valeur vénale définie au premier alinéa du même article.

Art. 80.— Lorsque des dommages ont été causés à un navire au cours de sa réquisition, l'Etat exécute ou fait exécuter à son compte les travaux et remplacements nécessaires pour remettre le navire et son matériel dans l'état indiqué par l'inventaire et l'état descriptif dressés lors de la prise de possession, sous réserve de l'usure normale qui est couverte par l'amortissement inclus dans l'indemnité de réquisition.

Ces travaux et remplacements à la charge de l'Etat sont constatés contradictoirement lors de l'établissement du procès-verbal de levée de réquisition, sur lequel doit être indiquée la durée probable totale de l'immobilisation qui en résultera.

Depuis le jour de la levée de réquisition jusqu'au jour où le navire est restitué après remise en état à son armateur, celui-ci perçoit une indemnité de post-réquisition. Cette indemnité est calculée dans les conditions prévues à l'article 22 (4<sup>e</sup> alinéa) de l'ordonnance du 6 janvier 1959. Elle est exclusive de l'indemnité complémentaire prévue à l'article 31 du présent décret.

Toutefois, l'Etat peut se libérer de l'obligation de remise en état par le paiement d'une indemnité forfaitaire tenant compte du coût estimé des travaux et remplacements ainsi qu'éventuellement du délai pendant lequel l'armateur aurait eu droit à l'indemnité de post-réquisition.

Cette indemnité est fixée par accord amiable avec l'armateur ou, à défaut, par décision administrative après avis de la commission spéciale d'évaluation des réquisitions de navires.

Les modalités prévues au présent article pour les navires sont applicables, le cas échéant, aux aéronefs endommagés au cours de réquisitions d'usage.

## TITRE VI

### Procédure de règlement des indemnités.

Art. 81.— Les commissions départementales d'évaluation des réquisitions, prévues par l'article 23 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, sont constituées par les préfets qui en désignent les membres. Elles ont une composition paritaire conformément audit article 23.

Chacune des administrations publiques (civiles ou militaires) spécialement intéressées au règlement des réquisitions doit y être représentée.

Après entente avec les directeurs ou chefs de service départementaux des administrations civiles intéressées et, en ce qui concerne l'administration militaire, avec les généraux commandant les régions militaires et aériennes ou les préfets maritimes, le préfet établit la liste des fonctionnaires ou officiers susceptibles de représenter les administrations à la commission départementale d'évaluation des réquisitions.

Le préfet détermine, en outre, les groupements prévus à l'article 23 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 qu'il estime devoir être représentés à la commission en raison des intérêts qu'ils ont dans le règlement des réquisitions. Chaque groupement présente une liste de plusieurs candidats.

Lorsqu'il est nécessaire de constituer la commission départementale d'évaluation des réquisitions, le préfet, sous réserve des dispositions particulières faisant l'objet de l'article 84 ci-après, désigne, en fonction du nombre, de l'importance et de la nature des affaires à examiner, les membres titulaires et leurs suppléants qu'il choisit sur les listes établies à cet effet; le nombre des membres titulaires de la commission y compris le président choisi par le préfet, ne doit pas être inférieur à quatre, ni excéder vingt-quatre: le nombre des suppléants est identique.

Un des représentants des administrations fait fonction de rapporteur. Toutefois, le préfet peut adjoindre des rapporteurs, choisis en raison de leur compétence technique, parmi les fonctionnaires en service dans le département ou désignés, à la demande du préfet, par les autorités militaires, maritimes ou aériennes, parmi les officiers ou fonctionnaires sous leurs ordres. Ces rapporteurs ont seulement voix consultative.

Art. 82.— La commission peut être divisée en sections de quatre membres au minimum. Chaque section doit comprendre un nombre égal de représentants des administrations publiques y compris le président et de membres appartenant aux autres catégories; le préfet répartit les membres entre les sections et choisit leur président.

La section émet un avis au nom de la commission sur les affaires qui lui sont attribuées.

Le nombre de membres dont la présence est exigée pour délibérer doit atteindre les trois quarts du nombre total des membres pour les sections et les deux-tiers pour la commission plénière.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le président est assisté, dans l'exercice de ses fonctions, par un secrétaire désigné par le préfet parmi le personnel de la préfecture.

L'organisation matérielle de la commission est assurée par les soins de l'administration préfectorale.

Art. 83.— Le président de la commission départementale d'évaluation est saisi des dossiers de réquisitions par le préfet. Il répartit, s'il y a lieu, les affaires entre les sections et les fait examiner par le ou les rapporteurs selon leur ordre d'arrivée et leur urgence.

Il fixe la date de convocation de la commission et décide de la périodicité de ses réunions en fonction du nombre d'affaires à examiner.



Lorsque la commission départementale fonctionne en sections, doivent cependant être examinés en commission plénière les dossiers qui lui sont soumis par son président, ainsi que ceux pour lesquels deux membres au moins d'une section en ont formulé la demande.

Art. 84.— Lorsque la commission départementale d'évaluation est chargée d'examiner les dossiers de réquisitions immobilières ou de réquisitions de services comportant des prestations immobilières, elle est composée de douze membres, savoir :

- Un membre de l'administration préfectorale, président.
- Le directeur des impôts (contributions directes et cadastre) ou son représentant.
- Le directeur des impôts (contributions indirectes) ou son représentant.
- Le directeur des impôts (enregistrement et domaines) ou son représentant.
- Un fonctionnaire du corps de l'intendance ou son suppléant, désignés par le général commandant la région militaire.
- Un fonctionnaire choisi pour chaque catégorie d'affaires en raison de sa compétence technique et désigné par le préfet.
- Le président de la chambre de commerce ou son délégué.
- Le président de la chambre d'agriculture ou son délégué.
- Le président de la chambre des métiers ou son délégué.
- Le président de la chambre des notaires ou son délégué.
- Un représentant de la propriété bâtie et un représentant de l'hôtellerie désignés par le préfet sur la proposition des groupements locaux qualifiés.

Dans le département de la Seine, la commission peut être élargie, à la diligence du préfet. Dans les départements sahariens, en l'absence, de chambres d'agriculture et de chambres des métiers, le préfet désigne le représentant de la profession.

Les dispositions des articles 81, 82 et 83 qui précèdent sont applicables à la commission d'évaluation faisant l'objet du présent article.

Art. 85.— La compétence de la commission départementale d'évaluation s'étend à tous les dossiers de réquisitions qui lui sont soumis par les administrations bénéficiaires de réquisitions.

Echappent cependant à cette compétence, les affaires relevant des attributions des commissions spéciales d'évaluation prévues à l'article 87 et, en ce qui concerne l'emploi des personnes, les réquisitions prévues aux articles 14 à 19 de la loi du 11 juillet 1938 précitée.

Art. 86.— La commission d'évaluation apprécie sur pièces les affaires qui lui sont soumises, mais elle peut, si elle l'estime nécessaire, entendre ou consulter toutes personnes qualifiées. Le prestataire est autorisé, en tout état de cause, à adresser un mémoire pour exposer son point de vue à la commission qui peut, exceptionnellement, décider de l'entendre.

La commission d'évaluation évalue, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 6 janvier 1959, et d'après tous éléments, l'indemnité correspondant à la prestation fournie. Elle formule un avis motivé que le président transmet, avec le dossier, à l'autorité chargée de fixer le montant de l'indemnité à allouer au prestataire.

Au cas où la commission s'estimerait insuffisamment éclairée, son président en informe le préfet et poursuit l'enquête tant auprès de l'administration requérante qu'auprès de toute personne susceptible de donner des renseignements utiles.

Art. 87.— Les commissions spéciales d'évaluation, prévues

à l'article 23 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, sont instituées, notamment, pour le règlement des réquisitions de navires et d'aéronefs.

La composition, également paritaire, de ces commissions, leurs attributions, leur fonctionnement et leur compétence territoriale (qui peut être nationale, régionale ou départementale) sont fixés par décrets contresignés du ministre responsable de la ressource, du ministre chargé de la coordination prévue à l'article 29 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 et du ministre des finances et des affaires économiques, après consultation du comité consultatif prévu à l'article 29 précité.

Le président et les membres de ces commissions spéciales d'évaluation sont désignés par le ministre responsable, qui peut déléguer ce droit au préfet ou, pour les réquisitions de navires, au préfet maritime, et, pour les réquisitions d'aéronefs, au général commandant la région aérienne.

Art. 88.— Pour obtenir le règlement de sa créance, le prestataire formule une demande, sur papier libre, en y joignant toutes justifications nécessaires, avec pièces à l'appui le cas échéant.

Lorsqu'il s'agit de réquisition d'usage ou de services et que les prestations s'échelonnent dans le temps, la demande d'indemnité formulée par le prestataire suffit, sans qu'il soit besoin de la renouveler ultérieurement.

Par contre, si des dommages sont causés en cours de réquisition, il appartient au prestataire de formuler une demande spéciale pour obtenir le règlement des indemnités dues au titre de ces dommages, conformément aux dispositions des articles 71 à 80 ci-dessus.

Art. 89.— L'autorité chargée de la liquidation, saisie de la demande d'indemnisation, adresse au prestataire des propositions de règlement amiable en lui fixant un délai pour faire connaître sa réponse.

En cas d'acceptation dans le délai imparti, l'indemnité est mandatée.

Art. 90.— En cas de silence du prestataire dans le délai prévu à l'article 89 ci-dessus ou de refus du montant de l'indemnité proposée, le dossier est soumis à la commission d'évaluation des réquisitions, pour avis.

Le prestataire est avisé de cette transmission.

L'autorité chargée de la liquidation fixe l'indemnité après avoir pris connaissance de l'avis de la commission d'évaluation.

La décision est notifiée au prestataire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en lui faisant connaître le délai dans lequel il doit adresser son refus ou son acceptation.

Faute de réponse dans le délai fixé, qui commence à courir à compter de la date portée sur l'avis de réception, et peut varier entre quinze jours et trois mois suivant la nature, l'importance et la complexité de la prestation fournie ou des dommages à réparer, l'indemnité est considérée comme acceptée.

Art. 91.— Par dérogation à l'article 90, lorsque la réquisition est réglée selon les tarifs ou barèmes établis conformément aux dispositions de l'article 8 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, le montant de l'indemnité est arrêté par l'autorité chargée de la liquidation, sans que l'affaire soit soumise à la commission d'évaluation, et il est mandaté dans le moindre délai.

En cas de contestation, le prestataire peut exercer un recours devant la juridiction de droit commun dans les conditions prévues à l'article 25 de l'ordonnance précitée.

Art. 92.— Lorsque le prestataire n'est pas le propriétaire des biens requis en usage, le mandatement au nom du prestataire ne doit être opéré qu'après l'expiration d'un délai de quinze jours ayant pour point de départ la remise au propriétaire d'une lettre recommandée avec avis de réception, laquelle l'informe du mandatement à venir afin qu'il puisse, éventuellement, faire opposition au paiement entre les mains du comptable assignataire.

Art. 93.— Dans le cas de réquisitions de logements prononcées au profit de particuliers, l'administration requérante peut, préalablement à la procédure prévue aux articles 89 et 90, inviter les bénéficiaires des réquisitions et les prestataires à conclure, dans un délai qu'elle détermine, un accord pour régler les prestations requises.

Art. 94.— Les litiges relatifs à la détermination des indemnités prévues par l'ordonnance du 6 janvier 1959 et le présent décret sont portés devant le tribunal d'instance lorsque le montant de la demande n'excède pas les taux de compétence fixés à l'article 1er du décret susvisé du 22 décembre 1958, ou lorsque, s'agissant d'une réquisition d'usage d'une durée supérieure à une année, le montant de l'indemnité annuelle est inférieur auxdits taux.

Le tribunal de grande instance est compétent dans les autres cas, ainsi que pour les litiges relatifs à l'acquisition par l'Etat, en application de l'article 17 de l'ordonnance du 6 janvier 1959, d'un immeuble réquisitionné.

L'assignation est valablement délivrée soit au ministre ou au secrétaire d'Etat, soit aux autorités désignées par eux en application de l'article 23 de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

Art. 95.— Les litiges relatifs à l'application de l'ordonnance du 6 janvier 1959 et du présent décret relèvent de la juridiction dans le ressort de laquelle la prestation a été fournie.

Cependant, en ce qui concerne les réquisitions prononcées par les autorités maritimes ou aériennes, la juridiction compétente est celle du ressort dont relève l'autorité chargée du règlement et de la procédure contentieuse.

## TITRE VII

### Dispositions diverses.

Art. 96.— Lorsque l'autorité qualifiée pour réquisitionner estime nécessaire de conserver à sa disposition des biens mobiliers, en vue d'une réquisition éventuelle, elle peut en prononcer le blocage pour une durée ne pouvant dépasser quinze jours.

Cette mesure préparatoire est levée de plein droit si, à l'expiration de la durée fixée, la réquisition n'a pas été ordonnée ou si l'ordre de blocage n'a pas été renouvelé pour une deuxième et dernière période de même durée au maximum.

L'ordre de blocage est formulé par écrit et notifié au propriétaire ou au détenteur des biens; il a effet immédiat, le jour de sa notification étant considéré comme le premier jour de la durée de validité de l'ordre.

Cet ordre doit désigner les biens bloqués et indiquer leur importance ainsi que le lieu où ils sont conservés.

Aussitôt après notification de l'ordre de blocage, un inventaire descriptif des biens bloqués est établi à la diligence de l'autorité requérante.

Art. 97.— La mesure de blocage comporte, pour le propriétaire ou le détenteur des biens, l'obligation d'en assurer la garde et la conservation ainsi que celle de les représenter à toute demande de l'administration au lieu, à la place et dans l'état où ils se trouvaient au jour du blocage.

Toutefois, lorsque la mesure de blocage porte sur des choses fongibles, la représentation de biens équivalents en nature, qualité et quantité est autorisée si l'ordre de blocage ne s'y oppose pas; la modification de leur état et leur déplacement, notamment en vue d'assurer leur conservation, sont possibles avec l'autorisation préalable de l'administration.

Art. 98.— Le propriétaire ou le détenteur des biens bloqués ne peut prétendre qu'au remboursement des frais prévus par l'article 26 de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

Art. 99.— Si le prestataire est locataire ou sous-locataire du bien requis, il demeure tenu de payer le loyer au propriétaire ou au locataire principal dans la limite prévue à l'article 27 de l'ordonnance du 6 janvier 1959.

Toutefois si, à la date à laquelle le paiement du loyer est exigible, l'indemnité de réquisition n'est pas versée au prestataire qui a saisi l'autorité chargée de la liquidation, celui-ci peut différer le paiement de son loyer jusqu'au jour où il perçoit le montant de l'indemnité.

Art. 100.— Les demandes de renseignements adressées par une commission d'évaluation des réquisitions aux administrations publiques sont formulées par écrit; elles sont signées par le président de la commission ou par le président de la section compétente.

Art. 101.— Une action générale de coordination sur le règlement des réquisitions est exercée, au nom du Premier ministre, par le ministre des armées.

Le ministre des armées adresse, à cet effet, des directives aux autorités et, par l'intermédiaire des préfets, aux commissions qui interviennent dans la liquidation et le règlement des indemnités.

Art. 102.— Le ministre des armées est assisté d'un comité consultatif interministériel de règlement des réquisitions.

Ce comité examine les projets de textes à caractère général relatifs au règlement des réquisitions qui lui sont soumis par le ministre.

Il est consulté pour l'institution et la constitution des commissions spéciales d'évaluation prévues à l'article 87 ci-dessus et pour l'établissement des barèmes d'indemnisation prévus à l'article 42 ci-dessus.

En outre, il peut être appelé à émettre un avis sur toutes difficultés qui lui seraient soumises par le ministre des armées.

Art. 103.— Le comité consultatif de règlement des réquisitions, dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont fixés par décret, est présidé par un représentant du ministre des armées.

Lorsque ce comité doit préparer ou examiner des projets de textes applicables dans les départements algériens ou sahariens, il doit comprendre des représentants des autorités désignées par les ministres chargés de ces départements.

Quand le comité doit préparer ou examiner les barèmes et tarifs prévus à l'article 42 ci-dessus, des représentants des organisations professionnelles intéressées sont désignés pour l'assister.

Art. 104.— Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées, notamment le décret du 5 janvier 1939 portant règlement d'administration publique sur les accords amiables prévus par l'article 21 de la loi du 11 juillet 1938 et le décret du 10 février 1951 pour l'application de l'ordonnance du 28 août 1945 relative aux augmentations ou diminutions de valeur apportées aux immeubles réquisitionnés, à la suite de travaux exécutés par l'Etat.

En outre, sont abrogés, dans la mesure où ils étaient applicables aux réquisitions de biens et de services: les articles 5,

7, 7 bis et 8, les deux derniers alinéas de l'article 9, les articles 24, 26 à 49, 52 (sauf les deux premiers alinéas), 53 (sauf les deux premiers alinéas), 54 bis et 56 du décret du 28 novembre 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

Art. 105.— Le présent décret est applicable aux départements algériens et aux départements des Oasis et de la Saoura. En tant que de besoin, des décrets contresignés par les ministres compétents en fixeront les modalités d'application.

Art. 106.— Tous les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 mars 1962.

Michel DEBRE.

Par le Premier ministre :

*Le ministre des armées,*

Pierre MESSMER.

*Le ministre d'Etat chargé du Sahara,  
des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer,*

Louis JACQUINOT.

*Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles,*

André MALRAUX.

*Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,*

Louis JOXE.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,*

Pierre GUILLAUMAT.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,*

Louis TERRENOIRE.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Bernard CHENOT.

*Le ministre des affaires étrangères,*

Maurice COUVE DE MURVILLE.

*Le ministre de l'intérieur,*

Roger FREY.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

Valéry GISCARD D'ESTAING.

*Le ministre de l'éducation nationale,*

Lucien PAYE.

*Le ministre des travaux publics et des transports,*

Robert BURON.

*Le ministre de l'industrie,*

Jean-Marcel JEANNENEY.

*Le ministre de l'agriculture,*

Edgard PISANI.

*Le ministre du travail,*

Paul BACON.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

Joseph FONTANET.

*Le ministre de la construction,*

Pierre SUDREAU.

*Le ministre des anciens combattants  
et victimes de guerre,*

Raymond TRIBOULET.

*Le ministre des postes et télécommunications,*

Michel MAURICE-BOKANOWSKI.

*Le ministre de la coopération,*

Jean FOYER.

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de l'information,*

Christian DE LA MALENE.

*Le secrétaire d'Etat au Sahara,  
aux départements d'outre-mer et aux territoires d'outre-mer,*

Jean DE BROGLIE.

## T A B L E A U

prévu par l'article 7 du règlement d'administration publique et relatif aux autorités ayant qualité pour requérir et déléguer leur droit

| AUTORITES<br>ayant le droit de réquisition.   | AUTORITES<br>auxquelles est délégué de plein<br>droit l'exercice des réquisitions.   | AUTORITES<br>pouvant recevoir délégation<br>générale des autorités<br>énumérées dans les colonnes<br>1 et 2   | AUTORITES<br>pouvant, entre autres,<br>exercer spécialement et tempo-<br>rairement des réquisitions<br>par délégation ou en vertu<br>de textes spéciaux   |
|---|--|---|---|
| 1   | 2  | 3   | 4   |
| Premier ministre.<br>Ministre des armées.<br>Ministre de l'intérieur.<br>Ministre d'Etat<br>chargé des affaires algériennes.<br>Ministre d'Etat chargé du Sahara,<br>des départements d'outre-mer et<br>des territoires d'outre-mer.<br>Ministres<br>responsables de chaque res-<br>source. | Généraux commandant les ré-<br>gions militaires ou aériennes et<br>les préfets maritimes.<br>Haut-commissaire<br>de la République en Algérie.<br>Hauts fonctionnaires de zones.<br>Inspecteurs généraux de l'admi-<br>nistration en mission extraordi-<br>naire.<br>Préfets. | Généraux commandant les grou-<br>pes de subdivisions ou comman-<br>dants de subdivision terrestre<br>ou aérienne.<br>Chefs de services régionaux, dé-<br>partementaux et locaux (y com-<br>pris les commandants d'armes<br>et majors de garnison).<br>Commandants de grandes unités<br>terrestres ou aériennes.<br>Commandants de la marine<br>ou de l'air. | Directeurs<br>de tous établissements militaires.<br>Présidents<br>des commissions de réquisitions.<br>Commandants d'unités terrestres,<br>aériennes ou navales.<br>Maires.<br>Chefs des circonscriptions<br>du ravitaillement.<br>Chefs des circonscriptions<br>de collectes. |

DECRET n° 62-367 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959 relative aux réquisitions de biens et services.

Rectificatif au Journal officiel du 4 avril 1962, page 3546, 2e colonne, article 39 (dernier paragraphe) :

Au lieu de :

«... conditions prévues à l'article 3 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 »,

Lire :

«... conditions prévues à l'article 8 de l'ordonnance du 6 janvier 1959 »,

DECRET du 8 février 1980 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. n° 41 NC du 17 février 1980).

#### Article 1er

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents :

Sarah (Eileen), Curepipe (île Maurice), 22-02-52, NAT...

DECRET du 15 février 1980 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. n° 44 N.C. du 21 février 1980).

#### Article 1er

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents :

Tuki (Mario) Hanga Roa (île de Pâques), 18-08-27, NAT..  
Tuki, née Edmunds (Aurelia), Hanga Roa (île de Pâques), 06-02-29, NAT...

Tuki (Moises), Santiago (Chili), 14-01-64, EFF...

Tuki (Carlos), Santiago (Chili), 08-07-66, EFF...

DECRET du 11 mars 1980 portant acquisition de la nationalité française (JORF n° 65 du 16 mars 1980).

#### Article 1er.

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Chan (Ho Chin), Wei Yeung (Chine), en 1910, NAT... autorisée à s'appeler légalement Chane (Anna),

Siao (Chat Yeon), Kwangtung (Chine), 20-08-22, NAT... autorisé à s'appeler légalement Siao (Gaston).

DECRET du 12 mars 1980 portant francisation de nom et prénoms d'étrangers devenus français par déclaration ou en raison de leur naissance et de leur résidence en France.

Moux (Joseph), au lieu de Mu (Sun Yu), né le 15 mars 1911 à Wei Yeung (Chine), 13858 DX 79-098.

RECTIFICATIF au J.O.P.F. n° 42 du 31 décembre 1979 (pages 1132 et 1133).

DECRET du 15 novembre 1979 portant acquisition de la nationalité française. (JORF n° 263 N.C. du 18 novembre 1979).

Au lieu de :

Cheung, née Chen (Chiao), Tounk Kwan (Chine), 03-03-19, NAT... autorisée à s'appeler légalement Cheung, née Chen (Alice),

Lire :

Cheung, née Chen (Chiao), Tounk Kwan (Chine), 03-03-19, NAT... autorisée à s'appeler légalement Cheung, née Chen (Alice),

Tchang Niem, Canton (Chine), 16-09-1900, NAT...

DECRET du 22 novembre 1979 portant acquisition de la nationalité française. (JORF n° 279 du 1er décembre 1979).

Au lieu de :

Shiau née Lee (You Ti), Kwang Tong Hwei Yang (Chine), 16-12-16, NAT... autorisée à s'appeler légalement Shiau, née Lys (Line),

Tchang Niem, Canton (Chine), 16-09-1900, NAT...

Lire :

Shiau née Lee (You Ti), Kwang Tong Hwei Yang (Chine), 16-12-16, NAT... autorisée à s'appeler légalement Shiau, née Lys (Line),

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DECISION n° 1041 OMO du 22 janvier 1980 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 18-79 et 20-79 du conseil d'administration de l'office de la main-d'œuvre.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la loi n° 52.1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer et spécialement ses articles 174 et 178 ;

Vu l'arrêté n° 1023 IT du 3 août 1957 portant organisation générale de l'office de la main-d'œuvre et spécialement son article 14 ;

Vu les délibérations n° 18-79, 19-79, 20-79, prises par le conseil d'administration de l'office de la main-d'œuvre, consulté à domicile le 27 décembre 1979 ;

En ayant délibéré en séance du 17 janvier 1980,

Décide :

Article 1er.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration de l'office de la main-d'œuvre :

*Délibération n° 18-79 :*

Article 1er.— *Virements de crédits.* Est approuvé le prélèvement de la somme de *quatre cent quatre vingt huit mille cinq cent quatre vingt treize francs* (488.593 F) du Titre II, chapitre II, article 2 (Traitement du personnel temporaire) du budget de l'office de la main-d'œuvre, exercice 1979 à imputer au titre des dépenses :

1) Sur le Titre II, chapitre III, article 3 (Fournitures extérieures) pour un montant de *deux cent soixante treize mille trois cent soixante sept francs* (273.367 F) ;

2) Sur le Titre 3, chapitre IV, article 1 (Mobilier de bureau) pour un montant de *deux cent neuf mille cent soixante dix francs* (209.170 F) ;

3) Sur le Titre IV, chapitre V, article 1 (Produits d'entretien) pour un montant de *six mille cinquante six francs* (6.056 F).

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Délibération n° 19-79 :*

Article 1er.— Le directeur de l'office de la main-d'œuvre est autorisé :

a) à disposer du reliquat des recettes du budget 1979 dudit office ;

b) à utiliser les éventuelles avances sur la subvention 1980 qui pourraient être accordées à l'office par le territoire.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Délibération n° 20-79 :*

Article 1er.— *Budget additionnel :*

Le budget primitif, exercice 1979, des recettes de l'office de la main-d'œuvre est modifié comme suit :

|  | Services<br>votés | Mesures<br>nouvelles | En plus | Total      |
|--|-------------------|----------------------|---------|------------|
| <b>Titre II.- Contributions,<br/>subventions.</b>                                      |                   |                      |         |            |
| <b>Chapitre II.- Subvention<br/>accordée par le budget<br/>du territoire, chapitre</b> |                   |                      |         |            |
| 43.01, art. 30.  | 7.167.000         | 11.603.000           | 500.000 | 19.270.000 |
| Total du chapitre II   | 7.167.000         | 11.603.000           |         | 19.270.000 |
| Total du Titre II  | 7.167.000         | 11.603.000           |         | 19.270.000 |
| Total des recettes   | 7.167.000         | 11.603.000           |         | 19.819.088 |

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 30 janvier 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

*Le suppléant,*

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,

le 30 janvier 1980.

*Le haut-commissaire*

par délégation :

*Le secrétaire général,*

Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 3378 AA du 30 janvier 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-1 du 10 janvier 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-1 du 10 janvier 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant virement de crédits d'article à article au budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao pour l'exercice 1979.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 janvier 1980.

*Le haut-commissaire,*

par délégation :

*Le secrétaire général,*

Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-1 du 10 janvier 1980 portant virement de crédits d'article à article au budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao pour l'exercice 1979.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 79-16 du 29 janvier 1979 approuvant le budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao pour l'exercice 1979 ;

Vu l'arrêté n° 5357 du 23 novembre 1979 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session budgétaire ;

Vu la lettre n° 101 FT du 3 janvier 1980 du conseil de gouvernement approuvée dans sa séance du 27 décembre 1979 ;

Vu le rapport n° 4-80 du 8 janvier 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 10 janvier 1980,

## Adopte :

Article 1er.— Le budget des dépenses de la section de fonctionnement pour l'exercice 1979 est modifié comme suit :

| Chapitre | Article | Intitulé                           | Crédits ouverts | Crédits annulés |
|----------|---------|------------------------------------|-----------------|-----------------|
| 61       | 617     | Cotisation aux régimes locaux      |                 | 13.200.000      |
| 60       | 6020    | Petit matériel hospitalier         | 600.000         |                 |
|          | 6023    | Linge de maison, de lit, de table  | 600.000         |                 |
|          | 6025    | Produits d'entretien               | 400.000         |                 |
|          | 6026    | Produits pour services généraux    | 2.000.000       |                 |
| 63       | 6312    | Entretien des bâtiments de service | 2.500.000       |                 |
|          | 6314    | Entretien du matériel et outillage | 1.000.000       |                 |
|          | 6340    | Electricité                        | 3.500.000       |                 |
| 66       | 664     | O.P.T. Reliquat 1978               | 2.600.000       |                 |
| Total    |         |                                    | 13.200.000      | 13.200.000      |

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Léon LICHTLÉ.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 3453 MAT du 5 février 1980 portant création d'un "syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française".

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment l'article 62 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

Raivavae, Rapa, Rimatara, Rurutu, Tubuai, Bora-Bora, Huahine, Maupiti, Tahaa, Tumaraa, Fatu Hiva, Hiva Oa, Nuku Hiva, Tahuata, Ua Pou, Anaa, Arutua, Fakarava, Fangatau, Gambier, Hao, Hikueru, Makemo, Manihi Napuka, Nukutavake, Puka Puka, Rangiroa, Reao, Takaroa, Tatakoto, Tureia, portant respectivement les références suivantes :

n° 79-29 du 16 novembre 1979, n° 18 du 9 octobre 1979, n° 27 du 30 novembre 1979, n° 37-79 du 5 décembre 1979, n° 18-79 BIS du 22 septembre 1979, n° 87-79 BIS du 4 septembre 1979, n° 39-79 du 4 octobre 1979, n° 8-79 du 20 septembre 1979, n° 66-79 du 6 juin 1979, n° 53-79 CT du 17 novembre 1979, n° 18-79 du 1er octobre 1979, n° 30-79 du 30 juillet 1979, n° 42-79 du 5 octobre 1979, n° 13 du 15 septembre 1979, n° 49-79 du 20 novembre 1979, n° 79-7 D du 18 juillet 1979, n° 79-9 D du 13 juillet 1979, n° 79-9 D du 13 juillet 1979, n° 79-7

D du 18 juillet 1979, n° 79-10 D du 18 juillet 1979, n° 79-3 D du 13 juillet 1979, n° 79-6 D du 18 juillet 1979, n° 79-4 D du 18 juillet 1979, n° 79-5 D du 17 juillet 1979, n° 79-7 D du 18 juillet 1979, n° 79-7 D du 18 juillet 1979, n° 79-7 D du 18 juillet 1979, n° 79-6 D du 13 juillet 1979, n° 79-5 D du 18 juillet 1979, n° 79-6 D du 13 juillet 1979, n° 79-5 D du 18 juillet 1979, n° 79-5 D du 18 juillet 1979 ;

## Arrête :

Article 1er.— Est autorisée entre les communes susvisées de Polynésie française la création d'un syndicat qui prend la dénomination de : "Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française".

Art. 2.— Le syndicat a pour objet d'assurer la formation et le perfectionnement du personnel communal ainsi que l'information des élus municipaux.

Il s'informe en outre de la coordination des programmes de constructions scolaires du premier degré.

Art. 3.— Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Art. 4.— Le siège du syndicat est fixé provisoirement à :

Haut-commissariat

B.P. N° 115

Papeete - Tahiti

Art. 5.— Les fonctions de receveur syndical seront exercées par le receveur-payeur des archipels.

Art. 6.— Un exemplaire des délibérations précitées et un exemplaire des statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 7.— Le secrétaire général de Polynésie française, le chef de la mission d'aide technique, les chefs de subdivision administrative, le receveur-payeur des archipels pour les communes concernées et le chef du bureau des subdivisions sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 5 février 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

## "SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES DE POLYNÉSIE FRANÇAISE"

### STATUTS

#### TITRE I - Création, siège et durée du syndicat.

Article 1er.— Il est formé entre les communes de Polynésie française un syndicat qui prend la dénomination de :

"Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française".

Art. 2.— Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Art. 3.— Le siège du syndicat est fixé provisoirement à :  
Haut-commissariat

B.P. 115

Papeete - Tahiti

#### TITRE II - Objet.

Art. 4.— Le syndicat a pour objet d'assurer la formation et le perfectionnement du personnel communal ainsi que l'information des élus municipaux.

Il s'informe en outre de la coordination des programmes de constructions scolaires du premier degré.

Art. 5.— Pour les travaux dont elles restent maîtres d'ouvrage (c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas de la compétence du syndicat au titre de l'article 4) les communes associées peuvent déléguer au syndicat le soin d'en assurer la réalisation pour leur compte et en leur nom, selon les modalités à déterminer par convention passée entre le syndicat et la (ou les) commune (s) intéressée (s).

### TITRE III - Organisation.

Art. 6.— Le syndicat est administré par un comité et par un bureau.

Art. 7.— Chaque commune est représentée au sein du comité par deux délégués.

Art. 8.— Le comité élit parmi ses membres :

- un président,
- un ou plusieurs vice-présidents,
- un secrétaire,
- un ou plusieurs membres.

Art. 9.— Le comité se réunit une fois par semestre.

Art 10.— Le comité peut déléguer au président et (ou) au bureau, tous pouvoirs d'administration et de gestion par une délégation spéciale ou permanente dont il fixe les limites.

Lors de chaque réunion obligatoire, le président et (ou) le bureau rendent compte au comité de leurs travaux - le bureau se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire pour l'exercice de ses attributions. Les délibérations y sont prises dans des conditions identiques à celles prévues pour le comité.

Art. 11.— Toutefois, seul le comité est compétent pour délibérer sur les matières suivantes :

- modifications statutaires,
- budgets et décisions modificatives,
- comptes administratifs,
- emprunts,
- acceptation des dons et legs,
- effectifs du personnel.

Art. 12.— Le haut-commissaire et son représentant ont accès aux séances du comité et du bureau.

### TITRE IV - Finances.

Art. 13.— Les recettes du syndicat comprennent :

- 1° - la contribution des communes associées ;
- 2° - le revenu des biens, meubles et immeubles ;
- 3° - les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu ;
- 4° - les subventions de l'Etat, du territoire et des communes ;
- 5° - le produit des dons et legs ;
- 6° - le produit des taxes et redevances et contributions répondant aux services assurés ;
- 7° - le produit des emprunts.

Art. 14.— La contribution des communes associées aux dépenses du syndicat est déterminée au prorata de la population de chaque commune.

Art. 15.— Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le receveur-payeur des archipels.

### TITRE V - Dispositions finales.

Art. 16.— Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, seront appliquées les dispositions des articles L 163-1 à L 163-18 du code des communes.

Art. 17.— Les présents statuts sont à annexer aux délibérations des assemblées locales décidant de la création et de l'objet du syndicat, puis de l'arrêté institutif.

ARRETE n° 3480 AA du 6 février 1980 rendant exécutoires les délibérations n° 80-2 et 80-3 du 10 janvier 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Sont rendues exécutoires les délibérations ci-après de l'assemblée territoriale de la Polynésie française : - n° 80-2 du 10 janvier 1980 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1979 ; - n° 80-3 du 10 janvier 1980 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française (financement de diverses opérations du budget territorial 1979).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 février 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-2 du 10 janvier 1980 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1979.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 79-17 du 29 janvier 1979 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1979 ;

Vu la délibération n° 79-53 du 12 avril 1979 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1979 ;

Vu l'arrêté n° 5357 AA du 23 novembre 1979, convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session budgétaire ;

Vu la lettre n° 102 FT en date du 3 janvier 1980 du conseil de gouvernement, approuvée en séance du 12 décembre 1979 ;

Vu le rapport n° 5-80 en date du 8 janvier 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 10 janvier 1980,

Adopte :

Article 1er.— Le budget des recettes ordinaires pour l'exercice 1979 est modifié comme suit :



| Chapitre | Article | Intitulé                     | En moins   | En plus    |
|----------|---------|------------------------------|------------|------------|
| 70-10    |         | Avances et emprunts          |            |            |
|          | 30      | Emprunts auprès de la C.P.S. |            | 65.000.000 |
|          | 40      | Autres emprunts              | 60.000.000 |            |
|          |         | Total                        | 60.000.000 | 65.000.000 |

Art. 2.— Le budget des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1979 est modifié comme suit :

| Chap. | Art. | Par. | Intitulé                           | Financements<br>CPS |
|-------|------|------|------------------------------------|---------------------|
|       |      |      |                                    | Crédits<br>ouverts  |
| 51-01 | 20   | 2.58 | Goudronnage routé Atuona - Tahauku | 5.000.000           |

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Léon LICHTLE.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

DELIBERATION n° 80-3 du 10 janvier 1980 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 79-17 du 29 janvier 1979 de l'assemblée territoriale approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1979 ;

Vu l'arrêté n° 5357 AA du 23 novembre 1979 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session budgétaire ;

Vu la lettre n° 102 FT du 3 janvier 1980 du conseil de gouvernement, approuvée en séance du 12 décembre 1979 ;

Vu le rapport n° 5-80 en date du 8 janvier 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 10 janvier 1980,

Adopte :

Article 1er.— Le haut-commissaire, chef du territoire, est habilité à signer une convention de prêt de quatre vingt neuf millions CFP (89.000.000 CFP) sur cinq ans, au taux d'intérêt de 8 % avec la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française pour le financement de diverses opérations du budget territorial 1979.

Art. 2.— Afin d'en permettre le remboursement, le territoire s'engage à inscrire chaque année au budget en dépenses obligatoires, les sommes nécessaires pour assurer l'amortissement du prêt et le paiement des intérêts.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Léon LICHTLE.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

DECISION n° 1119 DOM du 20 février 1980 accordant en concession définitive, deux emplacements de domaine public maritime à Papara (Tahiti).

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 7-97 du 1er juillet 1971 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 2772 AA du 26 août 1971 approuvant un contrat-type de concessions maritimes ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 4477 AA du 3 octobre 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 729 DOM du 3 octobre 1978 déterminant les mesures d'application transitoires à la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 susvisée ;

Vu la demande des consorts Tiroa - Pailloux - Fii en date du 2 février 1976 et déposée le 28 juillet 1977 ;

Vu la demande de la société d'exploitation agricole Léon Lehartel et fils non datée mais déposée le 7 décembre 1977 au service des domaines et de l'enregistrement ;

Vu le plan d'alignement n° 1800 SUH du 22 octobre 1969 approuvé par la commission des monuments naturels et des sites le 12 décembre 1969 ;

Vu les avis des autorités administratives et élues consultées ;

En ayant délibéré en séance du 24 octobre 1979,

Décide :

Article 1er.— Sont accordées, aux clauses et conditions du contrat-type de concession maritime approuvé par l'assemblée territoriale le 1er juillet 1971, les concessions définitives à charge de remblai d'emplacements de domaine public maritime à Papara ci-dessous :

| N° d'ordre | Désignation<br>Superficie - Situation   | Bénéficiaire   | Prix        |
|------------|---|--|-------------|
| 1          | Un emplacement de domaine public maritime, d'une superficie de 1.483 m <sup>2</sup> , sis à Papara P.K. 32,950, au droit de la terre Ativaro 2. | Consorts Tiroa - Pailloux - Fii (Bernard Tiroa - Raymond Pailloux - Théodore Fii - Pierre Fil - Marie Fii et François Fii. | 148.300 FCP |
| 2          | Un emplacement de domaine public maritime, d'une superficie de 2.826 m <sup>2</sup> , sis à Papara P.K. 33, au droit de la terre Ataihoa 1.     | Société d'exploitation agricole Léon Lehartel & Fils   | 282.600 FCP |

Art. 2.— Conditions particulières

1°) Les concessionnaires sont tenus de :

a) céder gratuitement au territoire les emprises de terrain nécessaires à l'élargissement de la route de ceinture,

b) réaliser, aménager et entretenir conjointement, à leurs frais, le chemin d'accès public d'une largeur de 5 mètres menant de la route de ceinture à la mer.

Telles que ces emprises routières et chemin d'accès public figurent aux plans n° 727 et 760 du 31 août 1979 du service de l'équipement.

c) se conformer aux modalités et charges stipulées dans le cahier des charges relatif à l'usage et à l'entretien dudit chemin d'accès public.

2°) Les constructions à y édifier doivent être de style polynésien et le pourcentage des surfaces couvertes inférieur à 8 % de la superficie du terrain.

3°) Sur simple déclaration d'utilité publique, chacun des concessionnaires s'engage à rétrocéder au territoire, la totalité ou partie de l'emplacement concédé, moyennant une indemnité calculée selon les modalités fixées par l'article 35 de la délibération n° 78-145 du 24 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé.

A la demande de la commune de Papara, le territoire pourra dans les mêmes conditions d'utilité publique et par décision du conseil de gouvernement renoncer au profit de ladite commune au bénéfice de la rétrocession ci-dessus.

Art. 3.— En ce qui concerne la société d'expropriation agricole Léon Lehartel & Fils, cette dernière est tenue en outre de réaliser à ses frais, dans le prolongement de l'ouvrage existant, un caniveau en maçonnerie jusqu'à la mer.

Art. 4.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 20 février 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 3722 AA du 28 février 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-13 du 7 février 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-13 du 7 février 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant aménagement de la fiscalité douanière en faveur de l'industrie textile.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 février 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

M. KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-13 du 7 février 1980 portant aménagement de la fiscalité douanière en faveur de l'industrie textile.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 79-26 du 27 février 1979 de l'assemblée territoriale portant harmonisation de la fiscalité douanière ;

Vu l'arrêté n° 3292 AA du 25 janvier 1980 convoquant l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu la lettre n° 216 CG du 25 octobre 1979, approuvée en séance du conseil de gouvernement le 19 octobre 1979 ;

Vu le rapport n° 23-80 du 5 février 1980, de la commission des affaires financières économiques et sociales ;

Dans sa séance du 7 février 1980,

Adopte :

Article 1er.— Le tarif des douanes est modifié conformément aux indications du tableau ci-après :

| Tarif N° | Désignation des produits   | Droit de douane | Droit d'entrée |
|----------|--|-----------------|----------------|
| 51-01    | Fils de fibres textiles, synthétiques et artificielles continues, non conditionnés pour la vente au détail   |                 |                |
|          | A - importés en vue du tissage (2).  | 15 % (3)        | 7 %            |
|          | B - Autres   | 15 %            | 17 %           |
| 55-05    | Fils de coton non conditionnés pour la vente au détail :   |                 |                |
|          | A - importés en vue du tissage (2)   |                 |                |
|          | A - importés en vue du tissage (2)   | 15 % (3)        | 7 %            |
|          | B - Autres   | 15 %            | 17 %           |
| 56-05    | Fils de fibres textiles, synthétiques et artificielles discontinues (ou de déchets de fibres textiles, synthétiques et artificielles) non conditionnés pour la vente au détail : |                 |                |
|          | A - importés en vue du tissage (2)   | 15 % (3)        | 7 %            |
|          | B - Autres   | 15 %            | 17 %           |

**Texte des renvois :**

(2) l'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions qui seront fixées par le service des douanes.

(3) la perception du droit de douane est suspendue jusqu'au 31 décembre 1981.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Léon LICHTLE.

Le président,

Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 3860 AC.DIR.INFRA du 10 mars 1980 classant en 3e catégorie l'aérodrome de Manihi (Archipel des Tuamotu).

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française,

**Arrête :**

Article 1er.— L'aérodrome de Manihi (Archipel des Tuamotu) est classé en 3e catégorie comme aérodrome doté d'un balisage lumineux utilisable seulement par bonne visibilité.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 mars 1980.

Le haut-commissaire  
par délégation :

Le secrétaire général,  
M. KUHNMUNCH.

ARRETE n° 3913 BS du 13 mars 1980 fixant les taux de la taxe sur la publicité dans les communes de Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 et notamment les articles L 233-15, L 233-17, L 233-18, L 233-19, L 233-20, L 233-21, L 233-23, L 233-24, L 233-25, L 233-26, L 233-27, L 233-28 du code des communes tels qu'ils ont été rendus applicables à la Polynésie française ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le décret du 18 juin 1945 instituant une commune à Uturoa, chef-lieu des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 173 AA du 30 janvier 1965 instituant deux communes ayant respectivement pour chef-lieu Faaa et Pirae ;

Vu le décret n° 72-407 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française,

**Arrête :**

Article 1er.— Les taux de la taxe sur la publicité que peuvent établir les communes de la Polynésie française confor-

mément aux dispositions de l'article L 233-15 du code des communes sont les suivants :

1° Pour les affiches mentionnées au 1° de l'article L 233-17 :  
Si la superficie ne dépasse pas 25 centimètres carrés : 5 frs/mois.

Au-dessus de 25 décimètres carrés jusqu'à 50 décimètres carrés : 10 frs/mois.

De 50 décimètres carrés jusqu'à 2 mètres carrés : 20 frs/mois.

Au-delà de cette superficie, 20 francs en plus par mètre carré ou fraction de mètre carré et par mois.

2° Pour les affiches mentionnées au 2° du même article :

La taxe est égale à 10 fois celle des affiches sur papier ordinaire et par année.

3° Pour les affiches mentionnées au 3° du même article :

La taxe est fixée à 1.000 francs par mètre carré ou fraction de mètre carré et par année.

Ce tarif est doublé pour la fraction de la superficie des affiches excédant 50 mètres carrés.

4° Pour les affiches, réclames et enseignes mentionnées au 4° du même article :

La taxe est fixée à 2.000 francs par mètre carré ou fraction de mètre carré et par année.

Ce tarif est doublé pour la fraction de la superficie des affiches, réclames et enseignes excédant 50 mètres carrés.

5° Pour les affiches, réclames et enseignes mentionnées au 5° du même article :

La taxe est fixée mensuellement à 2.000 francs par mètre carré ou fraction de mètre carré quel que soit le nombre des annonces.

Ce tarif est doublé pour la fraction de la superficie des affiches, réclames et enseignes excédant 50 mètres carrés.

6° Les conseils municipaux ont la faculté de doubler ou tripler tous les taux prévus au présent article.

Ils peuvent en outre dans les communes de plus de 20.000 habitants :

- soit quadrupler ou quintupler les tarifs prévus aux 3°, 4° et 5° ci-dessus ;

- soit instituer pour les affiches, réclames et enseignes mentionnées aux 3°, 4° et 5° ci-dessus une échelle de tarifs variables selon les rues et allant du double au quintuple des tarifs prévus aux 3°, 4° et 5° ci-dessus.

7° A la demande des assujettis, les taxes correspondantes aux 3° et 4° ci-dessus peuvent être acquittées par périodes mensuelles : dans ce cas la quotité en est fixée par mètre carré ou fraction de mètre carré et par mois au quart du montant de la taxe annuelle correspondante.

Art. 2.— Les affiches, réclames et enseignes mentionnées au 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 1er sont passibles du double droit correspondant à leur superficie si elles contiennent plus de cinq annonces distinctes.

Art. 3.— Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française pour les communes n'ayant pas encore institué de taxe sur la publicité et à compter du 1er janvier 1981 pour les autres communes.

Art. 4.— Le chef de la mission d'aide technique, les chefs de subdivision administrative et les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 13 mars 1980.

Paul COUSSERAN.

ANNEXE à l'arrêté n° 3913 BS du 13 mars 1980 fixant les taux de la taxe sur la publicité dans les communes de Polynésie française.

| Dispositions légales   | Taux de la taxe sur la publicité   |
|--|--|
| 1° Les affiches sur papier ordinaire, imprimées ou manuscrites ;   | 0 à 25 dm <sup>2</sup> : 5 F CP/mois<br>25 à 50 dm <sup>2</sup> : 10 F CP/mois<br>50 dm <sup>2</sup> à 2 m <sup>2</sup> : 20 F CP/mois<br>Plus de 2 m <sup>2</sup> : 20 F CP/mois en plus par m <sup>2</sup> ou fraction de m <sup>2</sup> excédant 2 m <sup>2</sup> . |
| 2° Les affiches ayant subi une préparation quelconque en vue d'en assurer la durée, soit que le papier ait été transformé ou préparé, soit qu'elles se trouvent protégées par un verre, un vernis ou une substance quelconque, soit qu'antérieurement à leur apposition, on les ait collées sur une toile, plaque de métal, etc. Sont assimilées à ces affiches les affiches sur papier ordinaire, imprimées ou manuscrites, qui sont apposées soit dans un lieu couvert public, soit dans une voiture, quelle qu'elle soit servant au transport du public ; | 10 fois les taux applicables aux affiches sur papier ordinaire et par année.   |
| 3° Les affiches peintes et généralement toutes les affiches autres que celles sur papier, qui sont inscrites dans un lieu public, quand bien même ce ne serait ni sur un mur ni sur une construction ;   | 1.000 F CP/m <sup>2</sup> ou fraction de m <sup>2</sup> et par an doublé pour la fraction de la superficie des affiches excédant 50 m <sup>2</sup> .   |
| 4° Les affiches, réclames et enseignes lumineuses, constituées par la réunion de lettres ou de signes installées spécialement sur une charpente ou sur un support quelconque pour rendre une annonce visible tant la nuit que le jour ;<br>Sont assimilées à ces affiches, les affiches peintes et les enseignes éclairées la nuit au moyen d'un dispositif spécial ;  | 2.000 F CP par m <sup>2</sup> ou fraction de m <sup>2</sup> et par an doublé pour la fraction excédant 50 m <sup>2</sup> .   |
| 5° Les affiches, réclames et enseignes lumineuses obtenues au moyen de projections intermittentes ou successives sur un transparent ou sur un écran soit au moyen de combinaisons de points lumineux susceptibles de former successivement les différentes lettres de l'alphabet dans le même espace, soit au moyen de tout procédé analogue.  | 2.000 F CP/m <sup>2</sup> ou fraction de m <sup>2</sup> par mois quelque soit le nombre des annonces. Doublé pour la fraction excédant 50 m <sup>2</sup> .   |

Les conseils municipaux ont la faculté de doubler ou tripler tous les taux. En outre, les communes de plus de 20.000 habitants peuvent :

- soit quadrupler ou quintupler les tarifs prévus aux 3°, 4° et 5° ;
- soit instituer pour les affiches, réclames et enseignes mentionnées aux 3°, 4° et 5° une échelle de tarifs variables selon les rues et allant du double au quintuple des tarifs prévus aux 3°, 4° et 5°.

Les taxes correspondantes aux 3° et 4° peuvent être acquittées par périodes mensuelles. Dans ce cas la quotité en est fixée par m<sup>2</sup> ou fraction de m<sup>2</sup> et par mois au quart du montant de la taxe annuelle correspondante.

Les affiches, réclames et enseignes mentionnées aux 1°, 2°, 3° et 4° sont passibles du double droit correspondant à leur superficie si elles contiennent plus de cinq annonces distinctes.

La taxe sur la publicité est facultative. Les communes sont autorisées à instituer par délibération du conseil municipal.

Cette taxe frappe tous les modes de publicité et d'affichage à l'exclusion :

- des affiches et panneaux publicitaires de spectacles (article L 233-18) ;
- des affiches, réclames et enseignes placées dans les lieux couverts régis par des règlements spéciaux ou pour le compte de la SNCF, de la RATP ou des transports régionaux, locaux ou territoriaux pour leurs besoins et services (article L 233-19) ;
- des affiches, réclames et enseignes exonérées du droit de timbre perçu au profit de l'Etat antérieurement au 1er janvier 1940 - la liste en est établie par arrêté du haut-commissaire (article L 233-20).

ARRETE n° 3958 AA du 17 mars 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-34 du 5 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-34 du 5 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1980.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 18 mars 1980.

Paul COUSSERAN.

DELIBERATION n° 80-34 du 5 mars 1980 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1980.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la lettre n° 113 FT du 27 février 1980 du conseil de gouvernement, approuvée en séance du 17 janvier 1980 ;

Vu l'arrêté n° 3713 AA du 27 février 1980 convoquant à nouveau l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu le rapport n° 36-80 du 28 février 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 5 mars 1980,

Adopte :

Article 1er.— Sous réserve des dispositions réglementaires qui viendraient à modifier le régime fiscal actuel du territoire, continueront d'être opérées pendant l'année 1980 et conformément aux délibérations et arrêtés en vigueur :

1°) la perception des impôts, produits et revenus affectés au budget du territoire ;

2°) la perception des impôts, taxes et centimes additionnels affectés aux collectivités et établissements publics.

Art. 2.— Conformément aux dispositions de l'article 76 du décret du 30 décembre 1912, toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les règlements en vigueur à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en poursuivraient le recouvrement d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Art. 3.— Sont également poursuivis comme concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque, et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements et services territoriaux.

Art. 4.— Pour l'exercice 1980, les ressources du budget du territoire sont évaluées, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération, à la somme de 18.763.075.000 FCP se décomposant de la manière suivante :

|  |                |
|--|----------------|
| TITRE I Recettes fiscales  | 12.562.600.000 |
| TITRE II Revenus du domaine  | 67.500.000     |
| TITRE III Recettes des exploitations et services produits divers                                 | 405.200.000    |
| TITRE IV Contributions, subventions et fonds de concours pour dépenses de fonctionnement         | 379.305.000    |
| TITRE V Prélèvement sur la caisse de réserve pour dépenses de fonctionnement                     | 350.000.000    |
| Total des ressources ordinaires  | 13.764.605.000 |
| TITRE VI Participation du budget ordinaire aux dépenses d'équipement et produits des aliénations | 1.151.324.000  |
| TITRE VII Produits des avances et emprunts   | 3.711.291.000  |
| TITRE VIII Contributions, subventions et fonds de concours pour dépenses d'équipement            | 118.500.000    |
| TITRE IX Prélèvement sur la caisse de réserve pour dépenses d'équipement                         | 17.355.000     |
| Total des ressources extraordinaires   | 4.998.470.000  |
| TOTAL GENERAL DES RESSOURCES   | 18.763.075.000 |

Art. 5.— Le montant des crédits ouverts pour 1980 est fixé, conformément aux tableaux ci-annexés, à la somme de 18.763.075.000 francs CP, se décomposant de la manière suivante :

|  |                |
|--|----------------|
| TITRE I Dette publique   | 1.600.781.000  |
| TITRE II Pouvoirs publics  | 296.509.000    |
| TITRE III Moyens des services  | 4.846.203.000  |
| TITRE IV Contributions, subventions, fonds de concours pour dépenses de fonctionnement | 7.021.112.000  |
| Total des dépenses ordinaires  | 13.764.605.000 |
| TITRE V Investissements directs du territoire  | 4.862.615.000  |
| TITRE VI Contributions, subventions, fonds de concours pour dépenses d'investissement  | 135.855.000    |
| Total des dépenses extraordinaires   | 4.998.470.000  |
| TOTAL GENERAL DES DEPENSES   | 18.763.075.000 |

Art. 6.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Léon LICHTLÉ.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 3985 FT du 19 mars 1980 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu l'arrêté n° 5240 AA du 19 novembre 1979 ;

Vu la demande du directeur du conservatoire artistique territorial de la Polynésie française du 10 janvier 1980,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de fonctionnement de six cent cinquante mille francs (650.000 FCP) est accordée au conservatoire artistique territorial de la Polynésie française pour l'année 1979.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 43-01, article 75, exercice 1979.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4074 AC.DIR.INFRA du 21 mars 1980 portant mainlevée et autorisant le remboursement d'une partie des sommes versées à la caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Apataki (Archipel des Tuamotu).

Le haut-commissaire de la République,  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 relatif à la réglementation de l'expropriation en Océanie et notamment ses articles 42 et 46, alinéa 8 ;

Vu l'arrêté n° 3115 AC.DIR.INFRA du 17 juillet 1978 ordonnant le versement à la caisse des dépôts et consignations des indemnités d'expropriation des parcelles de terrains nécessaires à la construction de l'aérodrome de Apataki ;

Vu la demande formulée par un co-proprétaire de la terre Motuohua ;

Vu la déclaration de propriété n° 159 Vol 17 ;

Vu la notoriété après décès de M. Tehina Philippe a Pou ;

Attendu qu'un co-proprétaire de la terre Motuohua, signataire de la demande susvisée a justifié de ses droits,

Arrête :

Article 1er.— Est déconsignée au profit de M. Taharagi Teremanu, Hiti, Hamau né le 21 février 1900 à Anaa, co-proprétaire, l'indemnité d'expropriation relative à la partie expropriée de la terre Motuohua d'un montant de 10.583 FCP correspondant à 1/24.

Art. 2.— Le directeur du service de l'aviation civile et le trésorier-payeur général sont chargés de l'application du présent arrêté.

Papeete, le 21 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
M. KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4075 FT du 21 mars 1980 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des TOM ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de fonctionnement de cinq cent mille francs (500.000 FCP) est accordée à l'association "Te Mahana O Te Ra" pour l'année 1979.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 44.01, article 50, exercice 1979.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
M. KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4076 FT du 21 mars 1980 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des TOM ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de fonctionnement de trois cent mille francs (300.000 FCP) est accordée au syndicat d'initiative pour le déplacement en métropole de Miss Tahiti pour participer à l'élection de Miss France.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 44.01, article 44, exercice 1979.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
M. KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4078 IDV en date du 21 mars 1980 ordonnant le versement de quatre indemnités à la caisse des dépôts et consignations, concernant les parcelles de terrain nécessaires aux travaux de captage, d'alimentation en eau de la ville de Papeete et à leur protection dans la vallée de la Fautaua.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la convention passée le 30 juin 1972 entre la commune de Papeete et la société d'équipement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L.) ;

Vu l'arrêté n° 5550 IDV du 26 novembre 1975 déclarant d'utilité publique les travaux de captage pour l'alimentation

en eau de la ville de Papeete dans la vallée de la Fautaua et la détermination des zones nécessaires à leur protection (J.O.P.F. du 15 décembre 1975) ;

Vu l'arrêté n° 76 IDV du 5 janvier 1977 étendant la déclaration d'utilité publique concernant les travaux de captage et d'alimentation en eau de la ville de Papeete dans la vallée de la Fautaua à certaines parcelles de terrain situées sur le territoire de la commune de Faaa et précisant le périmètre de protection nécessaire aux travaux susvisés (J.O.P.F. du 28 février 1977) ;

Vu l'arrêté n° 3003 IDV du 21 juin 1977 ordonnant la publication des plans parcellaires concernant les travaux de captage et d'alimentation en eau de la ville de Papeete, dans la vallée de la Fautaua et la détermination des zones nécessaires à leur protection sur les territoires des communes de Papeete, Faaa et Pirae (J.O.P.F. du 15 juillet 1977) ;

Vu la délibération n° 78-28 du 12 septembre 1978 du conseil municipal de la ville de Papeete, par laquelle il est décidé de la poursuite de l'opération ;

Vu l'arrêté n° 5092 IDV du 9 novembre 1978 déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires aux travaux de captage et d'alimentation en eau de la ville de Papeete et à leur protection dans la vallée de la Fautaua, sur les territoires des communes de Papeete, Faaa et Pirae (J.O.P.F. du 30 novembre 1978) ;

Vu les décisions de la commission arbitrale d'évaluation en date du 4 janvier 1980 ;

Vu les notifications effectuées par voie d'huissier le 21 février 1980 ;

Attendu que les propriétaires ci-dessous n'ont pas cru produire leurs titres de propriété et n'ont pas manifesté le désir de percevoir les indemnités fixées par la commission arbitrale d'évaluation du 4 janvier 1980 ;

Attendu qu'un appel de ces décisions a été interjeté par la commune de Papeete, l'expropriant ;

Attendu que, dans ces conditions, et conformément aux dispositions de l'article 46 du décret du 5 novembre 1936 il y a lieu de verser à la caisse des dépôts et consignations le montant des indemnités offertes par l'expropriant aux propriétaires expropriés,

Arrête :

Article 1er.— Les indemnités figurant sur le tableau ci-après, offertes par l'expropriant lors de la commission arbitrale d'évaluation dans sa séance du 4 janvier 1980, seront consignées à la caisse des dépôts et consignations, conformément aux dispositions de l'article 46 du décret du 5 novembre 1936 susvisé.

| Désignation des immeubles | Nom des propriétaires ou ayants droit connus ou supposés, tels qu'ils sont inscrits à la matrice du rôle | Montant de l'indemnité offerte par l'expropriant | Montant à consigner |
|---------------------------|--|--|---------------------|
| Tehuarau                  | Succession Tehaamatau - A - Taumiha  | 1.000.000  | 1.000.000           |
| Eete.3.1                  | Succession Haafana - A - Pupu  | 1.100.000  | 1.100.000           |
| Eete.3.2                  | Succession Pito - A - Itae   | 700.000  | 700.000             |
| Hanaararo                 | Succession Toromona - A - Timiona  | 540.000  | 540.000             |

Art. 2.— Ces indemnités seront versées aux copropriétaires concernés, dès qu'ils justifieront de leurs titres de propriété.

Art. 3.— La déconsignation et le remboursement de ces indemnités feront l'objet d'une décision ultérieure.

Papeete, le 21 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4080 FT du 21 mars 1980 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des TOM ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de fonctionnement complémentaire de six cent cinquante mille francs (650.000 CP) est accordée au Museum d'histoire naturelle pour l'année 1979.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 44.01, article 26, exercice 1979.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
M. KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4081 FT du 21 mars 1980 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des TOM ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,



## Arrête :

Article 1er.— Une subvention de fonctionnement de *cent mille francs* (500.000 FCP) est accordée au comité territorial de la jeunesse pour la maison des jeunes de Raivavae.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 44.01, article 10, exercice 1979.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1980.

*Le haut-commissaire,*  
par délégation :

*Le secrétaire général,*  
M. KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4082 DOM du 21 mars 1980 autorisant l'acquisition par l'Etat - aviation civile d'immeubles sis à Faaa, nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Tahiti - Faaa.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur.

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal de réunion en date du 10 décembre 1979 de la commission administrative d'expertise des immeubles susceptibles d'être acquis par l'Etat ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire,

## Arrête :

Article 1er.— En vue de l'extension de l'emprise de l'aérodrome de Tahiti - Faaa, est autorisée l'acquisition par l'Etat - ministère des transports - aviation civile, de deux parcelles de terre appartenant à M. Abel Aubry, savoir :

- 370 m2 à détacher de la terre Matatea lot 1 (plan n° 209)
- et 275 m2 à détacher des terres Amumuri-Paipai-Teatere (plan n° 206) sises à Faaa, moyennant le prix de : *deux mille francs* (2.000 F) du mètre carré.

Telles que ces parcelles figurent aux plans n° 2115.071 et 2115.080 établis par le service de l'infrastructure aéronautique.

Art. 2.— Me M. Lejeune, notaire à Papeete, est désigné pour établir l'acte dont les frais et honoraires seront à la charge de l'Etat (aviation civile).

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1980.

*Le haut-commissaire,*  
par délégation :

*Le secrétaire général,*  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1204 FT du 25 mars 1980 portant virement de crédits d'article à article.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 79-17 du 29 janvier 1979 approuvant le budget du territoire pour l'année 1979,

## Arrête :

Article 1er.— Il est créé au chapitre 44-01 "subventions de fonctionnement à des organismes et œuvres privés à des particuliers", un article 52 intitulé : société de modernisation pour le développement rural de Pueu.

Art 2.— Le budget des dépenses ordinaires du territoire pour l'année 1979 est modifié comme suit :

| Chapitre | Article | Intitulé   | Crédits ouverts | Crédits annulés |
|----------|---------|--|-----------------|-----------------|
| 44-01    |         | Subventions de fonctionnement à des organismes et œuvres privés à des particuliers |                 |                 |
|          | 24      | Groupement de solidarité des femmes de Tahiti                                      |                 | 400.000         |
|          | 34      | Groupement polynésien pour l'assistance et la défense du consommateur              |                 | 150.000         |
|          | 40      | Association des donneurs de sang bénévoles   |                 | 150.000         |
|          | 49      | Centre artisanal des métiers d'art   |                 | 3.637.000       |
|          | 52      | SMDR Pueu  | 5.100.000       |                 |
|          | 71      | Centre du Bon Pasteur  |                 | 763.000         |
|          |         |  | 5.100.000       | 5.100.000       |

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 21 mars 1980.

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1205 FT du 25 mars 1980 accordant une subvention.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des TOM ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de 5.100.000 FCP (cinq millions cent mille FCP) est accordée à la société de modernisation et de développement rural de Pueu pour 1979.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 44.01, article 52, exercice 1979.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 25 mars 1980.

*Le haut-commissaire,*

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1206 FT du 25 mars 1980 accordant une subvention.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des TOM ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 19 mars 1980,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de trois millions neuf cent mille francs (3.900.000 FCP) est accordée à la société de modernisation et de développement rural de Pueu pour 1980.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 44.01, exercice 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 25 mars 1980.

*Le haut-commissaire,*

Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1209 TLS du 25 mars 1980 fixant les modalités de calcul des montants des allocations prénatales et des allocations de maternité prévus par l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés du territoire des Etablissements français de l'Océanie.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, et spécialement son article 237 ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 20 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs français de l'Océanie, et notamment ses chapitres I et II ;

Vu les règles retenues de façon constante depuis l'arrêté n° 1362 IT du 3 octobre 1956 par le conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale afin de fixer les montants des allocations prénatales et des allocations de maternité ;

Vu l'avis favorable émis par la commission consultative du travail lors de sa séance du 11 mars 1980 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 19 mars 1980,

Décide :

Article 1er.— L'alinéa suivant est ajouté "in fine" à l'article 3 de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 :

"Le montant des allocations prénatales est égal à neuf mois le taux de base fixé en matière d'allocations familiales".

Art. 2.— L'alinéa suivant est ajouté "in fine" à l'article 6 de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 :

"Le montant des allocations de maternité est égal à douze fois le taux de base fixé en matière d'allocations familiales".

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 25 mars 1980.

*Le haut-commissaire,*

Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1211 DOM du 25 mars 1980 autorisant l'échange de terrains dans la commune de Punaauia, entre M. Rebourg Henri et le territoire de la Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire ;

En ayant délibéré en séance du 19 mars 1980,

Décide :

Article 1er.— Est autorisé l'échange sans soulte de terrains situés dans la commune de Punaauia, savoir :

- cession par le territoire de la Polynésie française au profit de M. Rebourg, d'une parcelle du lot A de la terre "Teruamao", d'une superficie de 6.315 m<sup>2</sup> ;

- cession par M. Rebourg Henri, au bénéfice du territoire de la Polynésie française, d'une parcelle de la propriété Rebourg, d'une superficie de 8.050 m<sup>2</sup>,

Les dites parcelles figurant au plan établi par la Setil n° 013 en date de septembre 1979.

Art. 2.— La présente transaction étant réalisée dans l'intérêt général, tous les frais et honoraires de cette opération seront à la charge du territoire.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 25 mars 1980.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1212 AA du 25 mars 1980 autorisant l'organisation d'une tombola au profit du syndicat des professionnels de la pêche et des activités annexes de la Polynésie.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la lettre du 10 mars 1980, de M. Denis Boosie, secrétaire général du syndicat des professionnels de la pêche et des activités annexes de la Polynésie ;

En ayant délibéré dans sa séance du 19 mars 1980,

Arrête :

Article 1er.— M. Denis Boosie, secrétaire général du syndicat des professionnels de la pêche et des activités annexes de la Polynésie dont le siège est sis à Papeete - B.P. 3674 - est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 30.000.000 francs composé de 30.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le dimanche 20 juillet 1980 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres sociales du syndicat, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

|     |     |           |
|-----|-----|-----------|
| 1er | lot | 5.000.000 |
| 2e  | lot | 2.000.000 |
| 3e  | lot | 1.000.000 |
| 4e  | lot | 500.000   |
| 5e  | lot | 300.000   |
| 6e  | lot | 200.000   |
| 7e  | lot | 100.000   |
| 8e  | lot | 100.000   |

|     |     |         |
|-----|-----|---------|
| 9e  | lot | 100.000 |
| 10e | lot | 100.000 |
| 11e | lot | 100.000 |
| 12e | lot | 100.000 |
| 13e | lot | 100.000 |
| 14e | lot | 100.000 |
| 15e | lot | 100.000 |

DECISION n° 1213 SEQ du 25 mars 1980 habilitant le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire devant le tribunal mixte de commerce ou toute autre juridiction dans l'affaire "Entreprise D. Palacz et la "Mutuelle du Mans" et le territoire.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 21 - 3° d) et 25 ;

Vu le jugement rendu contradictoirement par le tribunal mixte de commerce de Papeete le 30 janvier 1980 ;

Vu le rapport n° 675 SEQ en date du 12 mars 1980 ; du chef du service de l'équipement ;

En ayant délibéré en séance du 19 mars 1980,

Décide :

Article 1er.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, est habilité à soutenir la défense du territoire devant le tribunal mixte de commerce de Papeete ou toute autre juridiction dans l'affaire Daniel Palacz, la compagnie d'assurances Les Mutuelles du Mans et le territoire.

Art. 2.— Maître Brayer avocat-défenseur est désigné pour assurer la défense du territoire devant le tribunal mixte de commerce ou toute autre juridiction dans l'affaire visée ci-dessus à l'article premier.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 25 mars 1980.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 4109 FT du 25 mars 1980 accordant une avance sur subvention.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des TOM ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu l'arrêté n° 3958 AA du 17 mars 1980 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1980 ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une deuxième avance de un million de francs (1.000.000 CFP) sur sa subvention de fonctionnement est accordée au centre des enfants handicapés de Raimanutea pour l'année 1980.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 44.01, exercice 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
M. KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4110 FT du 25 mars 1980 accordant une avance sur subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des TOM ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une avance de deux millions cinq cent vingt sept mille francs (2.527.000 CFP) est accordée, sur sa subvention de fonctionnement, au centre de formation professionnelle Sanito pour l'année 1980.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 46.11, article 40, exercice 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
M. KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4128 FT du 25 mars 1980 accordant une avance sur subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des TOM ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une troisième avance de deux millions (2.000.000 FCF) sur sa subvention de fonctionnement est accordée au centre des enfants handicapés de Raimanutea pour l'année 1980.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 44.01, exercice 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
M. KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1217 AE du 26 mars 1980 portant agrément de l'entreprise individuelle "Nicolas Fabricant" au code des investissements de la Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par M. Adrien Teihoarii ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements, le 20 mars 1980 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 26 mars 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976, est accordé à l'entreprise individuelle Nicolas Fabricant, au titre d'entreprise artisanale entrant dans la catégorie M prévue à l'article 3 de ladite délibération.

Art. 2.— L'entreprise individuelle Nicolas Fabricant pourra bénéficier des exonérations fiscales prévues :

- à l'article 30 paragraphe 4) de la délibération n° 76-89 susvisée, et relatives à l'acquisition ou prise à bail de biens immobiliers.

Si ces actes ont déjà donné lieu à perception, les sommes perçues pourront être remboursées dans les limites prévues à l'article 30, dernier alinéa ;

- aux articles 31 à 32, soit l'affranchissement de la contribution des patentes et de l'impôt sur les transactions et ce pendant une durée de 4 ans.

Art. 3.— L'entreprise individuelle "Nicolas Fabricant" pourra aussi bénéficier de la prime d'équipement au taux de 10 % ainsi que de la prime à l'emploi, conformément aux dispositions du titre V et VI de la délibération n° 76-89 susvisée.

Art. 4.— Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus, devront être soumises à l'examen de la commission territoriale d'agrément au code des investissements.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 26 mars 1980.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1218 AE du 26 mars 1980 portant agrément de la S.A.E.M. Jus de fruits de Moorea au code des investissements de la Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendu exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée en février 1980 par M. Hans Carlson ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements, le 20 mars 1980 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 26 mars 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976, est accordé à la S.A.E.M. "Jus de fruits de Moorea", au titre d'entreprise industrielle entrant dans la catégorie H prévue à l'article 3 de ladite délibération.

Art. 2.— La S.A.E.M. "Jus de fruits de Moorea" pourra bénéficier des exonérations fiscales prévues :

- à l'article 30, paragraphe 1) et 4) de la délibération n° 76-89 susvisée, et relatives aux actes de constitution de société et d'acquisition ou prise à bail de biens immobiliers ;

- aux articles 31 à 33 de la délibération n° 76-89 susvisée et relatives à la patente, l'impôt foncier bâti, l'impôt sur le bénéfice des sociétés et l'I.R.C.M. et ce pendant une durée de 6 ans.

Art. 3.— La S.A.E.M. "Jus de fruits de Moorea" pourra aussi bénéficier de la prime d'équipement au taux de 14 % ainsi que de la prime à l'emploi, conformément aux dispositions des titres V et VI de la délibération n° 76-89 susvisée.

Art. 4.— Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus, devront être soumises à l'examen de la commission territoriale d'agrément au code des investissements.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 26 mars 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1219 AU du 26 mars 1980 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique, concernant les travaux de construction de la zone d'habitation Teroma, commune de Faavae, ainsi que de sa route d'accès.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la convention 78-372 du 10 août 1978, pour l'étude et l'aménagement de la terre Teroma, et la convention 79-414 du 24 septembre 1979, et son cahier des charges, concernant la réalisation de l'opération ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu le décret du 26 juin 1934, relatif au transfert des propriétés immobilières dans les Etablissements français de l'Océanie, et rendu exécutoire par arrêté n° 684-6 du 22 août 1936 ;

Vu la décision n° 1536 CG du 2 juillet 1979, autorisant l'achat par le territoire des terres Moueva et Teroma à Faavae ;

Vu la décision n° 1881 CG du 22 novembre 1979, autorisant la cession à la société d'équipement de Tahiti et des îles par le territoire, des terres Moueva et Teroma à Faavae ;

Vu la délibération 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, rendue exécutoire par arrêté 984 AA du 26 août 1961 et notamment son titre II-chapitre V (articles 58 à 66), ainsi que les textes modificatifs subséquents ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er.— Il sera procédé, conformément au titre II du décret du 5 novembre 1936, réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire, à une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique, au sujet des travaux de construction de la zone d'habitation Teroma, commune de Faavae.

Art. 2.— Ladite enquête sera ouverte le 21 avril 1980 dans les bureaux de l'hôtel de ville de la commune de Faavae.

Art. 3.— Sont désignés en qualité de :

- commissaire-enquêteur titulaire : M. Porcher René fonctionnaire retraité, lotissement Taina à Punaauia,

- commissaire-enquêteur suppléant : M. Barral Georges fonctionnaire retraité, lotissement Taina à Punaauia B.P. 6035 à Faaa.

Art. 4.— En conséquence, un dossier comprenant le plan du projet sera déposé dans les bureaux de l'hôtel de ville de Faaa, pendant dix jours consécutifs, du 21 avril 1980 au 2 mai 1980 inclusivement. Toute personne pourra en prendre connaissance aux jours et heures ouvrables dans lesdits bureaux.

A l'expiration de ce délai de dix jours, le commissaire-enquêteur recevra, toujours dans les mêmes bureaux, pendant trois jours consécutifs, du 5 mai 1980 au 7 mai 1980 inclusivement, les déclarations des habitants et intéressés sur l'utilité publique des travaux projetés. Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur un registre qui sera ouvert spécialement à cet effet, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur qui les visera et les annexera audit registre.

Art. 5.— Lorsque les délais précités seront expirés, le commissaire-enquêteur procédera à la clôture du registre d'enquête sous sa signature, rédigera son rapport et transmettra toutes les pièces à M. le haut-commissaire de la République, chef du territoire, avec son avis motivé.

Art. 6.— Le présent arrêté sera, avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête, publié par les soins du maire de la commune de Faaa, par voie d'affiche, notamment à la porte de la mairie, et par tout autre procédé en usage. Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du maire. Cette pièce sera jointe au dossier de l'enquête.

Il sera, en outre, avant la même date, inséré au *Journal officiel de la Polynésie française*, ainsi que dans les deux quotidiens publiés en langue française sur le territoire. Il sera également diffusé sur les antennes de F.R.-3 Tahiti.

Art. 7.— M. le chef du service de l'aménagement du territoire, M. le maire de la commune de Faaa, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 26 mars 1980.

*Le haut-commissaire,*

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 4140 FT du 26 mars 1980 *relatif à la répartition durant l'année 1980, des frais pour le contrôle de la distribution publique d'énergie électrique et pour le contrôle des hydrocarbures.*

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7602 FT du 22 décembre 1976 relatif à la répartition des frais pour le contrôle de la distribution publique d'énergie électrique et des hydrocarbures à Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 3105 FT du 27 juin 1977 relatif à la répartition des frais pour le contrôle des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 80-34 du 5 mars 1980 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1980 et notamment le chapitre 35.10, article 10,

Arrête :

Article 1er.— La répartition entre les agents bénéficiaires des frais pour le contrôle de la distribution publique d'énergie électrique et pour le contrôle des hydrocarbures, prévue et réglementée par les articles 1er et 2 de l'arrêté n° 7602 FT du 22 décembre 1976 susvisé, s'effectuera en 1980 dans la limite des crédits budgétaires votés soit huit cent mille francs CP (800.000 FCP).

Art. 2.— Le chef du service de l'équipement et le chef du service des finances et de la comptabilité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mars 1980.

*Le haut-commissaire  
par délégation :*

*Le secrétaire général,  
M. KUHNMUNCH.*

ARRETE n° 4172 CAB/MIL du 27 mars 1980 *portant composition et appel de la fraction de contingent 80/06.*

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le code du service national ;

Sur proposition du contre-amiral, commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La fraction de contingent 80/60 comprendra les jeunes gens reconnus aptes au service national :

- dont le sursis d'incorporation arrivera à échéance avant le 12 mai 1980
- dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 12 mai 1980
- dont l'incorporation avec une fraction de contingent antérieure a été pour des motifs divers, annulée et fixée à l'échéance du 12 mai 1980
- volontaires pour être appelés le 12 mai 1980 et qui, à cet effet, ont avant le 12 mars 1980 déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur résiliation de sursis ou ce report d'incorporation au centre du service national de Papeete
- nés entre le 6 décembre 1960 et le 7 janvier 1961 inclus et recensés avec leur classe d'âge.

Art. 2.— Les jeunes gens destinés aux armées de terre, de l'air et de mer seront incorporés à partir du 13 mai 1980, leurs services prendront effet à compter du 12 mai 1980.

Art. 3.— Les jeunes gens dont la candidature pour servir au titre de l'aide technique a été agréée seront incorporés à compter du 1er juin 1980. Le point de départ de leurs services est fixé au 1er juin 1980.



Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 27 mars 1980.

*Le haut-commissaire,*  
par délégation :

*Le secrétaire général,*  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4178 AA du 27 mars 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-31 du 5 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65;

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-31 du 5 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française autorisant la participation du territoire au capital de la société Nouvelle de Commercialisation et d'Exploitation du poisson (SNCEP).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 mars 1980.

*Le haut-commissaire,*  
par délégation :

*Le secrétaire général,*  
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-31 du 5 mars 1980 autorisant la participation du territoire au capital de la société nouvelle de commercialisation et d'exploitation du poisson (SNCEP).

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer;

Vu la délibération n° 79-17 du 29 janvier 1979 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1979;

Vu la délibération n° 79-53 du 12 avril 1979 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1979;

Vu la lettre n° 125 SGCG du 22 février 1980 du conseil de gouvernement approuvée le même jour;

Vu l'arrêté n° 3713 AA du 27 février 1980 convoquant à nouveau l'assemblée territoriale en session extraordinaire;

Vu le rapport n° 36-80 du 28 février 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales;

Vu la délibération n° 80-34 en date du 5 mars 1980 arrêtant le budget du territoire pour l'exercice 1980;

Dans sa séance du 5 mars 1980,

Adopte :

Article 1er.— Est autorisée la participation du territoire au capital de la société nouvelle de commercialisation et d'exploitation du poisson (SNCEP).

Art. 2.— La participation du territoire est fixée à un montant maximum de vingt millions de francs (20.000.000 CFP).

Art. 3.— Des arrêtés du conseil de gouvernement porteront application des dispositions de la présente délibération.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Un secrétaire,*  
Marc DAVIO.

*Le président,*  
Frantz VANIZETTE.

DECISION n° 1222 CP du 28 mars 1980 fixant le tarif des cessions de filets confectionnés par les détenus du centre pénitentiaire de Faaa.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,  
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

En ayant délibéré en sa séance du 26 mars 1980,

Décide :

Article 1er.— Le tarif des cessions de filets confectionnés au centre pénitentiaire de Nuutania est fixé à 6.550 FCP, l'unité, type épervier à 800 mailles.

Art. 2.— Le montant reversé au détenu est fixé à la somme forfaitaire de 4.000 FCP par filet terminé.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 28 mars 1980.

*Le haut-commissaire,*  
par délégation :

*Le secrétaire général,*  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1223 ER du 28 mars 1980 portant affectation de ressources du fonds forestier de la Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

Vu la délibération n° 76-183 ter du 30 décembre 1976 portant création du fonds forestier de la Polynésie française;

Conformément au programme forestier pour l'exercice 1980 ci-annexé;

En ayant délibéré en sa séance du 26 mars 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'affectation de ressources du fonds forestier de la Polynésie française, est établie comme suit pour le programme 1980 :

|                           |                       |
|---------------------------|-----------------------|
| Salaires                  | 42.400.000 CFP        |
| Matériel                  | 6.700.000 CFP         |
| Pistes                    | 4.900.000 CFP         |
| Formation et déplacements | 1.000.000 CFP         |
| <b>Total</b>              | <b>55.000.000 CFP</b> |

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 28 mars 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

DECISION n° 1224 AM du 28 mars 1980 portant organisation de l'école de formation et d'apprentissage maritime.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 80-20 du 14 février 1980 créant l'école de formation et d'apprentissage maritime,

Décide :

#### TITRE I.— Le conseil d'administration

Article 1er.— L'école de formation et d'apprentissage maritime est administrée par un conseil d'administration qui, à ce titre, délibère de toutes les mesures nécessaires pour atteindre l'objet de l'école.

Le conseil d'administration définit les besoins en matière de formation professionnelle des marins et oriente en conséquence les actions de formation.

Le conseil d'administration est consulté sur le contenu des programmes et les modalités de délivrance des brevets.

Art. 2.— Le conseil d'administration placé sous la présidence du conseiller de gouvernement chargé des affaires maritimes est composé de :

a) 8 membres de droit :

- le chef de la mission d'aide technique, vice-président,
- le chef du service des affaires maritimes ou son représentant,
- le vice-recteur ou son représentant,
- le chef du service de l'éducation ou son représentant,
- le chef du service de la pêche ou son représentant,
- l'inspecteur du travail et des lois sociales ou son représentant,
- l'inspecteur de la navigation ou son représentant,
- le capitaine du port ou son représentant.

b) 2 conseillers territoriaux désignés par l'assemblée territoriale.

c) 4 représentants de la profession :

- deux représentants des officiers et marins,
- deux représentants des armateurs.

Les représentants de la profession, choisis parmi les listes présentées par les syndicats représentatifs, sont désignés pour deux ans par arrêté du haut-commissaire, chef du territoire.

Le mandat de tout membre expire de plein droit lorsqu'il cesse d'exercer les fonctions ou de remplir les conditions en vertu desquelles il a été désigné.

Le conseil d'administration peut convoquer et entendre toutes personnes qualifiées pour l'éclairer dans son action. Le rôle de ces dernières est purement consultatif ; elles ne prennent pas part aux votes.

Art. 3.— Le conseil d'administration se réunit en principe une fois par trimestre, et sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de l'établissement l'exige, ou à la demande des deux tiers au moins de ses membres.

Les convocations sont adressées quinze jours au moins avant la séance, sauf cas d'urgence. Elles sont accompagnées de l'ordre du jour.

Art. 4.— L'ordre du jour des réunions est arrêté par le président du conseil d'administration sur proposition du directeur.

Toute question, dont l'inscription est demandée par la moitié des membres, huit jours au moins avant la séance, sauf urgence dont le président est seul juge, est obligatoirement inscrite à l'ordre du jour.

Art. 5.— Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés en séance.

Si le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration peut valablement délibérer dans les huit jours suivant la première convocation quel que soit le nombre des membres présents.

Aucun administrateur ne peut disposer de plus d'un mandat.

Les délibérations sont prises à la majorité relative des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des délibérations du conseil et établi un compte rendu de séance.

Art. 6.— Les délibérations du conseil d'administration signées du président et d'un administrateur sont adressées au commissaire de gouvernement qui dans les quinze jours de leur réception, en assure la transmission au conseil de gouvernement.

Le commissaire de gouvernement peut dans ce délai, inviter par demande motivée le conseil d'administration à se prononcer en seconde lecture sur les délibérations qu'il a prises.

Dans le délai d'un mois suivant leur réception, le conseil de gouvernement les rend exécutoires ou en demande la modification ou l'annulation. Toutefois si dans ce délai, le conseil de gouvernement n'a pas statué, les délibérations concernées sont réputées définitives.

Art. 7.— Les fonctions de président et de membres du conseil d'administration sont gratuites et incompatibles avec tout emploi rémunéré dans l'établissement.

#### TITRE II.— Direction - Personnel

Art. 8.— Le fonctionnement de l'école est assuré par un directeur et du personnel recruté sous contrat, à savoir :

- un directeur et des instructeurs permanents,
- des professeurs ou instructeurs vacataires,
- des agents de service temporaires.

Art. 9.— Le directeur de l'école est nommé par arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, sur proposition du chef du service des affaires maritimes et après avis du conseil de gouvernement.

Le directeur de l'école devra être titulaire de l'un des brevets suivants :

- Capitaine de 1<sup>re</sup> classe de la navigation maritime,
- Capitaine de 2<sup>e</sup> classe de la navigation maritime, officier technicien,
- Capitaine au long cours, capitaine de la marine marchande, officier mécanicien de 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> classe de la marine marchande,
- Capitaine de pêche.

Il ne doit pas avoir quitté la navigation active depuis plus de deux ans à la date de son recrutement.

Art. 10.— Le directeur de l'école assure l'administration générale et la direction morale et pédagogique de l'établissement.

Le directeur est chargé de l'application de délibérations définitives du conseil d'administration.

Il pourvoit aux emplois de l'école dans les limites des effectifs budgétaires ; il exerce le pouvoir disciplinaire.

Il élabore le règlement intérieur de l'école qui est soumis à l'approbation du conseil d'administration. D'une façon générale, il est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne marche de l'établissement.

Il engage l'école vis à vis des tiers par sa signature.

Il est ordonnateur des recettes et dépenses de l'école.

Il représente l'école en justice et dans tous les actes de la vie civile, par délégation du président du conseil d'administration.

Il participe à l'enseignement.

Le directeur assiste de droit aux séances du conseil d'administration sans toutefois prendre part aux votes.

### TITRE III.— Dispositions budgétaires et financières.

Art. 11.— Les opérations relatives à la gestion financière et comptable de l'école sont effectuées par le directeur en sa qualité d'ordonnateur et par un agent comptable.

Le directeur constate et liquide les droits et charges de l'école. Il a seul qualité pour procéder à l'émission des titres constatant ces droits ou charges.

Art. 12.— L'agent comptable de l'école est nommé conformément à la législation en vigueur, par arrêté du chef du territoire après avis du comptable supérieur du territoire, sur proposition du conseil d'administration.

L'agent comptable retrace les opérations en deniers de l'école dans une comptabilité tenue suivant les règles applicables aux opérations comptables.

Il est soumis aux vérifications du comptable supérieur du territoire ; ses comptes de gestion sont soit jugés par la Cour des Comptes soit arrêtés par le trésorier-payeur général, par délégation de la Cour.

L'agent comptable doit, avant son installation, prêter serment devant le chef du territoire et fournir en garantie de sa gestion un cautionnement dont le montant est fixé par arrêté du chef du territoire.

L'agent comptable assiste de droit aux séances du conseil d'administration sans toutefois prendre part aux votes ; il est convoqué régulièrement à cet effet.

Art. 13.— Le budget est préparé par le directeur, délibéré

par le conseil d'administration, approuvé et rendu exécutoire par le chef du territoire en conseil de gouvernement. Une expédition du budget approuvé est transmise à l'agent comptable.

Art. 14.— L'exercice comptable commence le 1<sup>er</sup> janvier et s'achève le 31 décembre. La période d'engagement des dépenses se termine le 15 décembre.

Art. 15.— Si le projet de budget n'a pas été délibéré par le conseil d'administration avant l'ouverture de l'exercice et s'il n'a pas été rendu exécutoire, le chef du territoire, sur proposition du directeur, autorise l'ouverture des crédits provisoires par un arrêté pris après avis du conseil de gouvernement.

Si le projet de budget délibéré ne présente pas un équilibre réel des recettes et des dépenses, le chef du territoire procède dans les mêmes formes à son établissement d'office.

Art. 16.— Le budget de l'école comprend une section de fonctionnement et une section d'investissement

Art. 17.— L'école dispose des ressources suivantes :

- subventions de l'Etat, du territoire ou des autres collectivités publiques,
- droits d'inscription éventuels,
- revenus du domaine mobilier et immobilier,
- produits des cours payants,
- dons et legs sous réserve de l'approbation du conseil de gouvernement,
- emprunts.

Art. 18.— Les dépenses de fonctionnement comprennent :

- les dépenses de personnel et de matériel,
- les dépenses diverses et accidentelles,
- la charge de l'intérêt et principal des emprunts contractés par l'école.

Art. 19.— Les recettes de la section d'investissement comprennent :

- les dotations aux amortissements,
- les contributions éventuelles de la section de fonctionnement,
- le produit des emprunts autorisés,
- les contributions, subventions et fonds de concours pour le financement des dépenses d'équipement et d'investissement,
- les prélèvements exceptionnels sur les fonds de réserve pour dépenses d'équipement et d'investissement.

Art. 20.— Les dépenses de la section d'investissement comprennent :

- les annuités d'emprunts,
- les dépenses pour acquisitions d'immeubles, pour travaux neufs, pour achat de matériel sauf s'il s'agit de matériel de renouvellement.

Art. 21.— Les excédents de recettes sur les dépenses constatées en fin d'exercice sont affectés à la constitution ou au renouvellement d'une caisse de réserve destinée à pallier les insuffisances de recettes.

Art. 22.— Les crédits ouverts au budget d'un exercice ne peuvent être employés à l'acquittement des dépenses d'un autre exercice. Les dépenses appartenant à un exercice antérieur sont imputées sur les crédits spéciaux ouverts à cet effet au budget de l'exercice courant.

Art. 23.— Les droits constatés au profit de l'école donnent lieu à l'émission par le directeur d'un titre de perception qui porte toutes les mentions de nature à en permettre le recouvrement et auquel sont jointes s'il y a lieu les pièces justificatives.

Art. 24.— L'agent comptable prend en charge les titres de perception qui lui sont remis par le directeur. Il en assure le recouvrement sous sa responsabilité.

Tout versement en numéraire à la caisse de l'agent comptable donne lieu à la délivrance immédiate d'une quittance extraite d'un carnet à souche.

Art. 25.— Le directeur adresse les mandats à l'agent comptable sous bordereau récapitulatif ; ils sont appuyés des pièces justificatives.

Avant de payer les mandats, l'agent comptable doit s'assurer, sous sa responsabilité, que toutes les formalités prescrites par les lois et règlements ont été observées, que toutes les justifications sont produites et qu'il n'existe de ce point de vue aucune omission ou irrégularité matérielle, enfin que par sa date et son objet la dépense constitue une charge de l'exercice et du chapitre sur lequel le mandat est imputé.

Le paiement doit être suspendu dans les cas suivants :

- 1) insuffisance de fonds disponibles,
- 2) absence ou insuffisance de crédits ouverts,
- 3) absence de justification de service fait,
- 4) opposition dûment signifiée,
- 5) contestation relative à la validité de la quittance,
- 6) omissions ou irrégularités matérielles dans les pièces justificatives,
- 7) non observation des formalités prescrites par les lois et règlements,
- 8) dépense ne constituant pas par son objet une charge du chapitre sur lequel le mandat doit être imputé,
- 9) extinction de la dette de l'école.

Les motifs de tout refus de paiement doivent être énoncés dans une déclaration écrite que l'agent comptable délivre au directeur.

Art. 26.— Dans le cas d'un refus fondé sur l'un des motifs énoncés à l'article précédent sous les numéros 6, 7 et 8, le directeur peut requérir par écrit et sous sa responsabilité personnelle qu'il soit passé outre au refus de viser ; l'agent comptable vise et annexe au mandat, avec une copie de la déclaration, l'original de la réquisition qu'il a reçue.

Le directeur fait connaître immédiatement au chef du territoire les circonstances et les motifs qui ont nécessité de sa part l'application de cette mesure. Il en informe le conseil d'administration.

L'agent comptable informe le trésorier-payeur général de la réquisition.

Art. 27.— Le droit de réquisition accordé au directeur ne peut jamais s'exercer quand le refus de visa ou de paiement de l'agent comptable est fondé sur l'un des motifs énoncés à l'article 24, sous les numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 9.

Art. 28.— En fin d'exercice, le directeur établit son compte administratif. Ce compte retrace :

- a) l'émission des titres de perception à propos desquels il indique l'objet de la créance, le nom du débiteur, la date et le numéro du titre de perception, le montant de la recette à effectuer ;
- b) l'engagement et le mandatement des dépenses pour lesquelles il précise par chapitre et article les crédits ouverts les engagements, les mandatements.

Art. 29.— Dès la fin de l'exercice un procès-verbal de concorde est établi entre le compte de gestion de l'agent comptable et le compte administratif du directeur ; il est soumis avec le compte administratif au conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice puis éventuellement accompagné des observations du conseil d'administration, à l'approbation du chef du territoire en conseil de gou-

vernement. Un rapport du directeur sur l'exécution du budget et les résultats de l'exercice est joint au compte administratif.

Dans les mêmes délais, l'agent comptable adresse son compte de gestion et les pièces justificatives au trésorier-payeur général pour apurement ou transmission à la Cour des Comptes.

Art. 30.— Les injonctions du juge des comptes doivent être exécutées dans le délai imparti par cette juridiction. En cas de retard injustifié dans l'exécution des injonctions, l'agent comptable est passible des peines prévues par les lois et règlements.

Les amendes mises à la charge de l'agent comptable en cas de retard dans la présentation des comptes ou dans l'exécution des injonctions sont perçues au profit de l'établissement.

Art. 31.— Les fonds disponibles de l'établissement sont déposés au trésor et (ou) au centre de chèques postaux de Papeete.

Art. 32.— En application des dispositions de la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment les dispositions relatives à l'intervention des ministères techniques, des conventions pourront être passées entre le territoire et les ministères concernés pour assurer le fonctionnement de l'école.

#### TITRE IV.— Commissaire du gouvernement.

Art. 33.— Le chef du service des finances et de la comptabilité est commissaire du gouvernement. Il assiste de droit aux séances du conseil d'administration sans toutefois prendre part aux votes ; il est convoqué régulièrement à cet effet.

Art. 34.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 28 mars 1980.

*Le haut-commissaire  
par délégation :*

*Le secrétaire général,*

Michel KUHNMUNCH.

DECISION n° 1225 SEQ du 28 mars 1980 portant désignation du défenseur du territoire dans l'affaire qui l'oppose à la société anonyme Tahiti-Pétroles.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 21 3°, d) et 25 ;

Vu le décret du 5 août 1881 concernant l'organisation et la compétence du contentieux administratif ;

Sur le rapport du chef du service de l'équipement,

En ayant délibéré en séance du 26 mars 1980,

Décide :

Article 1er.— M. Thibert, secrétaire général adjoint, chef du service des finances, est désigné pour assumer la défense du territoire devant le conseil du contentieux administratif, dans l'action intentée par la société anonyme "Tahiti-Pétroles".

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 28 mars 1980.

Le haut-commissaire  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

DECISION n° 1227 DOM du 28 mars 1980 autorisant l'occupation temporaire de trois emplacements de domaine public maritime à Tiputa - commune de Rangiroa, au profit de la société Kia Ora Village.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 4477 AA du 3 octobre 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 1129 DOM du 28 février 1980 fixant le montant des redevances dues pour occupations temporaires du domaine public ;

Vu la demande en date du 5 décembre 1979 de la société Kia Ora Village ;

Vu les avis des autorités administratives et élues consultées ;

En ayant délibéré en séance du 26 mars 1980,

Décide :

Article 1er.— La société Kia Ora Village est autorisée à occuper temporairement, pour une durée de 9 années, éventuellement renouvelable, trois emplacements de domaine public maritime, d'une superficie totale de 3.534 m<sup>2</sup>, sis à Tiputa - Commune de Rangiroa, au droit des terres Vahai-Maneahara-Torea.

Et tels qu'ils figurent au plan joint au dossier.

Art. 2.— La société concessionnaire affectera les emplacements concédés à l'implantation de 9 bungalows de style polynésien sur pilotis. Les constructions seront subordonnées à la délivrance du permis de construire conformément à la réglementation en la matière.

Art. 3.— La société Kia Ora Village sera seule tenue à toutes les garanties que cette occupation et les constructions à y édifier pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Elle fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le concédant.

Art. 4.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions devront être enlevées par la société et à ses frais.

Art. 5.— La société Kia Ora Village versera à cet effet, une redevance annuelle de cent soixante deux mille francs (162.000 FCP), payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

Art. 6.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 28 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1228 AA du 28 mars 1980 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'aéro-club des Ailes Tahitiennes.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la lettre du 19 février 1980 de M. Louis Aitamai, président de l'aéro-club des Ailes Tahitiennes ;

En ayant délibéré dans sa séance du 26 mars 1980,

Arrête :

Article 1er.— M. Louis Aitamai, président de l'aéro-club des Ailes Tahitiennes dont le siège est sis à Faava B.P. 6 006 est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 30.000.000 francs composé de 300.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 30 août 1980 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres du club sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

|         |           |
|---------|-----------|
| 1er lot | 6.000.000 |
| 2e lot  | 2.000.000 |
| 3e lot  | 1.000.000 |
| 4e lot  | 500.000   |
| 5e lot  | 300.000   |
| 6e lot  | 200.000   |
| 7e lot  | 100.000   |
| 8e lot  | 100.000   |
| 9e lot  | 100.000   |
| 10e lot | 100.000   |
| 11e lot | 100.000   |
| 12e lot | 100.000   |
| 13e lot | 100.000   |
| 14e lot | 100.000   |
| 15e lot | 100.000   |

*Lots prime aux vendeurs*

|         |           |
|---------|-----------|
| 1er lot | 3.000.000 |
| 2e lot  | 200.000   |
| 3e lot  | 100.000   |
| 4e lot  | 50.000    |
| 5e lot  | 30.000    |
| 6e lot  | 20.000    |
| 7e lot  | 10.000    |
| 8e lot  | 10.000    |
| 9e lot  | 10.000    |
| 10e lot | 10.000    |
| 11e lot | 10.000    |
| 12e lot | 10.000    |
| 13e lot | 10.000    |
| 14e lot | 10.000    |
| 15e lot | 10.000    |

ARRETE n° 1229 AA du 28 mars 1980 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association "Taa'iti Hanga Tamariki Paumotu".

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la lettre du 13 mars 1980 de M. Paia Mataoa, président de l'association Taa'iti Hanga Tamariki Paumotu ;

En ayant délibéré dans sa séance du 26 mars 1980,

*Arrête :*

Article 1er.— M. Paia Mataoa, président de l'association Taa'iti Hanga Tamariki Paumotu dont le siège social est sis à Papeete - B.P. 1201, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 25.000.000 francs composé de 250.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 16 novembre 1980 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres de l'association, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

|         |            |
|---------|------------|
| 1er lot | 10.000.000 |
| 2e lot  | 2.000.000  |
| 3e lot  | 500.000    |
| 4e lot  | 500.000    |
| 5e lot  | 500.000    |
| 6e lot  | 100.000    |
| 7e lot  | 100.000    |
| 8e lot  | 100.000    |
| 9e lot  | 100.000    |
| 10e lot | 100.000    |

ARRETE n° 4187 AA du 28 mars 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-15 du 7 février 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

*Arrête :*

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-15 du 7 février 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, complétant l'article 157, paragraphe 5, alinéa 2 de la délibération n° 69-10 du 7 février 1969 (port du casque protecteur).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUNHMUNCH.

DELIBERATION n° 80-15 du 7 février 1980 complétant l'article 157 - paragraphe 5 alinéa 2 de la délibération n° 69-10 du 7 février 1969 (port du casque protecteur).

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 69-40 du 24 avril 1969 modifiant la délibération n° 69-10 du 7 février 1969 ;

Vu l'arrêté n° 3292 AA du 25 janvier 1980 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session extraordinaire ;

Vu la lettre n° 119 SGCG du 31 janvier 1980 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 30 janvier 1980 ;

Vu le rapport n° 24-80 du 5 février 1980 de la commission des affaires administratives ;

Dans sa séance du 7 février 1980,

*Adopte :*

Article 1er.— L'article 157, paragraphe 5, alinéa 2, de la délibération n° 69-10 du 7 février 1969 modifiée par la délibération n° 69-40 du 24 avril 1969, est modifié comme indiqué à l'article 2 suivant :

Art. 2.— L'article 157 (rédaction nouvelle)  
paragraphe 5 - alinéa 2

" Tout conducteur ou passager d'un vélomoteur ou cyclomoteur doit être coiffé et sanglé d'un casque protecteur en dehors des agglomérations de Papeete et d'Uturoa. "

Cette mesure est suspendue provisoirement pour les îles autres que Tahiti, Moorea et les îles Sous-le-Vent.

(le reste sans changement).

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Léon LICHTLE

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 4188 AA du 28 mars 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-18 du 14 février 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,



Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-18 du 14 février 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant la franchise du droit fiscal d'entrée en faveur de 1.200 chaises destinées à la commune de Mahina.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :  
Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-18 du 14 février 1980 accordant la franchise du droit fiscal d'entrée en faveur de 1.200 chaises destinées à la commune de Mahina.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu la lettre n° 11 CG du 23 janvier 1980 du conseil de gouvernement, approuvée en séance le 17 janvier 1980 ;

Vu l'arrêté n° 3292 AA du 25 janvier 1980, convoquant l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu le rapport n° 28-80 du 12 février 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 14 février 1980,

Adopte :

Article 1er.— Le lot de 1.200 chaises importé sous couvert de la déclaration en douane n° 828 931 du 10 octobre 1979, destiné à équiper la salle omnisports, ainsi que la maison des jeunes et de la culture de la commune de Mahina est admis au bénéfice de la franchise du droit fiscal d'entrée.

Art. 2.— La déclaration d'importation relative au matériel précité devra être complétée par une attestation du maire de Mahina certifiant que les 1.200 chaises seront exclusivement destinées à la commune de Mahina et qu'elles seront prises en charge dans sa comptabilité matière.

Cette attestation devra comporter, en outre, l'engagement de ne pas vendre ou céder, même à titre gratuit, le matériel susvisé sans avoir au préalable acquitté le droit fiscal d'entrée inscrit au tarif des douanes au jour de la cession.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Marc DAVIO.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 4189 AA du 28 mars 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-20 du 14 février 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-20 du 14 février 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française créant l'école de formation et d'apprentissage maritime.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :  
Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-20 du 14 février 1980 créant l'école de formation et d'apprentissage maritime.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, et notamment son article 21, alinéa J ;

Vu la lettre n° 112 AM du 23 janvier 1980 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 11 janvier 1980 ;

Vu l'arrêté n° 3292 AA du 25 janvier 1980 convoquant l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu le rapport n° 30-80 du 13 février 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 14 février 1980,

Adopte :

Article 1er.— Il est créé en Polynésie française un établissement public territorial de formation à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommé :

"Ecole de formation et d'apprentissage maritime".

Art. 2.— L'école de formation et d'apprentissage maritime a pour objet la formation professionnelle et le perfectionnement des officiers et marins de commerce, de la pêche et plus généralement de tout marin professionnel.

Art. 3.— L'organisation et le fonctionnement de l'école seront déterminés par arrêté d'application du conseil de gouvernement.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Marc DAVIO.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 4190 T du 28 mars 1980 portant création à Papeete (île de Tahiti) d'une paierie chargée de la gestion des établissements publics.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 20, 21 et 62 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 modifié sur le régime financier des territoires d'outre-mer, notamment les articles 51, 115 et 117 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 64-96 du 27 janvier 1964 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du personnel du trésor hors métropole ;

Vu la lettre n° 94-774 du 2 octobre 1978 du directeur de la comptabilité publique ;

Sur proposition du trésorier-payeur général du territoire ;

Vu les nécessités du service ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 26 mars 1980,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé à Papeete (île de Tahiti) sous la dénomination de "Paierie des Etablissements Publics" un poste comptable du trésor dont la compétence s'exerce sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française et dont la vocation est la gestion comptable des établissements publics.

Le classement de ce poste comptable est du ressort du ministère du budget.

Art. 2.— La paierie des établissements publics est confiée à un comptable du trésor public, désigné par le ministre du budget. Le contrôle de sa gestion est assuré par le trésorier-payeur général.

En application de l'article 17 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et de l'instruction générale du 16 août 1966 sur l'organisation du service des comptables publics, le comptable doit, avant son installation, prêter serment et constituer un cautionnement dont le montant est fixé par le ministre du budget.

Art. 3.— En sa qualité de comptable principal, le comptable assure sous sa seule et entière responsabilité ou fait assurer, le cas échéant, par l'intermédiaire de régisseurs, l'exécution des opérations de recettes et de dépenses en deniers et en valeurs inactives tant budgétaires qu'extra budgétaires concernant les établissements publics de sa circonscription dont la gestion comptable lui est confiée ou lui sera confiée.

Il est tenu à ce titre à produire tous les ans un compte de gestion pour chacun des établissements dont il assure la gestion comptable.

Art. 4.— Les opérations de la paierie des établissements publics sont retracées dans une comptabilité dont la forme est prescrite par les instructions du ministre du budget et sont centralisées périodiquement dans les écritures de la trésorerie générale de la Polynésie française.

Art. 5.— Le trésorier-payeur général et le secrétaire général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet le 1er mai 1980 et qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

ARRÊTE n° 4194 ET du 28 mars 1980 modifiant l'arrêté n° 1575 BD du 31 juillet 1979.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-94 du 10 août 1977 portant création d'un bureau de développement en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1521 BD du 28 juin 1979 portant création d'un comité de l'exposition "Les Produits industriels de Tahiti" ;

Vu l'arrêté n° 1575 BD du 31 juillet 1979 modifiant l'arrêté n° 1521 BD du 28 juin 1979 ;

Vu la demande du trésorier-payeur général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° 1575 BD du 31 juillet 1979 sont remplacées par les suivantes :

"Il est créé une régie de recettes et de dépenses qui a pour objet :

en recettes, de recevoir la participation du budget territorial de 3.000.000 CFP (dépense imputable sur le chapitre 45-01, article 75) les participations des syndicats patronaux et des entreprises, exposantes ou non, dans la limite de 2.000.000 FCP, et le produit de ventes diverses (tee-shirts, buvette) qui pourront faire l'objet d'un rétablissement de crédits à due concurrence au chapitre intéressé (chapitre 45-01).

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 mars 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

DECISION n° 1231 AE du 31 mars 1980 relative aux prix à la production de certains produits locaux de l'agriculture.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif aux prix des produits au stade de la production dans le territoire ;

Vu la décision n° 763 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu les décisions n° 1082 AE, 1083 AE du 31 janvier 1980 et n° 1147 AE du 28 février 1980 relatives aux prix à la production de certains produits locaux de l'agriculture ;

Après avis de la conférence consultative agricole en date du 21 mars 1980 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 26 mars 1980,

Décide :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de l'article 9 de la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 susvisée,

sur l'île de Tahiti, à compter du 1er avril 1980, les prix maximaux au stade de la production (prix payés aux producteurs par les commerçants acheteurs) de certains produits locaux de l'agriculture sont fixés comme suit (au kilogramme) à l'article 2.

Art. 2.— Les prix définis par décision n° 1147 AE du 28 février 1980 sont reconduits sauf en ce qui concerne les prix des produits ci-dessous :

- choux chinois :
- Tsoy Sim (vert) 120 F
- Kai Tsoy (Avaava) 100 F
- Pa. Tsoy (blanc) 110 F
- Navet 100 F
- Salade laitue 280 F
- Orange 115 F
- Citron 150 F

Art. 3.— L'application aux prix producteurs des dispositions de la décision n° 763 AE du 13 octobre 1978 susvisée, détermine les prix maximaux au détail (coefficient multiplicateur 1,33 1/3). Lorsque le producteur assume la fonction de gros, notamment lorsqu'il livre lui-même ses produits au détaillant, ce producteur est autorisé à prélever un tiers de la marge globale de commercialisation.

Art. 4.— La vente, à tous les stades, des produits cités à l'article 1er s'effectue au poids. Facturation et affichage des prix sont établis par référence au prix au kilo.

Il est rappelé que l'affichage des prix des produits mis en vente incombe à chaque commerçant y compris dans les marchés municipaux.

Art. 5.— Les infractions aux dispositions de la présente décision sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 susvisée.

Art. 6.— La présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera est applicable à compter du 1er avril 1980.

Papeete, le 31 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président,

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,  
le 31 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4196 AA du 31 mars 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-27 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-27 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant création d'une redevance sur les prélèvements de matériaux de toute nature extraits des terrains privés.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 mars 1980.

Le haut-commissaire  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-27 du 3 mars 1980 portant création d'une redevance sur les prélèvements de matériaux de toute nature extraits des terrains privés.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement du territoire ;

Vu la lettre n° 130 DOM du 28 février 1980 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 22 février 1980 ;

Vu l'arrêté n° 3713 AA en date du 27 février 1980 convoquant à nouveau l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu le rapport n° 36-80 en date du 28 février 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Vu la délibération n° 80-34 en date du 5 mars 1980 arrêtant le budget territorial de l'exercice 1980 ;

Dans sa séance du 3 mars 1980,

Adopte :

Article 1er.— Nul ne pourra extraire des matériaux sur un terrain lui appartenant ou non s'il n'y est au préalable autorisé par le chef du service de l'équipement, après avis du maire de la commune de la situation du terrain.

Les demandes devront être adressées au chef du service de l'équipement ou à ses subdivisionnaires.

Art. 2.— L'autorisation précisera les conditions de l'extraction, notamment le lieu, la durée, les quantités de matériaux à extraire et les limites de la zone où l'extraction est permise.

Art. 3.— Lorsqu'elles seront réalisées, partiellement ou non, à des fins commerciales, les extractions donneront lieu à la perception d'une redevance de 60 F par m3 de matériaux extraits. Cette taxe sera versée en deux fractions égales, la première, dès la remise de l'autorisation d'extraction et avant tout commencement des travaux, la seconde, après achèvement des travaux.

Le paiement sera effectué à la caisse des domaines sur états établis par le service de l'équipement.

Art. 4.— L'autorisation d'extraire devra être présentée à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés du service de l'équipement spécialement habilités.

Un panneau devra obligatoirement indiquer de façon apparente :

- le numéro et la date de l'autorisation d'extraction,
- la quantité de matériaux à extraire,
- la date d'expiration de l'autorisation.

Art. 5.— Sans préjudice du recouvrement des redevances éludées et de tous dommages intérêts, les personnes qui auront effectué des extractions en dehors des zones autorisées ou n'auront pas respecté les dispositions de l'autorisation d'extraction seront punies des peines prévues par la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée par les délibérations n° 74-120 du 20 août 1974 et 75-132 du 28 août 1975.

Art. 6.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Mar DAVIO.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 4197 FT du 31 mars 1980 fixant la participation du territoire à certains frais de ses parlementaires et du conseiller économique et social.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Arrête :

Article 1er.— La participation annuelle du territoire de la Polynésie française à certains frais de ses parlementaires et du conseiller économique et social est fixée pour 1980 :

- à 194.000 CFP en ce qui concerne les députés et le sénateur
- à 131.000 CFP en ce qui concerne le conseiller économique et social

Art. 2.— Cette somme sera mandatée trimestriellement à terme échu au nom de chacun des intéressés.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement exercice 1980 chapitre 20-10, article 10.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4198 J du 31 mars 1980 constatant la suppléance du procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu le décret n° 61-78 du 20 janvier 1961 portant règlement d'administration publique relatif à l'application aux magistrats de l'ancien cadre de la FOM de l'ordonnance sus-indiquée notamment en son article 63 ;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature de l'ancien cadre d'outre-mer modifié notamment par le décret n° 57-1285 du 19 décembre 1957 et particulièrement en ses articles 53 et 54 ;

Vu l'arrêté n° 3720 J du 28 février 1980 constatant la suppléance du procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel par Monsieur Georges Amadéo, procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete,

Arrête :

Article 1er.— Est constatée pour compter du 22 février 1980, la suppléance de Monsieur Georges Amadéo, procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete par Monsieur Jean-Yves Duval, substitut du procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel de Papeete.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4227 FT du 31 mars 1980 modifiant l'arrêté n° 5550 FT du 10 décembre 1979 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 5550 FT du 10 décembre 1979 accordant une subvention à l'office de développement du tourisme ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 5550 FT du 10 décembre 1979 est modifié comme suit :

Une subvention de vingt millions huit cent mille francs pacifique (20.800.000 FCP) est accordée à l'office de développement du tourisme, dont :

- 20.000.000 FCP pour les dépenses de fonctionnement de l'office ;
- 800.000 FCP en complément de la subvention accordée pour les fêtes de juillet.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 mars 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 4285 AA du 1er avril 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-22 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-22 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification de l'impôt foncier.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1er avril 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :  
Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-22 du 3 mars 1980 portant modification de l'impôt foncier.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la section III du code des impôts directs ;

Vu la lettre n° 129 CD du 26 février 1980 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 13 février 1980 ;

Vu l'arrêté n° 3713 AA en date du 27 février 1980 convoquant à nouveau l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu la délibération n° 80-24 en date du 5 mars 1980 arrêtant le budget du territoire pour l'exercice 1980 ;

Vu le rapport n° 36-80 en date du 28 février 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 3 mars 1980,

Adopte :

Article 1er.— L'article 23, 6° est abrogé et remplacé par le texte suivant :

" Les bâtiments appartenant aux associations de bienfaisance, aux associations sportives ou aux associations culturelles reconnues d'utilité publique ".

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Marc DAVIO.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 4328 AA du 2 avril 1980 rendant partiellement exécutoire la délibération n° 80-28 du 4 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-28 du 4 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française arrêtant le budget annexe de l'hôpital de Mamao pour 1980, à l'exception :

1°) d'une prévision de recettes inscrite au chapitre 70 article 706, paragraphe 7065 " participation du territoire pour couvrir la différence entre le prix de revient de la journée d'hospitalisation et les tarifs officiels ", de 126.611.000 FCP, ce qui ramène le montant de la dotation du paragraphe 7065 à 180.175.000 de CFP.

2°) des prévisions de dépenses inscrites sous les rubriques ci-après :

a - chapitre 61, article 612, paragraphe 6122, frais de personnel, autres traitements et indemnité " réajustement " : 18.479.000

b - de l'ensemble des mesures nouvelles inscrites aux chapitres 61, 63, 64, 67, 68 : 108.123.000

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 2 avril 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :  
Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-28 du 4 mars 1980 approuvant le budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao pour l'exercice 1980.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 3713 AA du 27 février 1980 déclarant close la session extraordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française et convoquant à nouveau cette assemblée en session extraordinaire ;

Vu la lettre n° 128 SGCG du 25 février 1980 du conseil de gouvernement, approuvée en séance du 22 février 1980 ;

Vu le rapport n° 36-80 du 28 février 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 4 mars 1980,

Adopte :

Article 1er.— Pour l'exercice 1980, les ressources affectées au budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao, évaluées dans les tableaux annexés à la présente délibération, sont fixées aux chiffres suivants :

|  |               |
|--|---------------|
| Classe 70 - Produits hospitaliers                    | 1.113.200.000 |
| Classe 71 - Subventions, contributions du territoire | 69.000.000    |
| Classe 72 - Ventes                                   | 133.000       |
| Classe 76 - Produits accessoires                     | 135.554.000   |
| Classe 87 - Produits accidentels et exceptionnels    | 150.000.000   |
| Total des ressources de fonctionnement               | 1.467.887.000 |

|  |               |
|--|---------------|
| Classe 16 - Emprunts à plus d'un an    | 30.000.000    |
| Classe 21 - Cessions d'immobilisations | 76.073.000    |
| Total des ressources d'équipement      | 106.073.000   |
| Total général des ressources           | 1.573.960.000 |

Art. 2.— Le montant des crédits ouverts pour 1980 est fixé à la somme de 1.573.960.000 FCP se décomposant de la manière suivante :

|   |               |
|---|---------------|
| Classe 60 - Matières consommées                         | 204.488.000   |
| Classe 61 - Frais de personnel                          | 1.000.738.000 |
| Classe 62 - Impôts et taxes                             | 80.000        |
| Classe 63 - Travaux, fournitures et services extérieurs | 59.974.000    |
| Classe 64 - Transports et déplacements                  | 7.440.000     |
| Classe 65 - Travail thérapeutique et vie sociale        | 346.000       |
| Classe 66 - Frais de gestion générale                   | 11.483.000    |
| Classe 67 - Frais financiers                            | 7.265.000     |
| Classe 68 - Dotations aux amortissements                | 76.073.000    |
| Classe 87 - Charges accidentelles et exceptionnelles    | 100.000.000   |

Total des dépenses de fonctionnement 1.467.887.000

|                                    |             |
|------------------------------------|-------------|
| Classe 16 - Amortissement emprunts | 5.850.000   |
| Classe 21 - Immobilisations        | 100.223.000 |

Total des dépenses d'équipement 106.073.000

Total général des dépenses 1.573.960.000

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Marc DAVIO.

Le président,

Frantz VANIZETTE.

DECISION n° 1256 SCG du 4 avril 1980 rendant partiellement exécutoire la délibération n° 01 OTHS du 25 mars 1980.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer, notamment son article 553 ;

Vu la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 portant création de l'office territorial de l'habitat social, modifié ;

Vu la décision n° 1520 FSH-AU du 27 juin 1979 fixant l'organisation, le fonctionnement, les règles financières, budgétaires et comptables de l'office territorial de l'habitat social, modifiée ;

En ayant délibéré en séance du 2 avril 1980,

Décide :

Article 1er.— Est approuvée la délibération n° 01 OTHS du 25 mars 1980 du conseil d'administration de l'office territorial de l'habitat social arrêtant le budget de l'office pour 1980 à 1.316.968.752 F en recettes et en dépenses, à l'exception d'une prévision de dépenses de 1.544.000 F, inscrites aux paragraphes 01, 02, 03, 04, de l'article 2, du chapitre 61 "Frais de personnels".

Art. 2.— Le crédit de 1.544.000 F rendu disponible est affecté aux dépenses d'investissements, chapitre 23, "Acquisitions foncières", que se trouve ainsi porté à 177.713.296 F.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 avril 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire  
le 4 avril 1980.

Le haut-commissaire  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNH.

ARRETE n° 4400 AA du 4 avril 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-26 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-26 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant création d'une taxe de mise en circulation des véhicules.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 avril 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNH.

DELIBERATION n° 80-26 du 3 mars 1980 portant création d'une taxe de mise en circulation des véhicules.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 79-15 du 27 janvier 1979 portant amendement du régime de la taxe différentielle sur les véhicules automobiles et les textes subséquents ;

Vu l'arrêté n° 3713 AA en date du 27 février 1980 convoquant à nouveau l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu la lettre n° 126 SGCG du 25 février 1980 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 22 février 1980 ;

Vu le rapport n° 36-80 en date du 28 février 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Vu la délibération n° 80-34 en date du 5 mars 1980 arrêtant le budget du territoire pour l'exercice 1980 ;

Dans sa séance du 3 mars 1980,



Adopte :

Article 1er.— Il est créé une taxe de mise en circulation perçue à l'occasion de la première mise en circulation des véhicules sur le territoire.

Le recouvrement de cette taxe est confié au service des domaines et de l'enregistrement.

Art. 2.— Tous les véhicules motorisés mis en circulation dans le territoire sont soumis à immatriculation.

Art. 3.— Sont exonérés de la taxe :

- 1°) Les véhicules appartenant aux collectivités ou établissements publics, spécialement aménagés pour l'enlèvement des ordures, le nettoyage de la voirie, la lutte contre l'incendie, le transport gratuit des écoliers, le transport des blessés et malades ;
- 2°) Les engins de travaux publics montés sur chenilles ou destinés aux travaux de terrassement, de construction ou d'entretien des routes ou des pistes aériennes, d'excavation, de forage et de sondage, à l'exclusion des matériels de transports terrestres ;
- 3°) Les machines automotrices et tracteurs agricoles ;
- 4°) Les véhicules dont la cylindrée n'excède pas 90 cm<sup>3</sup>.

Art. 4.— La taxe est exigible lors de l'immatriculation du véhicule, celle-ci ne pouvant intervenir qu'au vu de la quittance de la taxe.

Art. 5.— La taxe est assise sur la valeur du véhicule, déterminée de la manière suivante :

- pour les véhicules acquis d'un négociant en véhicule, c'est le prix total facturé ou payé qui sert de base à la taxation ;
- dans tous les autres cas, c'est la valeur taxée par le service des douanes lors de l'importation qui est retenue, majorée de tous les droits à l'importation.

Les redevables sont tenus de fournir au service, pour la perception de la taxe, toutes pièces justificatives de la valeur imposable. A défaut, celle-ci est évaluée d'office par le service.

Pour l'application du taux de la taxe prévue à l'article 7 ci-après, la valeur imposable est arrondie à la dizaine de milliers de francs inférieure.

Art. 6.— Lorsque le véhicule est acquis d'un négociant en véhicules, le montant de la taxe est inclus dans le prix de vente sans toutefois qu'il puisse être considéré comme un élément du prix de revient sur lequel le négociant est autorisé, par la réglementation des prix en vigueur, à asseoir sa marge bénéficiaire ou sa marge commerciale.

Art. 7.— La taxe est perçue sur la totalité de la valeur taxable du véhicule telle que définie à l'article 5 au taux de 3 % (trois pour cent).

Art. 8.— Le paiement de la taxe donne lieu à la délivrance d'une quittance qui doit pouvoir être produite à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

Art. 9.— Toute infraction aux dispositions de la présente délibération est sanctionnée d'une amende fiscale égale au double de la taxe exigible, à la charge, solidairement, du redevable et des personnes qui se sont rendues complices de la fraude.

Le receveur de l'enregistrement est toutefois habilité à réduire d'office l'amende exigible lorsque l'infraction commise ne met pas la bonne foi du redevable.

Art. 10.— Les agents habilités à verbaliser en matière de police de roulage et les agents du service des domaines et de l'enregistrement constatent les infractions aux dispositions de la présente délibération au moyen d'un procès-verbal, transmis directement au receveur de l'enregistrement.

Celui-ci recouvre les sommes exigibles selon les procédures prévues pour le recouvrement des droits d'enregistrement.

Les agents du service des domaines et de l'enregistrement disposent pour le contrôle de la taxe, du droit de communication dans les mêmes conditions que les agents du service des contributions pour le contrôle des contributions directes.

Art. 11.— Le produit de la taxe est reversé au fonds spécial d'équipement routier.

Art. 12.— Toutes les dispositions se rapportant à la taxe différentielle sur les véhicules automobiles sont expressément abrogées.

Art. 13.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que droit.

Un secrétaire,  
Marc DAVIO.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 4402 AA du 4 avril 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-25 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-25 du 3 mars 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant augmentation du taux de la taxe de statistique.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 avril 1980.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-25 du 3 mars 1980 portant augmentation du taux de taxe de statistique.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française et notamment son article 194 ;

Vu la délibération n° 59-72 du 18 décembre 1959 de l'assemblée territoriale instituant une taxe de statistique ;

Vu la délibération n° 71-112 du 12 juillet 1971 de l'assemblée territoriale portant aménagement de la fiscalité douanière ;

Vu la délibération n° 79-26 du 27 février 1979 de l'assemblée territoriale portant harmonisation du tarif des douanes ;

Vu l'arrêté n° 3713 AA du 27 février 1980 convoquant à nouveau l'assemblée territoriale en session extraordinaire ;

Vu la lettre n° 234 CG en date du 14 décembre 1979 du conseil de gouvernement, approuvée en séance du 12 décembre 1979 ;

Vu le rapport n° 36-80 en date du 28 février 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Vu la délibération n° 80-34 en date du 5 mars 1980 arrêtant le budget du territoire pour l'exercice 1980 ;

Dans sa séance du 3 mars 1980,

Adopte :

Article 1er.— Le taux de la taxe de statistique est porté à 50 F le quintal ou la tonne métrique, selon le cas.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Marc DAVIO.

Le président,

Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 1478 AA du 5 avril 1979 rendant exécutoires les délibérations n° 79-39 et 79-40 du 13 mars 1979 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Sont rendues exécutoires les délibérations ci-après de la commission permanente de l'assemblée territoriale : n° 79-39 du 13 mars 1979, habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations (création d'une zone industrielle dans la vallée de la Punaruu) ; - n° 79-40 du 13 mars 1979 accordant l'aval du territoire à la société d'équipement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L.). (1)

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 avril 1979.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

(1) La délibération n° 79-40 a paru au J.O.P.F. n° 14 du 30 avril 1979.

DELIBERATION n° 79-39 du 13 mars 1979 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations.

La commission permanente de l'assemblée territoriale,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment l'article 4 ;

Vu la délibération n° 79-27 du 27 février 1979 de l'assemblée territoriale, portant délégation de pouvoirs de l'assemblée à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 131 FT du 28 février 1979 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 21 février 1979 ;

Vu le rapport n° 42-79 du 13 mars 1979 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 13 mars 1979,

Adopte :

Article 1er.— Le chef du territoire est invité à réaliser auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de l'une des caisses dont elle a la gestion, aux conditions de ces établissements, un emprunt de la somme de cinquante cinq millions CFP (55.000.000 CFP) soit trois millions vingt cinq mille francs français (3.025.000 FF) destiné à financer des acquisitions foncières dans la vallée de la Punaruu, en vue de la création d'une zone industrielle, et dont le remboursement s'effectuera en six années à partir de 1980.

Ce prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite des taux maxima fixés par le ministre de l'intérieur en accord avec le ministre de l'économie et des finances pour l'ensemble des emprunts contractés par les collectivités locales.

Art. 2.— Le territoire disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de six mois à partir de la date de la signature du contrat par le directeur général de la caisse des dépôts, représentant la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

Art. 3.— Pour se libérer de la somme empruntée, le territoire paiera six annuités constantes comprenant le capital et les intérêts.

Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera, à titre de pénalité, intérêt de plein droit à partir de cette date au taux du prêt majoré de trois unités.

Art. 4.— Le territoire s'engage, pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement des annuités.

Afin d'assurer le règlement des annuités indiquées à l'article précédent, il sera inscrit chaque année au budget le crédit nécessaire.

Art. 5.— L'emprunteur aura la faculté de rembourser à toute époque tout ou partie du capital restant dû.

Les subventions versées après la réalisation du prêt et dont l'attribution aurait pour effet de réduire la participation de l'emprunteur dans le coût de l'opération à une somme

inférieure au montant du prêt doivent obligatoirement être affectées, dès leur encaissement à des remboursements anticipés.

Art. 6.— L'emprunteur s'engage à prendre à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

Art. 7.— Le chef du territoire est autorisé à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

Art. 8.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
Joël BUIILLARD.

Le président,  
Frantz VANIZETTE.

## EXTRAITS

### Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

#### FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 4108 PEL du 25 mars 1980.— Est constatée la fixation en Polynésie française de la résidence habituelle de M. Joseph Hoareau, commis des services extérieurs en fonction au lycée technique du Taaone.

\*  
\* \* \*

#### AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 3.369 AA du 29 janvier 1980.— Délégation est donnée au gendarme Babin, Albert, commandant la brigade de Ua Pou (Marquises) pour, dans les limites de sa circonscription, signer au nom du haut-commissaire les actes et pièces relatifs à :

- la délivrance et la prorogation dans la limite d'une durée de six mois, des visas touristiques des ressortissants étrangers effectuant leur première touchée ou étant de passage dans la brigade (le séjour effectué au titre de l'entrée en franchise n'étant pas pris en compte pour le calcul de cette durée) ;

- la délivrance des visas de transit de cinq jours dans le cas de force majeure ;

- la délivrance des visas de régularisation valables pendant une période de trois mois à compter de la première touchée pour les touristes provenant d'un pays dépourvu de représentation consulaire ;

- la délivrance de dispenses de caution de rapatriement aux ressortissants français.

La perception des taxes afférentes aux visas délivrés par ses soins et l'encaissement des dépôts de garantie effectués dans la brigade seront assurés par le gendarme Badin, Albert, agent spécial à Ua Pou (Marquises).

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires.

Par arrêté n° 3370 AA du 29 janvier 1980.— Délégation est donnée au MdL-Chef Pretot, Denis, commandant la brigade de Raiatea (ISLV) pour, dans les limites de sa circonscription, signer au nom du haut-commissaire les actes et pièces relatifs à :

- la délivrance et la prorogation dans la limite d'une durée de six mois, des visas touristiques des ressortissants étran-

gers effectuant leur première touchée ou étant de passage dans la brigade (le séjour effectué au titre de l'entrée en franchise n'étant pas pris en compte pour le calcul de cette durée) ;

- la délivrance des visas de transit de cinq jours dans le cas de force majeure ;

- la délivrance des visas de régularisation valables pendant une période de trois mois à compter de la première touchée pour les touristes provenant d'un pays dépourvu de représentation consulaire ;

- la délivrance de dispenses de caution de rapatriement aux ressortissants français.

La perception des taxes afférentes aux visas délivrés par le MdL-Chef Pretot Denis, et l'encaissement des dépôts de garantie effectués dans la brigade seront assurés par le payeur du trésor de Raiatea (ISLV).

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires.

\*  
\* \* \*

#### AFFAIRES ECONOMIQUES

Par décision n° 1165 AE du 10 mars 1980.— La représentation des organisations syndicales et de la chambre de commerce et d'industrie au sein de la commission d'officialisation des prix industriels est la suivante :

Représentants des organisations syndicales patronales du bâtiment et des travaux publics :

##### Titulaires

Sun Alphonse  
Sauvez Pierre

##### Suppléants

Anestides Jean  
Blondelle Christian

Représentants de la chambre de commerce et d'industrie :

##### Titulaire

Léou Jacques

##### Suppléant

Changues Jules

Ces représentants sont nommés pour une durée de deux ans pour compter de la date d'exécution de la présente décision.

Par arrêté n° 1180 A Edu 13 mars 1980.— Le conseil d'administration du port autonome est pour les années 1980 et 1981 composé des personnalités ci-après désignées :

##### a) Conseillers territoriaux représentant l'assemblée territoriale.

MM. Frantz Vanizette  
André Lorfèvre  
Henri Marere

##### b) Conseillers municipaux représentant la commune de Papeete :

MM. Jean Juventin  
John Vognin

##### c) Représentants de la chambre de commerce et d'industrie :

MM. Charles Poroi  
Edouard Vincent

##### d) Personnalités désignées par le conseil de gouvernement :

MM. Raphaël Tixier  
Gérard Clément

##### e) Un fonctionnaire désigné par le haut-commissaire en conseil de gouvernement :

M. Roger Bosc, chef du service des affaires maritimes

f) Membre *ès-qualité* :

Le chef du service de l'équipement.

Il est rappelé que le mandat des personnes présentement désignées expire de plein droit et en même temps que celui qu'elles détiennent dans l'organisme qu'elles représentent.

Les fonctions du commissaire de gouvernement placé auprès du port autonome de Papeete sont exercées par M. Louis Savoie, chef du service des affaires économiques.

## AFFAIRES MARITIMES

Par arrêté n° 3256 AM du 21 janvier 1980.— Il sera ouvert dans les locaux de l'école d'apprentissage maritime à Motu-Uta, le lundi 4 février et jours suivants une session d'examen pour l'obtention du brevet de patron au bornage.

Les candidats devront se faire inscrire avant le 1er février 1980.

La commission d'examen sera composée comme suit :

|   |            |
|---|------------|
| MM. Bosc Roger, chef du service des affaires maritimes,           | Président  |
| Martin Gaston, inspecteur de la navigation,                       | Membre     |
| X..., officier de marine,   | Membre     |
| Pasquini Jean-Baptiste, capitaine remorqueur Aito,                | Membre     |
| Delamare René, inspecteur des P.T.T.,                             | Membre     |
| Vernaudeau Clément, adjoint inspecteur de la navigation,          | Membre     |
| Amicel Michel, adjoint au chef de service des affaires maritimes, | Secrétaire |

Au terme des épreuves, il sera dressé un procès-verbal d'examen comportant la liste des candidats reçus qui sera transmis au chef du territoire

Par arrêté n° 1045 AM du 22 janvier 1980.— La licence de la navigation charter est délivrée à :

## a) Charter à voile :

- M. et Mme Coche pour le navire Danae III,
- M. Le Cavellier pour le navire Te Reva,
- M. Sauzier pour le navire Vanessa,
- M. Ventre pour le navire Aita Peapea,

## b) Pêche sportive :

- Mme Bauwens pour les navires Tumata et Heiva,
- M. Collenot pour le navire Rama,
- Mme Reasin pour le navire Opurea,
- Société polynésienne d'exploitation touristique pour le navire Vaiterupe III,
- M. Tehaaiho dit Siki pour le navire Tiare Tahiti,
- Société Tahiti Yachting pour les navires Hoa Tere, Mathéo III et Tentation.

Les propriétaires et armateurs ci-dessus bénéficient des dispositions de l'article 5.1.1. de la délibération n° 79-56 du 26 avril 1979 relatif à la navigation charter et à ce titre sont dispensés du droit annuel.

La licence de la navigation charter est délivrée à :

- M. Delanne pour le navire Kebir (charter à voile).
- M. Delanne bénéficie des dispositions de l'article 5.1.2. de la délibération n° 79-56 du 26 avril 1979 relatif à la naviga-

tion charter, et à ce titre sera astreint au paiement du droit annuel affecté du coefficient 1 pendant 10 ans. Il est tenu en outre de pratiquer la navigation charter en Polynésie française pendant au moins 5 ans.

La licence de la navigation charter est délivrée à :

- M. Belloni pour le navire Alpha Centauri (charter à voile),
- M. Corser pour le navire Courser (charter à voile),
- M. Humbert pour le navire Triumph (charter à voile).

Les propriétaires et armateurs ci-dessus répondent aux conditions de l'article 5.3 de la délibération n° 79-56 du 26 avril 1979 relative à la navigation charter, et à ce titre seront astreints au paiement du droit annuel affecté du coefficient 3.

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Par arrêté n° 1135 AU du 28 février 1980.— La société anonyme "Gaz de Polynésie" - Polygaz, inscrite au registre du commerce de Papeete sous le n° 1131 B - domiciliée à Papeete, B.P. 2919, est autorisée sous les conditions et prescriptions des articles ci-après, à installer un dépôt avec distribution de gaz liquide à usage domestique sur un terrain en remblai du domaine public maritime situé dans la zone récifale de Fare-Ute, au Nord-Est du pont de Motu Uta, dans la commune de Papeete.

### Equipement et caractéristiques :

L'installation, qui relève de la 1re classe, comprendra :

- 15 cuves de 56,678 m3 chacune ;
- 1 poste de remplissage de camions citernes ;
- 1 installation de remplissage des bonbonnes destinées à la vente au public avec stockage.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° 1016 AU du 15 janvier 1980, l'ensemble de ces installations sera réalisé suivant les mêmes prescriptions que celles définies dans la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et les arrêtés ministériels du 9 novembre 1972 relatifs aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés modifiés par arrêté du 19 novembre 1975.

### Aménagement de l'installation :

L'installation devra respecter les prescriptions suivantes :

- déplacement à hauteur du parking, côté Sud-Est, du poteau d'incendie se trouvant près du bâtiment administratif ;
- déplacement du poteau d'incendie à l'Est du réservoir de 300 m3 pour en faciliter l'accès ;
- alimentation du réseau fixe de lutte contre l'incendie protégeant les réservoirs, distincts de l'alimentation du réseau des poteaux à incendie ;
- modification du tracé de la clôture côté lagon pour englober toute la zone de sécurité de type 1 entourant l'installation de remplissage et stockage des bonbonnes.

### Surveillance et entretien :

La surveillance et l'entretien de l'installation sont assurés sous la responsabilité directe du propriétaire ou gérant de l'installation. Toutes les consignes de sécurité seront affichées de façon permanente et inaltérable.

Les rapports des contrôles périodiques des installations électriques et de tous essais effectués, notamment les essais

mensuels des réseaux de lutte contre l'incendie seront tenus à la disposition de l'inspecteur des établissements classés.

La présente autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1136 AU du 28 février 1980.— M. John Aromaiterai, domicilié à Papara P.K. 39,500, route de la carrière est autorisé à installer une porcherie sur le lot 3 dépendant du lot n° 14 du domaine d'Atimaono sis dans la commune de Papara, route de la carrière P.K. 39,500 à 1 km environ de la route de ceinture.

#### *Equipement et caractéristiques :*

L'installation, qui relève de la 1re classe, abritera 14 truies, 2 verrats et 80 porcelets environ.

#### *Conditions particulières :*

L'assainissement de la porcherie sera assuré soit par une fosse septique de 8,5 m<sup>3</sup>, soit par deux fosses de 4,25 m<sup>3</sup> avec l'épandage agricole des trop-pleins.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1173 AU du 10 mars 1980.— M. Faustin Teihotaata, domicilié à Arue, près du Pont de Nahoata, côté mer, P.K. 3,500, est autorisé sous les conditions et prescriptions des articles ci-après à installer une porcherie sur la terre Nuumeha 3 sise dans la vallée de Ahonu dans la commune de Mahina, à 2 km environ de la route territoriale n° 2.

#### *Equipement et caractéristiques :*

L'installation, qui relève de la 1re classe, abritera :

- quinze (15) truies,
- deux (2) verrats,
- et cent vingt (120) porcelets environ.

#### *Aménagement de l'installation :*

M. Faustin Teihotaata devra :

- obtenir l'autorisation de captage d'eau auprès du service de l'équipement du territoire,
- prendre contact avec le service d'hygiène et de salubrité publique avant la réalisation des fosses, afin de déterminer les caractéristiques techniques et modalités de réalisation du dispositif d'assainissement.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1174 AU du 10 mars 1980.— M. Edmond Tinirau, domicilié dans l'île de Tahaa, lieu-dit Poutoru est autorisé, sous les conditions et prescriptions des articles ci-après, à installer un groupe électrogène sur le lot n° 5 du plan de partage judiciaire de la terre Teporioapu sis dans la commune associée de Tiva de la commune de Tahaa, lieu-dit Poutoru, à 40 m environ de la route.

#### *Equipement et caractéristiques :*

L'installation, qui relève de la 3e classe, comprendra 1 groupe électrogène de 4,5 KVA de marque Lister (refroidissement à air 1800 tr/mn).

Le groupe électrogène devra être antiparasité et muni d'échappement silencieux en sol.

L'abri devra être insonorisé. Il sera construit avec un relevé formant seuil de 15 cm de hauteur au-dessus de la dalle afin de former une cuvette de rétention pour le recueil des huiles et du gazole en cas de fuite et équipé d'un extincteur à mousse de 10 l ou de caractéristiques équivalentes.

#### *Conditions particulières :*

L'alimentation en gazole du groupe électrogène devra se faire par pompe et non par système gravitaire.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1190 AU du 14 mars 1980.— M. Joseph Léon domicilié à Paea P.K. 23,400, magasin "Paehau", est autorisé, sous les conditions et prescriptions ci-après, à installer une cuve à gazole de 2.500 litres destinée à l'alimentation d'un four de boulangerie rotatif de type A 2, à mettre en place au magasin "Paehau" (parcelle de la parcelle C du lot 2 bis de la terre Tehau), sis dans la commune de Paea P.K. 23,400 à 60 m environ de la route territoriale n° 1 côté montagne.

L'installation, qui relève de la 3e classe de la nomenclature des établissements classés, sera équipée d'un extincteur à poudre polyvalente et d'une cuvette de rétention afin d'éviter la propagation du gazole en cas de fuite.

Le four sera alimenté par pompe et non par un système gravitaire, et les brûleurs étant munis d'un dispositif permettant d'empêcher les retours de flammes.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1191 AU du 14 mars 1980.— Mme Victorine Troffa, domiciliée à Punaauia P.K. 17,400, côté mer B.P. 160, est autorisée, sous les conditions et prescriptions ci-après, à installer une porcherie sur un terrain situé à la limite Afaahiti - Toahotu côté montagne, sur le lot 42 b du plan de partage du lot 4 b, issu du partage de la terre "Vaimeamea" sis dans la commune associée de Afaahiti, à 500 m environ de la route territoriale 4.

#### *Equipement et caractéristiques :*

L'installation, qui relève de la 1re classe abritera 20 truies, 2 verrats et 200 porcelets environ.

#### *Aménagement de l'installation :*

Mme Victorine Troffa devra prendre contact avec le service d'hygiène et de salubrité publique avant la réalisation des fosses afin de déterminer les caractéristiques techniques et modalités de réalisation du dispositif d'assainissement.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1207 AU du 25 mars 1980.— L'atelier de M. Yves Bennett situé à Punaauia PK 16,500, sur la terre Taraputeirili, ne relevant pas de la 1<sup>re</sup> classe de la nomenclature des établissements classés, la clause d'installation temporaire et de déguerpissement à terme figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 2012 UH du 15 juin 1973 l'autorisant, est supprimée.

### CABINET

Par arrêté n° 3780 CAB.DPC du 3 mars 1980.— Un examen prévu pour l'obtention du brevet national de secourisme aura lieu le 7 mars 1980 à Raiatea.

Le jury de cet examen sera composé comme suit :

|  |                  |
|--|------------------|
| Le chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent, représenté par M. Mazeau, directeur de la protection civile, | <i>Président</i> |
| Docteur Quézède,   | <i>Membre</i>    |
| Mlle Thiesset, monitrice nationale de secourisme,  | <i>Membre</i>    |

### DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE

Par décision n° 3912 CA.DPC du 13 mars 1980.— Sont déclarés admis au brevet national de secourisme les candidats dont les noms suivent :

Arconstanzo, Barrier Kinette, Brothers Anna, Brotherson Johnny, Brotherson Frank, Chung Varena, Firuu Eti, Garcia Isabelle, Genevois Juliette, Grant Rino, Greig Tinomoe, Guilloux-Chevalier Albert, Guilloux Thierry, Lachaux Rudolphe, Letang Eléonore, Mana Michel, Mao Amélie, Mao Roland, Maury Linda, Moufat Nanu, Mouphas Robert, Natua Lucie, Papu Pai, Philippe Henri, Raapoto Liline, Raapoto Ello, Richmond Marcel, Reiatua Rosalie, Reiatua Odile, Roopinia Ilona, Sanford Vaite, Stergios Maurice, Stoky Annie, Tahimanarii Brigitte, Tanepau Lana, Tarati Albert, Teiva Mahinateata, Tefaaora Jolina, Teore Léoline, Teotahi Jorielle, Terinatoofa Marianne, Terinatoofa David, Teritetoofa Lorna, Terooatea Marguerite, Tetahio Denise, Waltaer Alfred.

Par arrêté n° 3922 CAB.DPC du 13 mars 1980.— Un examen prévu pour l'obtention de la spécialisation en animation aura lieu le 14 mars 1980 à Hao.

Le jury de cet examen sera composé comme suit :

|   |               |
|---|---------------|
| Le médecin Moulin,                          | <i>Membre</i> |
| Le médecin aspirant Bulard,                 | <i>Membre</i> |
| L'adjudant Kalinski,                        | <i>Membre</i> |
| Le commandant de la brigade de gendarmerie, | <i>Membre</i> |

Par arrêté n° 3978 CAB.DPC du 18 mars 1980.— Un examen prévu pour l'obtention du brevet national de secourisme aura lieu le 25 mars 1980 à Papeete.

Le jury de cet examen sera composé comme suit :

|   |                  |
|---|------------------|
| Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, représenté par M. Mazeau, directeur de la protection civile, | <i>Président</i> |
| Le Docteur J.M. Dupuy,  | <i>Membre</i>    |

|   |               |
|---|---------------|
| Mlle Thiesset, monitrice nationale de secourisme, | <i>Membre</i> |
| M. Popoff, moniteur national de secourisme,       | <i>Membre</i> |
| M. Pardigon, moniteur national de secourisme,     | <i>Membre</i> |

Par arrêté n° 4105 CAB.DPC du 24 mars 1980.— Un examen prévu pour l'obtention du brevet national de secourisme aura lieu les 27 mars et 29 mars 1980 à Papeete.

Le jury de cet examen sera composé comme suit :

|  |                  |
|--|------------------|
| Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent représenté par M. Mazeau, directeur de la protection civile, | <i>Président</i> |
| Docteur J.M. Dupuy,  | <i>Membre</i>    |
| Docteur Josseran,  | <i>Membre</i>    |
| Mme Blais, monitrice nationale de secourisme,  | <i>Membre</i>    |
| M. Sabattier, moniteur national de secourisme,   | <i>Membre</i>    |
| M. Jamet, moniteur national de secourisme,   | <i>Membre</i>    |
| M. Baudrier, moniteur national de secourisme,  | <i>Membre</i>    |
| M. Pardigon, moniteur national de secourisme,  | <i>Membre</i>    |

### FINANCES TERRITORIALES

Par arrêté n° 3797 FT du 4 mars 1980.— L'article 2 de l'arrêté n° 304 FT du 22 janvier 1976 est modifié comme suit :

- " Services économiques "

*Lire " Falque Pierre, chef des moyens généraux du service de la météorologie "*

*En remplacement de : " Faivre Dupaigne Emile "*

Par arrêté n° 3926 FT du 14 mars 1980.— Mme Ebbs Mitara, agent de bureau stagiaire, est nommée régisseur de la caisse d'avances pour le paiement des salaires des ouvriers à solde journalière d'Uturoa autres que ceux du service de l'équipement pendant la durée des congés de Mme Daros Yvonne.

Par arrêté n° 4014 FT du 19 mars 1980.— M. Frédéric Lebaupin, délégué de la Polynésie française, est nommé chef du centre de sous-ordonnement de Paris et reçoit le pouvoir d'ordonnement et de signature de toutes pièces justificatives d'ordonnement pour les dépenses comprises dans le budget et les comptes hors budget du territoire.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric Lebaupin, les mêmes pouvoirs seront exercés par M. Félix Zinguerlet, chef de section.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 20 mars 1980.

Par arrêté n° 4058 FT du 20 mars 1980.— La commission chargée de procéder à la reconnaissance des fonds du service local mis à la disposition des agents spéciaux à leur départ de la trésorerie générale de la Polynésie française à Papeete est composée comme suit :

*Président* : Le chef du bureau des finances territoriales ou son représentant

*Membres* : Le représentant du trésorier-payeur général de la Polynésie française  
Un des régisseurs de salaires du service des finances et de la comptabilité chargé de l'envoi des fonds.



Les membres de la commission seront convoqués par le trésorier-payeur général à chaque mouvement de fonds.

Le présent arrêté abroge la décision n° 25 FT du 6 janvier 1965.

### FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Par arrêté n° 1189 FSIDAP du 14 mars 1980.— L'alinéa 3 des attendus de l'arrêté n° 1949 FSIDAP du 7 décembre 1979 est ainsi modifié :

Au lieu de : "Vu la convention passée entre le service de l'économie rurale et Mlle Hugon Hilda"

Lire : "Vu les conventions passées entre le service de l'économie rurale et les bénéficiaires d'aide".

Le reste sans changement.

### GENDARMERIE NATIONALE

Par arrêté n° 4090 GEND du 24 mars 1980.— Les militaires de la gendarmerie désignés ci-après sont habilités à exercer, sur toute l'étendue du territoire de la Polynésie française, les fonctions d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur de la République :

Maréchal des logis-chef Nicolas, André (P.M. transmission),  
Gendarme Robert, Maurice (P.M. 80),  
Gendarme Devanne, Christian (P.M. 80),  
Gendarme Nègre, Jean, (E.M. Secrétariat).

Par arrêté n° 4112 J du 25 mars 1980.— Le gendarme Roger, Jean-Paul, commandant la brigade de gendarmerie de Rurutu (Australes) est chargé des fonctions d'huissier et est investi de fonctions notariales, pour les actes courants d'importance réduite, en remplacement du maréchal des logis-chef Avril, Yorick, en fin de séjour.

Avant d'entrer en fonctions le gendarme Roger prêter les serments prescrits par la loi.

Le gendarme Roger, Jean-Paul, assumera ses fonctions à compter de la date de passation de service avec son prédécesseur.

### SECRÉTARIAT GENERAL

Par arrêté n° 3755 SG du 28 février 1980.— L'article 3 de l'arrêté n° 280 SG du 18 janvier 1980 est modifié comme suit :

"En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paoletti Bernard, délégation de signature est donnée à M. Brun Maurice, inspecteur central des douanes, pour signer au nom du haut-commissaire, les actes entrant dans les matières relevant des attributions du chef du service des douanes telles que définies aux articles 1 et 2 de l'arrêté n° 280 SG du 19 janvier 1978".

### SERVICE DE L'EQUIPEMENT

Par arrêté n° 1187 SEQ du 14 mars 1980.— Est autorisée, par dérogation à l'article 53, 2e alinéa de la délibération n° 69-10 du 7 février 1969 modifiée, portant réglementation

générale sur la police de la circulation routière, la mise en circulation d'un appareil agricole (récolteuse de maïs de marque Bourgoin, type B.C2, n° de série : 790, destiné à travailler en remorque, derrière tracteur, sur le domaine de Faaroa à Raiatea, pour les besoins du service de l'économie rurale.

Ce matériel, hors-gabarit, devra, lors de ses déplacements sur route, comporter une signalisation mobile avancée afin de ne faire encourir aucun risque aux autres usagers de la route.

Le service responsable de ce matériel étudiera, sous sa responsabilité, l'itinéraire le mieux approprié, lors de son déplacement sur route et en fera déclaration, au moins 48 heures à l'avance, au chef du service de l'équipement ou à son représentant, à charge pour ce dernier, d'en informer la brigade de gendarmerie, au moins 24 heures à l'avance, en vue de l'escorte éventuellement nécessaire.

La présente autorisation est délivrée sous réserve de la prise en charge, par le service utilisateur, des dommages que son engin pourrait occasionner aux installations publiques ou privées.

Par arrêté n° 4107 SEQ du 25 mars 1980.— Les agents du service de l'équipement dont les noms suivent :

- Bernard Coeffic, ingénieur T.P.E.,

- Roger Salmon, adjoint administratif,

sont habilités à constater les infractions à la réglementation de la police du port d'Uturoa (Raiatea) et du lagon de Raiatea-Tahaa.

A cet effet, ils prêteront le serment prescrit par la loi.

Par décision n° 1216 SEQ du 26 mars 1980.— L'approbation en date du 21 décembre 1979 du marché n° 79-546 conclu avec l'entreprise Léon Roland pour la régularisation des sommes dues au titre des travaux d'aménagement des chemins de pénétration de Mataiea et Papeari est confirmée.

De même est confirmée l'approbation du marché 78-041 du 10 février 1978 concernant le paiement à la même entreprise que ci-dessus, des travaux qu'elle avait effectué à Toa-hotu et Mahaena et qui a fait l'objet du mandat n° 10600 émis le 18 septembre 1978.

Par décision n° 1221 SEQ du 27 mars 1980.— Sont désignés pour l'année 1980 :

Mme A. Kairenga, secrétaire d'administration en qualité de secrétaire,

Mme Y. Maguet, secrétaire administrative à la subdivision des îles du Vent, et L. Sandou, chargé des affaires foncières au service de l'infrastructure aéronautique, en qualité de secrétaires adjoints,

de la commission arbitrale d'évaluation des indemnités d'expropriation.

Sont désignés pour l'année 1980 :

M. A. Mara, secrétaire d'administration au service de l'équipement, en qualité de représentant de l'administration du territoire;

M. B. Oudouin, chef du service de l'infrastructure aéronautique, en qualité de représentant suppléant de l'administration du territoire, devant la même commission.

Par arrêté n° 4173 SEQ du 27 mars 1980.— Est attribué le certificat de capacité, catégorie A, de chauffeur de taxi à M. Teamo John né le 7 septembre 1944 à Papeete domicilié à Haapiti (Moorea) à compter du 30 janvier 1980.

**TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE**

Par décision n° 1043 TLS du 22 janvier 1980.— Sont désignés, pour l'année 1980, en qualité d'experts pour le règlement des différends collectifs du travail, les personnes dont les noms suivent :

*Du côté des employeurs :*

Mme Blanchard Tania, cadre d'entreprise  
Mme Montaron, directrice d'entreprise  
M. Mazellier Philippe, directeur d'entreprise  
M. Pugin Gérard, directeur d'entreprise  
M. Le Hebel Jean-Pierre, secrétaire général adjoint de syndicat  
M. Vincent Edouard, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie  
M. Harout Michel, expert-comptable  
M. Schmidt Alain, expert-comptable  
M. Tumahai Jean, fonctionnaire en retraite  
M. Dexter Ramon, secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie  
M. Léontieff Alexandre, docteur es-sciences économiques  
M. Lefèvre Michel, cadre de la chambre de commerce et d'industrie  
M. Siu Julien, industriel  
M. Peaucellier Philippe, industriel  
M. Michaux Jean-Claude, directeur d'entreprise  
M. Braun-Ortega Enrique, président directeur général de société

*Du côté des travailleurs :*

M. Dupuy, cadre de la fonction publique territoriale  
M. Simon, agent technique  
M. Lorfèvre André, président de syndicat  
M. Scaranto Nino, employé au C.E.A.  
M. Brillant William, vice-président de syndicat  
M. Deane Charles, employé de banque  
M. Gaudot Francis, employé de banque  
M. Tunutu Manuel, employé de banque  
M. Taufa Charles, président de syndicat  
M. Porlier Albert, agent des travaux publics  
M. Legaulier Jean-Pierre, agent des travaux publics  
M. Tefatua John, vice-président de syndicat  
M. Salvanayagam Robert, président de syndicat  
M. Colombani Patrice, secrétaire général O.D.T.  
M. Constant Richard, agent technique Air Polynésie  
M. Cérans Théodore, secrétaire administratif  
M. Pugibet Hubert, agent des douanes.

**SERVICE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

AVENANT n° 4131 AU du 25 mars 1980 à la décision n° 5553 AU du 22 novembre 1977 autorisant le lotissement de la propriété de M. Harry Smidt à Papeete.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

**Article 1er.— Réalisation des travaux**

Compte tenu des modalités de viabilisations prévues et de l'importance des travaux à effectuer, le lotisseur pourra réaliser ceux-ci par tranches ;

**Art. 2.— Conformité**

Il pourra être demandé délivrance du certificat prévu à l'article 44 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, par tranches de travaux réalisés.

**Art. 3.— Communication au public**

Le présent avenant, à annexer au dossier d'origine, est mis à la disposition du public aux secrétariats de la mairie de Papeete et du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction).

Papeete, le 25 mars 1980.

Pour le haut-commissaire,  
et par délégation :

Le chef du service de l'aménagement  
du territoire,  
F. DUPUY.

**SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES**

DECISION n° 374 AE du 24 mars 1980 homologuant le prix de vente au détail des tabacs.

Le chef du service des affaires économiques,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-2 du 9 janvier 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 139 FT du 16 janvier 1974 portant suppression de droits de consommation applicables aux tabacs lors de leur mise en consommation sur le territoire ;

Vu la délibération n° 74-5 du 9 mai 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 139 FT du 16 janvier 1974 portant suppression du comptoir général d'achat et de vente des tabacs ;

Vu la délibération n° 74-61 du 30 mai 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 2014 AE du 1er juin 1974 modifiant et complétant la délibération n° 74-2 du 9 janvier 1974 susvisée, fixant les taux de droits de consommation applicables aux tabacs ;

Vu la délibération n° 78-62 du 6 avril 1978 rendue exécutoire par arrêté n° 1818 AA du 26 avril 1978 portant modification des taux de droits de consommation applicables aux tabacs ;

Vu l'arrêté n° 2015 AE du 1er juin 1974 approuvé en conseil de gouvernement dans sa séance du 1er juin 1974 déterminant le décompte d'établissement du prix de vente des cigarettes, cigares, cigarillos et tabacs sur le territoire de la Polynésie française, et habilitant le chef du service des affaires économiques, à homologuer sur justifications comptables, tout nouveau prix de vente au détail des marques de cigarettes, cigares, cigarillos et tabacs à la consommation sur le territoire ;

Vu les justifications comptables,

Décide :

Article 1er.— Sont homologués pour compter du 24 mars 1980 les prix de vente au détail, à Tahiti, des tabacs ci-après :

*The Sailor*, (paquet de 35 grs), 1.542 FCP le kilo, soit 54 FCP le paquet ;  
*Granger*, (pochettes), 2.005 FCP le kilo, soit 80 FCP le paquet de 40 grs.  
*Granger* (boîtes), 2.005 FCP le kilo, soit 794 FCP la boîte de 396 grs.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 mars 1980.

L. SAVOIE.

## AVIS OFFICIELS

### SERVICE DES DOUANES

#### COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane.

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

Période du 15 avril au 30 avril 1980 inclus.

| P A Y S                | DEVICES           | Cours<br>en Francs<br>Pacifique |
|------------------------|-------------------|---------------------------------|
| Belgique.              | 1 franc belge     | 2,61                            |
| Suisse.                | 1 franc suisse    | 45,23                           |
| Italie.                | 100 lires         | 9,05                            |
| Etats-Unis.            | 1 dollar U.S.A.   | 79,08                           |
| Australie.             | 1 dollar          | 86,46                           |
| Nouvelle-Zélande.      | 1 dollar          | 75,11                           |
| Canada.                | 1 dollar canadien | 67,32                           |
| Hong-Kong.             | 1 dollar          | 16,02                           |
| Singapour.             | 1 dollar          | 35,38                           |
| Fidji.                 | 1 dollar          | 92,73                           |
| Allemagne Occidentale. | 1 deutsch mark    | 42,09                           |
| Pays-Bas.              | 1 florin          | 38,40                           |
| Suède.                 | 1 couronne suéd.  | 18,09                           |
| Norvège.               | 1 couronne norv.  | 15,60                           |
| Danemark.              | 1 couronne dan.   | 13,54                           |
| Autriche.              | 1 schilling       | 5,89                            |
| Espagne.               | 1 peseta          | 1,10                            |
| Portugal.              | 1 escudo          | 1,57                            |
| Japon.                 | 100 yens          | 30,45                           |
| Grande-Bretagne.       | 1 livre sterling  | 173,72                          |

### SERVICE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS

Permis délivrés le 3 mars 1980 :

N° 79-1158-6 IDV/AU, M. le conseiller-maire de la commune de Moorea-Maiao, terrain communal Paopao (com. Moorea-Maiao), 1 extension d'école primaire ;

N° 80-151-1, M. Tanemaruatoa Tugarue, lot 17 terre Orueiti PK 13 c/montagne Punaauia, 1 maison d'habitation, 1 garage, 1 terrasse couverte ;

N° 80-154-1, M. Teriitaria Teriieroo Hiro, parc. E terre Mamu lot 2 PK 16.6 c/mer Papehoo (com. Hitiaa O Te Ra), 1 maison d'habitation ;

N° 80-156-1, M. Edmond Terihaue, parc issue terre Vaioo et Pohue PK 15,5 c/montagne Papehoo (com. Hitiaa O Te Ra), 1 maison d'habitation ;

N° 80-182-1, M. Gustave Pater et Mme Vélia Neumann, lot 13 dom. Tiahura (Quesnot) Haapiti (com. Moorea-Maiao), 1 maison d'habitation, 1 annexe-garage ;

N° 80-185-1, M. Edouard Piquet, parc. 99 lotis. Aute II Pirae, 1 villa ;

N° 80-188-1, M. Gaston Pahoeani, lot 56 terre mission catholique, Route Pte Vénus Mahina, 1 maison d'habitation ;

N° 80-192-1, M. Wong dit Tin Léon, lot 3 terre Mataitaria, après le magasin Are Paopao (com. Moorea-Maiao), 1 maison d'habitation ;

N° 80-198-1, M. Augustin Line, lot 18 lotis. Moanarama Mahina, 1 maison d'habitation ;

N° 80-209-1, M. Jacques Cadet et Sci Punavai, lots 4 et 8 lotis. Punavai Montagne Punaauia, 1 terrassement, murs de soutènement, 1 piscine ;

N° 80-213-1, M. Viri Teahio, lot A4 lotis. Torea PK 38 c/montagne Papara, 1 maison d'habitation ;

N° 80-214-1, M. et Mme Jean Pierre Savoie, lot 3 lotis. Vaipahu Papara, 1 maison d'habitation ;

N° 80-216-1, M. Charles Tapare-Pin, lot 3 terre Maraai PK 7 c/montagne Pueu (com. Talarapu Est), 1 maison d'habitation ;

N° 80-217-1, Mlle Ketty Hopuare, lot 3 terre Ateni PK 17,7 Punaauia, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 6 mars 1980 :

N° 80-46-3 IDV/AU, M. Tetopata Arakino, parc. lot A8 terres Vaiahatai 1, Vaiahatai, Tevari et Faarua, PK 4,5 c/mer Qtier Ganivet Faaa, 1 maison d'habitation ;

N° 80-194-1, Mme Marie Colette Villarmora, parc. A issue partage lot 6 pté Sandford PK 39 c/mer Papara, 1 maison d'habitation ;

N° 80-205-1, Mme Lytha Tehei, lot 4 issu lotis. parc. terre Atipuhi PK 8,1 c/mer Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 80-219-1, M. Alastair Mackintosh, parc. A terre Toretorea 2 PK 18,5 c/mer Papehoo (com. Hitiaa O Te Ra), 1 maison d'habitation ;

N° 80-222-1, M. Jean Joussin, Parc. 2 lot 6 partage terre Tataraoahua, à 1,500 m environ Route Ceinture Faaa, 1 maison d'habitation ;

N° 80-225-1, M. Léon Devon, parcelle terre à Faaa (carrefour RDO-route de Pamatai), 1 maison d'habitation ;

N° 80-227-1, M. et Mme Richard Teahoro, lot 1 terre Pae-paeiriiri 2 PK 11,9 Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 80-231-1, M. Maxime Teiva, terre Ahototuana 2 PK 17,1 c/mer Papehoo (com. Hitiaa O Te Ra), 1 maison d'habitation ;

N° 80-232-1, M. Tevaruarai Tama, lot 75 lotis. Papehue Paea, 1 maison d'habitation ;

N° 80-238-1, Mme Mote Salmon, lot 15 lotis. Punavai Montagne Punaauia, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 10 mars 1980 :

N° 79-1127-2 IDV/AU, M. Jack F. Rolley, lot 1 résid. Jambolana PK 11,4 c/montagne Punaauia, 1 modification maison d'habitation ;

N° 80-126-2, M. Hubert David, lot 9 lotis. Nahoata Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 80-147-2, M. Jacky Mahuta, pté Moore PK 27,5 près magasin Maraia Paea, 1 bâtiment (maison et entrepôt) ;

N° 80-184-1, M. Henri Hui, parc. 2 détachée lot 4 B terre Matatevai, près lotis. Tetianina Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 80-212-1, M. Léon Tehei, parc. B terre Vaitahuri II PK 11,9 c/montagne Punaauia, 1 maison d'habitation, 1 garage, 1 terrasse couverte;

N° 80-220-1, Mme Vve Tehaurai née Taurua, lot 5 plan partage terre Teiriiri-Vaipoopoo PK 9,7 c/montagne Mahina, 1 maison d'habitation;

N° 80-241-1, M. Ruben Ebb, lot 22 îlot A lotis. Puurai Faaa, 1 aménagement d'un garage couvert;

N° 80-243-1, Mme Matira Winchester, lot 102 lotis. Tahua Rahi Mahina, 1 mur de soutènement;

N° 80-244-1, M. Alain Brun, lot 26 lotis. Mahina Tahua Iti Mahina, 1 maison d'habitation;

N° 80-245-1, M. et Mme Maurice Bourat, lot 141 lotis. Taina Punaauia, 1 maison d'habitation, 1 piscine;

*Permis délivrés le 13 mars 1980 :*

N° 79-746-3 IDV/AU, M. et Mme Henri Van Bastolaer, lot 4 terre Neetao-Atimomoa PK 10,8 c/mer Vairao, 1 garage plus débarras, plus douche;

N° 80-170-2, M. Frédéric Taurua, lot 2 pté Victor Aumérain près lotis. Socrédo PK 10,8 Mahina, 1 maison d'habitation;

N° 80-208-1, M. Jean Temarii, lot 1 terre Vaitiamanino PK 13,8 c/mer Punaauia, 1 maison d'habitation;

N° 80-211-1, Mlle Vahineparoo Teuira, terrain sis à Mahina PK 11,7 près du C.E.A., 1 maison d'habitation;

N° 80-224-1, M. Daniel Holozet, lot 3 lot 6 terre Tataraoahua Faaa, 1 maison d'habitation;

N° 80-234-1, M. John Cheng Chui, lot 27 lotis. Rodolphe Jamet PK 5 rte plateau Taravao Afaahiti (com. Taïarapu Est), 1 maison d'habitation;

N° 80-239-1, La société Vaipoopoo s/c de M. Roger Laise, gérant, lot 4 terre Vaipoopoo PK 5,5 près nouvelle mairie Arue, 1 finition d'un bâtiment, 1 adjonction d'1 étage;

N° 80-242-1, M. Eric Bonno, lot 4 terre Terua Arue, 1 maison d'habitation;

N° 80-247-1, M. John Aromaiterai, lot 3 issu lot 14 dom. Atimaono rte Carrière PK 39,5 Papara, 1 porcherie;

N° 80-251-1, Mme Vve Georgina Teriiti, lot 3 terre Vaimaia 2 PK 2,4 c/montagne Auae-Faaa, 1 maison d'habitation;

N° 80-253-1, M. et Mme Charles Picard, lot 3 terre Teaa 2 PK 52,5 c/montagne Faaone (com. Taïarapu Est), 1 maison d'habitation;

N° 80-260-1, Mme Mireille Tarati, terre Tetahua 2 PK 44,5 c/montagne Mataiea (com. Teva I Uta), 1 maison d'habitation sans garage;

*Permis délivrés le 17 mars 1980 :*

N° 78-565-3 IDV/AU, M. le dteur du service de l'aviation civile, la Site Tepa Faaa-Pamatai, 1 centre de réception déporté;

N° 80-197-1, M. Michel Pataconi-Sylvestrini, lot 4 groupe A lotis. Mahana Nui Paea, 1 maison d'habitation;

N° 80-215-2, M. Tavita Teuira, terre sise près du stade de Mahina, route de la Pte Vénus, 1 salle de massage;

N° 80-248-1, M. Marc Javanaud, lot 45 lotis. Mahinarama Mahina, 1 maison d'habitation;

N° 80-249-1, M. Victor Teriieroo, lot 5 terre Tepaa 2 PK 39,5 Hitiaa (com. Hitiaa O Te Ra), 1 maison d'habitation;

N° 80-252-1, Mme Louise Chang Yuk Shan, lot 191 îlot F lotis. Puurai Faaa, 1 garage couvert, 1 dalle - terrasses couvertes, 1 clôture, 1 portail pour voiture;

N° 80-258-1, M. Raymond Cipolin, lot 97 lotis Aute II Pirae, 1 maison d'habitation;

N° 80-259-1, M. et Mme Charlot Hamblin, parcel. dom. Outumaoro 1 près du drive-in Punaauia, 1 maison d'habitation;

N° 80-263-1, M. Gilles Malinowski, lot 33 lotis. Moanarama Mahina, 1 maison d'habitation;

N° 80-265-1, M. Philippe Degage, parcel. terre sise à Arue, 1 maison d'habitation;

N° 80-270-1, Mlle Juanita Domingo, parcel. pté Passard PK 22,5 c/mer Paea, 1 maison d'habitation;

N° 80-271-1, M. William Maufay, lot B terre Marevaura PK 11,3 Punaauia, 1 maison d'habitation;

N° 80-279-1, M. Elma Teremate, parcel. A terre Faafaa 2 PK 16,2 c/montagne Punaauia, 1 maison d'habitation;

*Permis délivrés le 18 mars 1980 :*

N° 78-796-4 IDV/AU, M. Jacques Lucas, lot 6 issu partage terres Atitama, Atimoua, Tehitiapa, Tohitohiparau, Tamaehaa, Tehooura et Vaitaua au PK 49 à Faaone (com. Taïarapu Est), 1 remblai d'une concession maritime, 1 chemin de pénétration;

*Permis délivrés le 20 mars 1980 :*

N° 79-637-3, La société Sangue S.A., lots 1 et 2 pté Teariki (com. Taïarapu Est), 1 usine d'ensilage de grains;

N° 79-962-2, M. Michel Ribet, lot A dom. de Papehuc PK 18,2 c/mer Punaauia, 1 modification de maison d'habitation;

N° 79-1087-4, M. Joseph Chin King, lot 26 îlot A lotis. Puurai Faaa, 1 agrandissement (extension du magasin en snack);

N° 80-142-2, M. Wong Youn Lime, terre Matatia PK 10,8 c/montagne Punaauia, 1 maison d'habitation, 1 clôture;

N° 80-149-3, Mlle Yolande Averii Teriitaumihau, parc. C lot 1 issu parc. A anc. pté Sage Punaauia, 1 maison d'habitation (extension);

N° 80-240-1, M. Louis Farahei, lot 342 îlot J lotis. Puurai Faaa, 1 modification, 1 mur de soutènement;

N° 80-254-1, La société d'aquaculture du Pacifique (aquacole), terrain Germain Lévy près de l'Auberge du Pari, Teahupoo (com. Taïarapu Ouest), 1 bâtiment de service (ferme aquacole);

N° 80-256-2, M. le député-maire de Pirae, terrain domanial Pirae, 1 salle de repos à l'école Tuterai Tane;

N° 80-269-1, M. Willy Robson, lot 1 lotis. Tehapatoa Faaa, 1 mur de soutènement (implantation modifiée);

N° 80-273-1, M. et Mme André Chenon-Coulin, lot 2 terre Purima II PK 15,5 c/montagne Punaauia, 2 maisons d'habitation jumelées avec terrasses couvertes et garage;

N° 80-282-1, M. Viri Marurai, terre Teiriiri 6 PK 28,5 c/mer Tiarei (com. Hitiaa O Te Ra), 1 maison d'habitation;

N° 80-285-1, M. Joseph Wan Soi Pan, lot 8 parc. 2 terre Tepahi PK 12,6 vallée Ahonu c/montagne Mahina, 1 maison d'habitation;

N° 80-286-1, Mme Solange Chengue, lot 11B lotis. Mahaiatea Papara, 1 maison d'habitation;

N° 80-288-1, M. Fat Tchang Tchou, lot 17 lotis. Les Vini Pirae, 1 extension de maison d'habitation;

*Permis délivré le 21 mars 1980 :*

N° 80-176-2 IDV/AU, Mme Suzanne Poroi née Callaway, la terre Tetoaraa PK 2 route de Tautira Afaahiti (commune de Taïarapu Est), maison d'habitation n° 1;

*Permis délivré le 24 mars 1980 :*

N° 79-683-2, M. Willy Robson, lot 1 lotis. Tehapatoa Faaa, 1 changement d'implantation;

*Permis délivrés le 25 mars 1980 :*

N° 80-55-2, M. Daniel Beaudet, lot 1 issu partage terre Puihi 1 Pirae, route Belvédère, 1 mur de soutènement, 1 réaménagement chambre et salle d'eau, 1 extension atelier;

- N° 80-71-2, M. André Bambridge, parc. C lot 2bis terre Tehau PK 23,4 c/mont. Paea, 1 boulangerie ;
- N° 80-226-2, Mlle Juanita Taaviri, terre dom. Tupaituhituhi PK 33,9 c/mont. Papara, 1 nivellement ;
- N° 80-246-1, M. Georges Malinowski, parc. terre Teniuporore Vairao (com. Taiarapu Ouest), 1 maison d'habitation ;
- N° 80-272-1, M. Max Fodel, parc. terre Mataitaria près de la mairie de Paopao (com. Moorea-Maiao), 1 maison d'habitation, 1 garage, 1 terrasse ;
- N° 80-281-1, Mme Irène Bernardino, terre Eugénie PK 40,3 Papara, 1 garage pour engins ;
- N° 80-289-1, M. et Mme Noël Li, parc. A terre Amahinatai 1 rte Pte Vénus Mahina, 1 maison d'habitation ;
- N° 80-294-1, M. Alfred Normand, lot 3 lotis. Rupe Mataoa PK 34,5 c/mer Papara, 1 maison d'habitation ;
- N° 80-295-1, M. François Teriitehau, lot 11 terre Patahuae Faaa, 1 maison d'habitation ;
- N° 80-301-1, M. Gilles Clark, lot 5 terre Teiriiri Mahina, 1 maison d'habitation, 1 garage, 2 terrasses ;
- N° 80-190-1, M. Gérard Teamo, lot 4 extension lotis. Tehaho Pirae, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 27 mars 1980 :

- N° 75-365-2 IDV/AU, M. François Lo, lot n° 14 lotis. Vetea I Pirae, 1 agrandissement d'1 maison d'habitation ;
- N° 77-671-2, La S.A. Caudèle, lot n° 14 A propriété Isabelle Cowan Arue, 1 construction et prolongement d'1 hangar ;
- N° 78-1014-2, M. Léon Glau, parcelle issue parcelles B, C, D et E lot 2 ancien domaine Jamet Pirae, 1 agrandissement salle de jeux ;
- N° 79-739-2, M. Eugène et Mme Viléa Sandford, lot D lot n° 2 plan partage terres Faatia et Teapiri Faaa, 1 modification intérieure d'1 maison d'habitation ;
- N° 80-124-2, M. Jean Tamarii, lot C lot 18 domaine Labbé Pirae, 1 maison d'habitation ;
- N° 80-262-1, Mme Yap Yee Soi Yap Yee, terrain sis à Paea PK 23,700, 1 agrandissement plus 1 aménagement d'1 magasin ;
- N° 80-287-1, M. et Mme Etienne Vanaa, lot n° 316 lotis. Puurai Faaa, 1 agrandissement d'1 logement ;
- N° 80-291-1, Mme Monique Teahui, lot n° 1 parcelle A terre Ativavau 1 Paea PK 19,200 c/mer, 1 maison d'habitation suivant plan type LE 14 sans la 2e salle d'eau ;
- N° 80-299-1, Mme Lew née Yen Lane Chung Tem Loy, lot n° 4 propriétaire Badot PK 22,100 Paea, 1 maison d'habitation ;
- N° 80-300-1, M. et Mme Jean Low, parcelle n° 211 lotis. Vetea II, 3e tranche Pirae, 1 maison d'habitation ;
- N° 80-303-1, M. Michel Mouphas, lot n° 5 lotis. Tetianina Pirae, 1 agrandissement plus 1 modification d'1 maison d'habitation ;
- N° 80-306-1, M. Pierre Vanquin, lot n° 28 lotis. Opaerahi, 2e tranche Mahina PK 11,500, 1 maison d'habitation ;
- N° 80-313-1, M. Bernard Bourgeois, lot n° 12 groupe A de la S.C.I. Paea (lotis. Mahananui), 1 maison d'habitation ;
- N° 80-314-1, Mlle Glorinda Tchoung Yao, terre Amae I Tiarei (com. Hitiaa O Te Ra) PK 25 c/montagne, 1 maison d'habitation suivant plan type LE 1 sans garage ;
- N° 80-315-1, M. et Mme Ruia Flohr, parcelle terre domaine Atger Papenoo (com. Hitiaa O Te Ra) PK 14,800 c/montagne, 1 maison d'habitation ;
- N° 80-167-2, M. Alexis et Mme Lisette Frogier, le lot n° 1 terre Tahutumu Auae - Faaa, 1 maison d'habitation suivant plan type LE 8.

## INSPECTION DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES

### CONSEIL D'ARBITRAGE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le conseil d'arbitrage de la Polynésie française composé de :

- M. Paul GOMEZ, président du tribunal supérieur d'appel, président,

- Mme Jacqueline MONTARON,

et M. Charles DEANE, désignés en qualité d'assesseurs par arrêté n° 3289 du 24 janvier 1980 du haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire,

- M. Jean-Michel CAILLIAU, juge d'instruction au tribunal de première instance de Papeete, désigné en qualité de rapporteur, par décision n° 3-1 du 30 janvier 1980 du président du tribunal supérieur d'appel,

- Marc SUN, greffier au tribunal supérieur d'appel, secrétaire,

s'est réuni sur convocation de son président les 14, 18 et 22 février 1980 au palais de justice pour statuer dans le différend collectif entre d'une part la C.S.E.B.T.P.F. (chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics en Polynésie française) ci-dessous désignée "chambre syndicale" et d'autre part la F.S.P.F. (fédération des syndicats en Polynésie française) et l'U.S.A.P. (union des syndicats autonomistes polynésiens).

Après avoir entendu M. CAILLIAU en son rapport, M. TIXIER, président de la chambre syndicale, représentant la C.S.E.B.T.P.F. et M. TAUFU, président de la F.S.P.F., représentant la F.S.P.F. et l'U.S.A.P., en leurs explications, et après en avoir délibéré, le conseil d'arbitrage a rendu la sentence arbitrale suivante :

#### I PROCEDURE DE SAISINE

Le conseil d'arbitrage a d'abord examiné la validité de sa saisine.

Le 26 novembre 1979, la F.S.P.F. a dénoncé à l'inspecteur du travail et des lois sociales le différend collectif l'opposant aux entreprises du bâtiment et des travaux publics représentées par le syndicat patronal en précisant que le différend collectif reposait sur les faits suivants :

" lors de la réunion du 12 septembre 1978, l'indice du coût de la vie est passé à 181,37 points soit un accroissement de 7,30 % depuis mars 1978. C'est pourquoi il avait été décidé de revaloriser les salaires minima, catégoriels, pour compter du 1er novembre 1978 pour, à la fois, compenser (à titre de rattrapage) le décalage constaté et anticiper sur le taux de variation de l'indice qui seront observés du 1er novembre 1978 au 1er novembre 1979 par une augmentation de l'ordre de 6 % le 1er mai 1979 pour éviter une perte du pouvoir d'achat des travailleurs".

La F.S.P.F. précisait que l'augmentation n'a jamais eu lieu et que la grille des salaires proposée par " le patronat " ne reflétait pas l'accroissement du coût de la vie, soit 11,96 % entre le 1er novembre 1978 et le 1er novembre 1979, augmentation qui aurait dû être reportée selon la F.S.P.F. intégralement sur les bas salaires.

La F.S.P.F. demandait donc le déclenchement de la procédure de conciliation pour que soit appliquée sur les salaires des catégories 1 à 5 l'augmentation de 12,50 % correspondant à l'accroissement du coût de la vie entre septembre 1978 et novembre 1979 (indices respectifs 183,37 et 204,08).

La F.S.P.F. précisait que pour les autres catégories le principe de l'application d'une courbe dégressive de 80 % à 60 % soit appliqué.

Le 13 décembre 1979 l'inspecteur du travail et des lois sociales dressait un procès-verbal de non-conciliation, rappelant que la F.S.P.F. et l'U.S.A.P. réclamaient une augmentation minima des salaires de 11,96 % à compter du 1er janvier 1980, en tenant compte du principe de la dégressivité, proposant la grille salariale suivante :

- 1re catégorie MO : 184,73 F de l'heure  
soit . . . . . 32.019 F par mois,
- 2e catégorie MF ou MS : 190,33 F de l'heure  
soit . . . . . 32.990 F par mois,
- 3e catégorie OSI : 201,52 F de l'heure  
soit . . . . . 34.929 F par mois,
- 4e catégorie : OS2 : 213,66 F de l'heure  
soit . . . . . 37.034 F par mois,
- 5e catégorie OP1 : 252,60 F de l'heure  
soit . . . . . 43.679 F par mois,
- 6e catégorie OP2 : 290,70 F de l'heure  
soit . . . . . 50.387 F par mois,
- 7e catégorie OP3 : 349,32 F de l'heure  
soit . . . . . 60.652 F par mois,

#### Chef d'équipe :

- 1er échelon : 284,88 F de l'heure soit 49.378 F par mois,
- 2e échelon : 323,00 F de l'heure soit 55.985 F par mois,
- 3e échelon : 360,60 F de l'heure soit 62.516 F par mois,

De son côté la chambre syndicale s'en tenait à l'accord signé le 12 novembre 1979 avec la C.T.A.P. (centrale des travailleurs autonomistes polynésiens), enregistré au secrétariat du tribunal du travail le 15 novembre 1979 et rendant applicable à compter de cette dernière date la grille salariale suivante :

- 1re catégorie MO : 175 F de l'heure  
soit . . . . . 30.333 F par mois,
- 2e catégorie MF ou MS : 185 F de l'heure  
soit . . . . . 32.066 F par mois,
- 3e catégorie OS 1 : 195 F de l'heure  
soit . . . . . 33.799 F par mois,
- 4e catégorie OS 2 : 210 F de l'heure  
soit . . . . . 36.399 F par mois,
- 5e catégorie OP1 : 240 F de l'heure  
soit . . . . . 41.599 par mois,
- 6e catégorie OP2 : 280 F de l'heure  
soit . . . . . 48.532 F par mois,
- 7e catégorie OP3 : 335 F de l'heure  
soit . . . . . 58.066 F par mois,

#### Chef d'équipe :

- 1er échelon : 270 F de l'heure soit 46.799 F par mois,
- 2e échelon : 320 F de l'heure soit 55.466 F par mois,
- 3e échelon : 350 F de l'heure soit 60.665 F par mois.

Au surplus la chambre syndicale s'engageait à participer à une nouvelle commission mixte paritaire dans le courant du mois de février 1980.

L'expert désigné, M. Michel LEFEVRE, déposait ses recommandations le 3 janvier 1980.

#### Il proposait :

1°) que l'article 3 organisant la révision des salaires minima dans la convention collective du bâtiment et des travaux publics soit rédigé à nouveau comme suit " en vue de la révision annuelle des salaires minima catégoriels les parties conviennent :

1) de fixer au mois de novembre une grille des salaires pour la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année suivante sur la base :

- a) de l'évolution de l'indice des prix de détail à la consommation familiale au cours des douze mois précédents ;
- b) de l'à-valoir éventuel constaté conformément au paragraphe suivant ;
- c) de la dégressivité des augmentations de salaires.

2) de se rencontrer au mois de juillet pour constater si durant les six premiers mois de l'année l'augmentation des prix à la consommation familiale n'a pas été supérieure à la moitié de l'augmentation de salaires accordée pour l'année en cours. En ce cas, le dépassement constaté constituerait un à-valoir lors de l'élaboration de la grille des salaires pour l'année suivante.

3) de renégocier cet article au cas où le mode de calcul de l'indice des prix à la consommation familiale venait à être modifié et au cas où les salaires minima catégoriels de la profession venaient à être pris en compte dans la révision des marchés publics aux lieu et place du salaire minimum interprofessionnel garanti. "

2°) que les salaires minima catégoriels du secteur du bâtiment et des travaux publics soient augmenté de 12 % pour compter du 1er janvier 1980 en tenant compte de la dégressivité définie par la convention collective de la profession. Cette augmentation inclut le 6 % précédemment accordés le 12 novembre 1979 "

L'expert rendait au surplus ces deux recommandations indissociables.

Le 9 janvier 1980, la chambre syndicale faisait opposition à ces recommandations.

Le 14 janvier 1980, l'inspecteur du travail et des lois sociales saisissait le conseil d'arbitrage.

## I — ARGUMENTS DES PARTIES

### A — POSITION DE LA CHAMBRE SYNDICALE

La chambre syndicale a fait connaître au conseil d'arbitrage qu'elle avait formé opposition à la recommandation de l'expert parce que celle-ci entraînait, en cas d'acceptation, une modification non prévue de la convention collective et parce que la situation économique ne permettait pas une augmentation de salaire aussi importante que celle qui était envisagée par l'expert.

En ce qui concerne, la modification de la convention collective, la chambre syndicale fait observer que l'expert n'était pas saisi de cette question.

En ce qui concerne les salaires, la chambre syndicale souligne les points suivants :

- un accord était intervenu le 25 septembre 1979 avec l'ensemble des syndicats salariés sur la grille des salaires qui, prévue initialement pour le 1er janvier 1980, a été avancée au 15 novembre 1979. Cet accord, pris en présence du représentant de la F.S.P.F., M. Taero, a été ensuite repoussé par cette fédération qui est seule maintenant avec l'U.S.A.P. à ne pas souscrire à l'accord et ce, à l'instigation de M. Taufa, son président.

- il n'est nullement précisé à la clause d'augmentation des salaires de la convention collective que ladite augmentation doit être automatiquement proportionnelle à l'augmentation du coût de la vie.

- jusqu'à présent l'augmentation intégrale du coût de la vie avait été appliquée sur les salaires de basse catégorie. Le 1er novembre 1978, il a même été procédé à une anticipation sur l'augmentation du coût de la vie (26,15 % d'augmentation des salaires pour une diminution de 3,25 % de l'indice du coût de la vie).



- le secteur du bâtiment traverse une crise assez grave et les entreprises ne peuvent pas anticiper sur une éventuelle hausse du coût de la vie en augmentant par avance leurs salaires alors que leurs charges d'exploitation ne font que croître.

Il y a eu de nombreux licenciements, beaucoup d'appels d'offres n'ont pas abouti, les marchés potentiels en logements sociaux sont toujours bloqués, le volume des travaux du secteur privé, pour l'exercice 1980 ne peut pas compenser la réduction des plans de charge du secteur public, ce dernier secteur est pratiquement inexistant en 1980.

Les entreprises ne peuvent donc pas, en règle générale, répercuter en cours de travaux les hausses de salaires.

- du 15 novembre 1977 au 1er novembre 1979, l'indice général des prix a augmenté de 22,80 %, alors que, pour la même période, les salaires minima du bâtiment ont augmenté de 34,61 % et ce malgré une diminution de l'indice entre le 1er septembre 1979 et le 1er janvier 1980 de 3,41 %.

### B — ARGUMENTS DE LA F.S.P.F. ET DE L'U.S.A.P.

La F.S.P.F. et l'U.S.A.P. ne demandent pas, devant le conseil d'arbitrage, la modification de la convention collective.

En ce qui concerne l'augmentation de salaire, la F.S.P.F. estime que les arguments présentés par la chambre syndicale doivent être rejetés.

- la situation économique dans le secteur du bâtiment n'est pas aussi mauvaise que le décrit la chambre syndicale, dans le secteur public, il y a toujours une masse de crédits budgétaires à peu près constante tous les ans.

- les hausses de salaires peuvent être répercutées par les employeurs dans les futurs marchés, et elles ont été prises en compte, avant même leur intervention, dans les marchés en cours, au moment de leur élaboration.

- les syndicats estiment que les salariés ne doivent pas supporter les conséquences du ralentissement de l'activité, dès lors qu'ils ne réclament que l'augmentation du coût de la vie.

A cet égard, la F.S.P.F. fait observer qu'elle a réduit la demande d'augmentation à 11,96 % pour tenir compte de la diminution de l'indice du coût de la vie.

### III MOTIFS DE LA DECISION

Le conseil d'arbitrage fait communiquer des documents sur la situation des crédits budgétaires au cours des dernières années, sur celle de la main-d'œuvre et, également sur le chiffre d'affaire des entreprises du secteur concerné.

Il a également entendu le chef du service de l'équipement et le chef du service de la main-d'œuvre pour tenter de se faire préciser dans quelles mesures il pouvait y avoir une crise actuelle ou prévisible dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Il ressort de l'étude des éléments du dossier que le secteur du bâtiment et des travaux publics connaît effectivement depuis plusieurs mois, un net ralentissement de son activité dû à plusieurs facteurs :

1°) la période d'expansion des années précédentes au cours desquels les besoins en main-d'œuvre étaient importants et l'augmentation des salaires très rapide, paraît avoir pris fin.

2°) il y a un transfert de la nature des travaux dans la mesure où les travaux publics qui nécessitent moins de main-d'œuvre l'emportent de plus en plus sur la construction proprement dite.

3°) en raison du coût croissant de la construction, les communes, qui ont des besoins en construction importants, ont de plus en plus tendance à assurer les travaux elles-mêmes afin d'obtenir par le procédé de la régie des économies.

4°) l'avenir du secteur de la construction et des travaux publics est dans une période d'incertitude. Il n'est pas possible, actuellement, de prévoir quels seront les choix du territoire dans ce secteur.

Ces constatations conduisent à penser que l'époque où le secteur du bâtiment et des travaux publics connaissait une augmentation des salaires largement supérieure à celle du coût de la vie est pour l'instant terminée.

Il n'en reste pas moins qu'il paraît impossible, pour le conseil d'arbitrage, que les salariés ne bénéficient pas d'une augmentation des salaires égale à celle du coût de la vie.

Pour cette raison, la position de la chambre syndicale qui maintient sa position d'accorder 6 % d'augmentation à compter du 15 novembre 1979 ne peut pas être retenue.

Le conseil d'arbitrage estime que cette position de la centrale syndicale qui n'a pas varié au cours des investigations, peut s'expliquer au moins en partie par les péripéties qui ont marqué les discussions entre partenaires sociaux au cours des réunions de la commission mixte paritaire et plus particulièrement au fait que le président de la F.S.P.F. soit revenu sur l'acquiescement qui avait été donné par le représentant de la fédération à un projet d'accord intervenu le 25 septembre 1979.

A cet égard, il semble que la chambre syndicale ne sera pas opposée à faire évaluer sa position dans le cadre de la commission mixte paritaire.

Ces difficultés circonstancielles ne doivent pas faire oublier le problème essentiel que le conseil d'arbitrage circonscrit de la manière suivante :

- il est indispensable, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie, que les salariés bénéficient d'un accroissement de salaire au moins égal à cette augmentation, compte tenu de ce qu'ils n'ont pas eu d'augmentation depuis le 1er novembre 1978 sauf à tenir compte de l'augmentation de 6 % en vigueur depuis le 15 novembre 1979.

- il faut tenir compte des difficultés que connaissent les entreprises des secteurs du bâtiment et des travaux publics.

Pour ces raisons, le conseil d'arbitrage estime qu'il serait équitable de procéder à une augmentation de 11,96 % des salaires, cette augmentation s'appliquant aux catégories de salariés ayant les salaires les moins importants, la dégressivité conventionnelle s'appliquant pour les autres catégories de salariés.

Selon le conseil d'arbitrage, il serait raisonnable de fixer au 1er janvier 1980, la date d'entrée en vigueur de cette augmentation, afin de ne pas accroître la charge financière des entreprises en fixant une rétroactivité de l'application de l'augmentation plus importante et pour que les salaires ne prennent pas un retard plus important que celui qui existe actuellement en fixant l'application de l'augmentation à la date de la présente sentence arbitrale.

### DECISION

Article 1er. — Le conseil d'arbitrage estime que dans le secteur du bâtiment et des travaux publics les salaires de la catégorie de salariés percevant les salaires les moins importants doivent être augmentés de 11,96 % par rapport au salaire défini en novembre 1978.



Art. 2.— Cette augmentation devrait s'appliquer avec la dégressivité conventionnelle pour les autres catégories de salariés.

Art. 3.— La date d'application de cette augmentation devrait être le 1er janvier 1980.

Art. 4.— La présente décision sera communiquée sans délai par le secrétaire du conseil d'arbitrage à l'inspecteur du travail et des lois sociales qui la notifiera immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, aux présidents de la C.S.E.B.T.P.F. (chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics en Polynésie française) et la F.S.P.F. (fédération des syndicats en Polynésie française) et l'U.S.A.P. (union des syndicats autonomistes polynésiens), et procédera aux publications prescrites par l'alinéa 6 de l'article 217 du code du travail.

Fait à Papeete, le 26 février 1980.

*Le Président du tribunal supérieur d'appel,  
Président du conseil d'arbitrage,*

Paul GOMEZ.

*Les assesseurs,*

Jacqueline MONTARON.

Charles DEANE.

*Le secrétaire,  
Marc SUN.*

## ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 80-14 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Désiré Faoa, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une porcherie dans la commune associée de Vairao, commune de Taiarapu-Ouest, sur une parcelle de la terre Vorihoro 2, P.K. 11,800 côté montagne, 200 m environ avant le pont Vavi et à 200 m environ de la route de ceinture (route territoriale n° 4), une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 25 avril 1980 et jusqu'au 24 mai 1980.

Cette installation abritera :

- 1 verrat ;
- 12 truies ;
- 50 porcelets.

M. Philippe Raust, docteur-vétérinaire de l'économie rurale, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (Service de l'économie rurale, section élevage à Pirae, Téléphone 2.81.47).

Papeete, le 4 avril 1980.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement,  
du territoire,*

F. DUPUY.

## ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 80-16 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Claude Folliot de Fierville, mandataire de la société COTTEXMA, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un atelier d'impression sur tissus, dans la commune de Papeete, sur le lot E 12 du lotissement de la zone industrielle de Fare Ute, une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 25 avril 1980 et jusqu'au 10 mai 1980.

Cette installation comprendra :

- 1 four à polymériser les tissus ;
- 1 laveur d'écran ;
- 1 générateur ;
- 1 affuteuse de raclettes ;
- 2 tables d'impression ;
- 3 séchoirs.

M. Eugène Pouira, contrôleur d'urbanisme, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (Service de l'aménagement du territoire, section urbanisme opérationnel et construction, Immeuble administratif A 1, Rue du Commandant Destremeau, B.P. 866, téléphone 2.46.50).

Papeete, le 4 avril 1980.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement,  
du territoire,  
F. DUPUY.*

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES

#### INSCRIPTIONS REÇUES AU REGISTRE DU COMMERCE PENDANT LE MOIS DE FEVRIER 1980

- N° 9181 A du 1er février, Puaraï Terorotaharii, Pueu
- N° 9182 A du 4 février, Tapuhiri Bernard, Arue
- N° 9183 A du 4 février, Mereta Iotua, Arue
- N° 9184 A du 4 février, Asoun René Ki You, Faaa
- N° 1203 B du 4 février, SARL Acconage Alphonse Tehihira, Hamuta
- N° 9184 A du 4 février, Rosenthal Tekura, Paea
- N° 9186 A du 4 février, Teinauri Josette Tauiiti, Faaa
- N° 1204 B du 5 février, SARL Rosetahi, Papeete c/o étude de Me Lequerré
- N° 9187 A du 5 février, Contini Jérôme, Arue
- N° 1205 B du 6 février, SARL Proforma, Papeete allée P. Loti
- N° 9188 A du 7 février, Mou Fat Ah King, Papenoo
- N° 9189 A du 7 février, Mou Ah Ley Clément, Arue

N° 9190 A du 7 février, Yeung Yin Ping, Arue PK 3,200  
 N° 9191 A du 7 février, Gobrait Miranda, Faaa  
 N° 9192 A du 7 février, Delahaye Guy, Bourrail (Nouméa)  
 N° 9193 A du 8 février, De Kerpezdron Lionel, Punaauia  
 N° 9194 A du 8 février, Chansin Marcel, Rue Moerenhout  
 N° 9195 A du 8 février, Wong Alice, Papeete  
 N° 1206 B du 8 février, SARL Bambino, Papeete BP 3628  
 N° 9196 A du 11 février, Tetiarahi Joseph, Mahina  
 N° 9197 A du 11 février, Tetauira Rite, Mahina  
 N° 9198 A du 11 février, Dexter René, Faaa  
 N° 9199 A du 11 février, Tino Teura épouse Pambrun, Papeete  
 N° 9200 A du 12 février, Tehuiotoa Frida épouse Teihotaata, Heiri  
 N° 9201 A du 12 février, Tabbia Bernard, Mamao  
 N° 9202 A du 12 février, Otare Lowyna Marie, Arue  
 N° 9203 A du 12 février, Tui Hin Lee William, Papeete  
 N° 1207 B du 12 février, Société Civile Motu Tepue, Motu Tepue Borabora  
 N° 9204 A du 13 février, Blanco José, Varalp 13, av. Thiers 06331  
 N° 1208 B du 13 février, Société Civile de Participation Heimana, Pirae  
 N° 9205 A du 14 février, Tuiho Tatare, Mahina PK 10  
 N° 1209 B du 14 février, SARL Bureau d'Etudes Topo Pacifiques, Arue PK 6,400  
 N° 9206 A du 14 février, Parker Ari Pierrot, Arutua  
 N° 1210 B du 15 février, SARL Oba-Pub, Arue PK 4,700  
 N° 1211 B du 15 février, SA Société d'Etude de la Raffinerie de Polynésie, Papeete - Fare Ute  
 N° 9207 A du 15 février, Natua Roland, Tikehau  
 N° 9208 A du 15 février, Teihoarii Manua, Papeete  
 N° 9209 A du 15 février, Léger Bernard Jean René, Super Mahina  
 N° 9210 A du 15 février, Pea Wilfred Francis, Papeete  
 N° 9211 A du 18 février, Nehemia Taimaha, Pirae  
 N° 9212 A du 18 février, Ellis Maruhiri, Pueu PK 11  
 N° 9213 A du 18 février, Reichart Jacques Marie Alcide, Papara  
 N° 9214 A du 18 février, Taruia Tetuanuorava épouse Lucas, Taravao  
 N° 9215 A du 18 février, Janvier Nelly, Punaauia PK 12,5  
 N° 1212 B du 18 février, SA Travelair, Bd Pomare  
 N° 9216 A du 19 février, Tchong Tai Hong Ahini Maria, Fautaua  
 N° 9217 A du 19 février, Izal Roger, Mahina  
 N° 1213 B du 20 février, Société Civile Immobilière Georgina, Papeete rue des Ecoles  
 N° 9218 A du 20 février, Manutahi Michel Rooma, Punaauia  
 N° 1214 B du 20 février, SNC Tetauru et Compagnie (Sotaloma), Papeete - Mamao  
 N° 1215 B du 20 février, Société Civile Immobilière Bora Bora - Faanui (Bora Bora)  
 N° 9219 A du 20 février, Soulisce Pascale Paul, Pirae PK 2,200  
 N° 9220 A du 20 février, Tiarii Teriivaea, Anatoru  
 N° 9221 A du 20 février, Wong Soi Pan Terai Marguerite, Arue  
 N° 9222 A du 20 février, Draï Gérard, Papeete  
 N° 1216 B du 22 février, S.C.I. Fare Moana, Papeete  
 N° 9223 A du 25 février, Chan Jeanne, Mamao  
 N° 9224 A du 25 février, Atu Roland, Papara  
 N° 9225 A du 25 février, Vaiho Loana épouse Pease, Paopao  
 N° 9226 A du 25 février, Tehei Terii, Faaa  
 N° 1217 B du 25 février, SARL Aline Musique, Papeete  
 N° 9227 A du 25 février, Manea Miriama épouse Virassamy, Nunue

N° 9228 A du 25 février, Tauotaha Jean Teriitaria, Tefarii (Huahine)  
 N° 9229 A du 25 février, Piha Emile, Maeva (Huahine)  
 N° 9230 A du 25 février, Tissan Benjamin, Iripau (Tahaa)  
 N° 9231 A du 25 février, Teuira Maryse Miriama, Tumaraa  
 N° 9232 A du 25 avril, Faretahua Eria Teriura, Uturoa  
 N° 9233 A du 25 février, Mahanora René, Iripau  
 N° 9234 A du 25 février, Teihotaata-Tati Teriimana, Nunue  
 N° 9235 A du 25 février, Choupague Bruno, Uturoa  
 N° 9236 A du 25 février, Pang Jeanne, Uturoa  
 N° 9237 A du 25 février, Mao Teihotua, Tahaa  
 VINCENT Pierre machine n° 1 10-04-80.  
 N° 9238 A du 26 février, Leou Gaston Tcheou Fat, Papeete  
 N° 9239 A du 26 février, Tchong Paulette épouse Laille, Papeete  
 N° 9240 A du 26 février, Lew Pepé dit Jean, Punaauia  
 N° 9241 A du 26 février, Chang Ki Sang, Papeete  
 N° 9242 A du 26 février, Arnaud-Joufray Raymond Robert, Papeete  
 N° 9243 A du 26 février, Tapi Iotua, Mahina  
 N° 9244 A du 26 février, Toofa Milton, Toahotu  
 N° 9245 A du 27 février, Tauna épouse Tetua, Pirae  
 N° 9246 A du 27 février, Bernacchi Marusco, Punaauia  
 N° 9247 A du 27 février, Tchan Afo dit Peni, Rangiroa  
 N° 9248 A du 27 février, Sersiron Jérôme Georges, Papeete  
 N° 9249 A du 27 février, Tehaamoana épouse Tuteirihia Uratua, Taunua  
 N° 1218 B du 27 février, S.C.I. Vaimana, Papeete  
 N° 9250 A du 27 février, Taero Ronald Tamatoa, Papeete  
 N° 9251 A du 29 février, Maamaatuaiahutapu Teva, Teahupoo  
 N° 9252 A du 29 février, Dauzou Christian Robert, Faaa  
 N° 1219 B du 29 février, SARL Virginia Webb, Papeete.

Le greffier en chef,

G. REID.

# INSCRIPTIONS REÇUES AU REGISTRE DU COMMERCE PENDANT LE MOIS DE MARS 1980.

N° 9253 A du 3 mars, Yan Jean-Claude Francis, Manuhoe  
 N° 9254 A du 3 mars, Demenois Dominique Christian, Moorea  
 N° 9255 A du 3 mars, Guyonvarch Serge, Papetoai  
 N° 9256 A du 3 mars, Ah Tchoy René Roland, Papara  
 N° 9257 A du 4 mars, Vannes Robert (fils), Mahina  
 N° 9258 A du 4 mars, Fassain Bernard, Pirae  
 N° 9259 A du 4 mars, Loussan Céline épouse Chahaut, Rue du Mal Foch  
 N° 9260 A du 4 mars, Stiehr Michel, Haapiti  
 N° 1220 B du 4 mars, SA Société d'Acconage Tahitien "SAT Nui", Fare Ute  
 N° 1221 B du 4 mars, SARL Société Perlière et de Pêche d'Aratika, Papeete  
 N° 9261 A du 6 mars, Tamatahotoa Jannita, Amaru  
 N° 9262 A du 6 mars, Yu Foc Ki-Tsun dite Jacqueline, Papeete BP 1570  
 N° 9263 A du 6 mars, Tamarino William, Amaru  
 N° 9264 A du 6 mars, Utia Francine, Rimatara  
 N° 9265 A du 6 mars, Lavoix Yves, Paofai  
 N° 9266 A du 6 mars, Hatitio Jeannette, Amaru  
 N° 9267 A du 6 mars, Barff Teihotaata, Papeari  
 N° 1222 B du 6 mars, SARL Société Polynésienne d'Exploitation de Bars-Restaurants, Papeete Centre Vaima  
 N° 9268 A du 7 mars, Cruchet Louis Marcel, Arue PK 4,200  
 N° 1223 B du 7 mars, S.C.P. Société de Participation et d'Investissement d'Aratika, Papeete, 3 av. Bruat

N° 1224 B du 7 mars, SARL "Ets Lucky", Rue Ch. Viénot  
 N° 9269 A du 7 mars, Tetohu Likarione Pai, Faaa  
 N° 9270 A du 7 mars, Vincent Lucette épouse Bonet, Papeete  
 N° 9271 A du 7 mars, Lau Sei Hung, Papeete  
 N° 1225 B du 7 mars, SARL "Tahiti Auto Accessoires", Papeete  
 N° 9272 A du 7 mars, Faatlarau Mireille Ruta, Station Marché de Papeete  
 N° 1226 B du 7 mars, S.C.I. "Univers Trois", Papeete  
 N° 9273 A du 7 mars, Urima Josette épouse Alvez, Mataura  
 N° 9274 A du 7 mars, Tahuhuterani Charles, Mataura  
 N° 9275 A du 10 mars, Tefana Ladis, Faariipiti  
 N° 9276 A du 10 mars, Corteel Jean Michel, Faaa  
 N° 9277 A du 11 mars, You Sin Robert Pierre, Pirae  
 N° 1227 B du 11 mars, SARL V.H.L., Papeete, vallée de Tipaerui  
 N° 9278 A du 11 mars, Tuteavearii Eritapeta, Taunoa  
 N° 1228 B du 11 mars, S.C.I. de Pahatea, Taiohae Nuku-Hiva  
 N° 1229 B du 11 mars, SA Bureau Véritas Registre International de Classification de Navires et d'Aéronefs, 31, rue Henri Rochefort Paris 17e  
 N° 9279 A du 11 mars, Taata Jacques, Mahina  
 N° 1230 B du 11 mars, SARL Société Industrielle Polynésienne de Polynésie (S.I.P.P.), Tipaerui  
 N° 9289 A du 11 mars, Hazet Robert, Haapiti  
 N° 9281 A du 12 mars, Van Sou Oite, Arue PK 4  
 N° 1231 B du 12 mars, Société Civile Agricole No Vaitoatoa, Papara  
 N° 9282 A du 12 mars, Duday Jean Jacques, Paea PK 19,200  
 N° 9283 A du 12 mars, Mu Sun Yu Tehetu épouse Distex, Mahina  
 N° 9284 A du 13 mars, Moana Rodolphe Alexis Haati, Vairao  
 N° 9285 A du 13 mars, Lemaire Mathurin Temaumauarii, Mataiea  
 N° 9286 A du 13 mars, Anei Toofanuimaiterai, Maharepa  
 N° 9287 A du 13 mars, Bion René Gérard Marc, Av. Prince Hinoi  
 N° 9288 A du 14 mars, Morou Guy, Papeete  
 N° 9289 A du 17 mars, Belloni Giulio, Arue  
 N° 9290 A du 17 mars, Tahutini Pierre, Papenoo  
 N° 9291 A du 17 mars, Tumanea Noël Tetuanui, Faaa  
 N° 1232 B du 17 mars, S.C.I. Patutarava, Maupiti  
 N° 9292 A du 18 mars, Hiro Emile Teriieroo, Punaauia  
 N° 9293 A du 19 mars, Udomsilpa Somsri, Punaauia  
 N° 9294 A du 19 mars, Bopp Marc, Rue Cdt Destremeau  
 N° 9295 A du 20 mars, Paofai Fernand, Pirae  
 N° 9296 A du 20 mars, Gooding Richard Steave, Papara  
 N° 1233 B du 20 mars, Société World Mac Distrib, Papeete  
 N° 1234 B du 20 mars, Société Civile de Participation Vatea, Papeete Im. Fare Tony  
 N° 9297 A du 21 mars, Ariotima Alain, Moerai  
 N° 9298 A du 21 mars, Burns Yveline épouse Putoa, Mahina  
 N° 9299 A du 24 mars, Rua Tekahu Numiariki épouse Doucet, Paea  
 N° 9300 A du 25 mars, Opeta Tehauoe, Rairua  
 N° 9301 A du 25 mars, Tetualterai Remy Maruake, Titioro  
 N° 9302 A du 26 mars, Bontemps Dominique Gustave, Moorea  
 N° 9303 A du 27 mars, Maihuti Vanaa épouse Tokoragi, Raroia  
 N° 9304 A du 27 mars, Heller Gérard Christian, Taravao  
 N° 9305 A du 27 mars, Raka Puia Turou épouse Markusen, Vahitahi  
 N° 9306 A du 27 mars, Ganivet Jean-Louis, Fare  
 N° 9307 A du 28 mars, Aubry Bernard Gérard, Pirae  
 N° 9308 A du 28 mars, Iorss Harmann, Paea

N° 9309 A du 28 mars, Pasquier Nicole Marcelle, Punaauia Hotel Beach-Comber  
 N° 9310 A du 28 mars, Allanic Michel Yves, Pirae  
 N° 1235 B du 28 mars, Société Civile Vaite, Papeete - Fare Tony  
 N° 9311 A du 28 mars, Salmon Carl, Taenga  
 N° 9312 A du 31 mars, Tama Tetualteroi épouse Iriti, Papenoo  
 N° 1236 B du 31 mars, SARL Erif, Pirae  
 N° 1237 B du 31 mars, S.C.I. Tiara Tahiti, Fare Ute  
 N° 1238 B du 31 mars, SARL Générale de Commercialisation et de Distribution (G.C.D.-Tahiti), Bd Pomare  
 N° 1239 B du 31 mars, SA Etablissement Wing Man Hing, Fare Ute  
 N° 1240 B du 31 mars, SA Royal Papeete Hotel, Bd Pomare  
 N° 1241 B du 31 mars, Société Civile Immobilière Royal Papeete, Bd Pomare.

*Le greffier en chef,*

G. REID.

Etude de Maître Eric LEQUERRE, notaire à PAPEETE  
(île de TAHITI)

#### TAHITI STOCK IMPORT

Société à responsabilité limitée  
au capital de 5.300.000 FRF CFP

Siège : PAPEETE, rue Dumont d'Urville, Immeuble FEI-PI

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte reçu par Me Eric LEQUERRE, notaire à PAPEETE, le 27 MARS 1980, enregistré à PAPEETE, le 28 MARS 1980, F° 82, bordereau : 2277/7, il a été établi les statuts de la société "TAHITI STOCK IMPORT" dont les caractéristiques sont les suivantes :

FORME : Société à responsabilité limitée

DENOMINATION SOCIALE : TAHITI STOCK IMPORT

OBJET :

L'importation, le négoce, la distribution de matériel de bureau, de stockage, de manutention et de fournitures diverses de bureau, de machines et matériel de traitement de documents informatiques.

SIEGE SOCIAL : PAPEETE, rue Dumont d'Urville, Immeuble FEI-PI.

APPORTS EN NUMERAIRE : néant

APPORTS EN NATURE :

Monsieur Daniel Georges Marcel GENIAUX, commerçant, et Madame Suzanne LANCERY, commerçante, son épouse, demeurant ensemble à FAAA - PAMATAI, ont fait apport à la société du fonds de commerce de matériel de bureau, de classement et d'organisation - machines pour traitement des documents informatiques connu sous le nom de "TAHITI STOCK IMPORT" qu'ils exploitent à PAPEETE, rue Dumont d'Urville, Immeuble FEI-PI, pour l'exercice duquel Madame GENIAUX est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PAPEETE sous le n° 5021 A, comprenant :

- tous les éléments incorporels le composant, et  
le matériel et les installations servant à son exploitation.

Le tout estimé à CINQ MILLIONS TROIS CENT MILLE FRANCS au vu d'un rapport établi par Monsieur Charles

MUSIYAN, expert-comptable, demeurant à PAPEETE, désigné par les associés en qualité de commissaire aux apports.

L'entrée en jouissance a été fixée rétroactivement au 1er JANVIER 1980, les opérations commerciales effectuées depuis cette date étant réputées faites pour le compte de la société.

#### CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 5.300.000 FRS et est divisé en 2650 parts de 2.000 F chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs.

#### GERANCE :

Ont été nommés gérants de la société, pour une durée illimitée :

Monsieur et Madame Daniel GENIAUX, susnommés.

#### IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PAPEETE.

Pour avis de constitution :

E. LEQUERRÉ.

Notaire.

#### PREMIER AVIS D'APPORTS

L'insertion qui précède tient lieu de premier avis d'apport prescrit par l'article 7 de la loi du 17 MARS 1909.

Les créanciers des apporteurs du fonds de commerce disposent d'un délai de 10 jours à compter de la dernière en date des insertions légales pour faire la déclaration de leurs créances au Greffe du Tribunal de Commerce de PAPEETE.

Ils pourront aussi, dans le même délai, faire opposition par acte extrajudiciaire, entre les mains de Me Eric LEQUERRÉ, notaire susnommé, chez qui domicile est élu à cette fin.

Pour premier avis d'apport :

E. LEQUERRÉ.

Notaire.

Etude de Me Jean SOLARI, Notaire à Papeete

#### " T I A ' I M O A N A "

To taïete no te parururaa i te unauna e te ruperupe o te hiti tai

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

et le décret du 16 août 1901.

B.P. 5399 PIRAE.

Aux termes d'une assemblée en date à PAPEETE du 10 mars 1980, il a été procédé à la constitution d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, dont les caractéristiques sont les suivantes :

#### Dénomination :

" TA'I MOANA ", To taïete no te parururaa i te unauna e te ruperupe o te hiti tai.

#### Siège :

PIRAE, B.P. 5399.

#### Objet :

Cette association a pour but de promouvoir et de mettre en œuvre tous moyens légaux destinés à défendre les intérêts des habitants des quartiers de PATUTOA, TAUNOA, FARII-PITI, PIRAE, et des utilisateurs du lagon de PATUTOA, TAU-

NOA, PIRAE, ainsi que ceux de la plage de PIRAE, contre toutes activités susceptibles de leur porter dommages, en polluant et en dénaturant une aire essentiellement résidentielle et touristique, en particulier, tous murs, digues, remblais et développements industriels et commerciaux envisagés par le PORT AUTONOME DE PAPEETE, dont la réalisation dénaturerait et déprécierait irrémédiablement tout l'environnement.

Durée : Illimitée.

#### Administration :

L'association est administrée par un conseil composé de huit à douze membres élus pour deux ans par l'Assemblée Générale.

Aux termes de l'Assemblée en date du 10 mars 1980 sus-énoncée il a été procédé à l'élection des premiers membres du syndicat, avec détermination de leurs fonctions, savoir :

- Monsieur Claude JACQUEMIN, président
- Monsieur Arthur AGNIERAY, Vice-président,
- Madame Simone DARIUS, trésorière,
- Monsieur Jimmy TRAFON, trésorier adjoint,
- Monsieur Henri DEVAY, secrétaire,
- Monsieur Charles THUNOT, secrétaire adjoint,
- Monsieur Eugène DEGAGE, assesseur,
- Monsieur Charles FICHTER, assesseur,
- Monsieur Louis PUKOKI, assesseur.

Récépissé n° 2979 AA en date du 25 mars 1980.

Etude de Me Jean SOLARI, Notaire à PAPEETE

#### LOCATION GERANCE

D'un Acte reçu par Me SOLARI, Notaire à PAPEETE, le 11 février 1980, enregistré à PAPEETE, le 12 février 1980, folio 73, bordereau 2028/11 et d'un Acte reçu par Me Georgic CONDE, Notaire par intérim à PAPEETE, suppléant Me SOLARI, le 19 mars 1980, enregistré à PAPEETE, le 20 mars 1980, f° 81, bord. 2235/15,

Constatant la réalisation de la condition suspensive auquel a été soumis le premier Acte,

Monsieur Armand TOUYA, Commerçant à PAPEETE, quai Galliéni,

A confié à Monsieur Marc JAVANAUD, Commerçant demeurant à PIRAE,

L'Exploitation à titre de Location en Gérance du Fonds de Commerce de Bar, débit de boissons, exploitation d'appareils d'amusement, dénommé " BAR ARMAND " et de restaurant dénommé " AUX ROUTIERS DES MERS ", situé à PAPEETE, quai Galliéni,

Pour une durée de 1 année à compter du 7 Mars 1980, renouvelable ensuite d'année en année, sauf dénonciation.

Toutes les marchandises nécessaires à l'exploitation du Fonds de Commerce dont il s'agit, seront achetées et payées par le Gérant, et il en sera de même de toutes sommes quelconques et charges dues à raison de l'exploitation dudit Fonds qui incomberont également au Gérant, le Bailleur ne devant en aucun cas être inquiété ni recherché à ce sujet.

Pour unique Publication :

Maitre Georgic CONDE.

Notaire par Intérim.

## ANNONCE LEGALE

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

## SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ROYAL PAPEETE

Société civile au capital de 200.000.000 francs CFP  
Siège social : Papeete, Boulevard Pomare

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete le 26 mars 1980, il a été constitué une société civile portant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société civile

*Dénomination sociale* : SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ROYAL PAPEETE "

*Objet* : La propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement d'un ensemble immobilier commercial à usage d'hôtel de tourisme, sis à Papeete, Boulevard Pomare.

*Siège social* : Papeete, Boulevard Pomare.

*Durée* : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

*Apports en numéraire* : 30.000.000 de francs CFP

*Apport en nature* :

Il a été fait apport en nature par Monsieur et Madame Robert WONG YEN d'un ensemble immobilier commercial à usage d'hôtel de tourisme, sis à Papeete, Boulevard Pomare, comprenant un terrain d'une superficie de 1.970,45 m<sup>2</sup> et le bâtiment y édifié, estimé d'un commun accord entre les parties à 170.000.000 de francs CFP moyennant l'attribution aux apporteurs de 1.700 parts de 100.000 francs CFP chacune, entièrement libérées.

*Capital social* :

200.000.000 de francs CFP divisé en 2.000 parts sociales de 100.000 francs CFP chacune, entièrement libérées et réparties entre les associés dans la proportion de leurs apports respectifs en numéraire et en nature.

*Gérance* :

La société a pour gérants statutaires :

- Monsieur Robert WONG YEN, hôtelier, demeurant à Pirae, Aute 1,

- Et Madame Hélène WONG YEN, hôtelière, demeurant à Pirae, Aute 1.

*Cessions des parts sociales* :

Aux termes de l'article 12 des statuts sociaux, les cessions de parts entre associés doivent être autorisées par une décision de l'assemblée générale ordinaire des associés.

Les cessions de parts à des tiers étrangers à la société doivent être autorisées par une décision collective extraordinaire des associés.

*Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés* :

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Papeete.

Pour avis,  
M. LEJEUNE.  
Notaire.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

## S.A. ROYAL PAPEETE HOTEL

Société anonyme en voie de formation  
au capital de 40.000.000 de francs CFP  
Siège social : Papeete, Boulevard Pomare.

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me LEJEUNE, notaire à Papeete, le 26 mars 1980, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Forme* : Société anonyme

*Dénomination sociale* : " S.A. ROYAL PAPEETE HOTEL "

*Objet* : L'exploitation d'un fonds de commerce d'hôtel de tourisme, bar, restaurant, dancing, connu sous le nom de " HOTEL ROYAL PAPEETE "

*Siège social* : Papeete, Boulevard Pomare

*Durée* : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce de Papeete

*Apports* :

Il a été fait apport à la société d'une somme globale de 2.520.000 francs CFP en espèces par divers actionnaires, auxquels ont été attribuées 252 actions de 10.000 francs CFP chacune.

Il lui a été également fait apport en nature par Monsieur Robert WONG YEN, hôtelier, et Madame Hélène CHAN YOU KE, hôtelière, son épouse, demeurant ensemble à Pirae, Aute 1, d'un fonds de commerce exploité à Papeete, Boulevard Pomare, sous l'enseigne " HOTEL ROYAL PAPEETE " et comprenant tous ses éléments corporels et incorporels, le tout estimé, net de tout passif, à 37.480.000 francs CFP.

*Capital* : 40.000.000 de francs CFP divisé en 4.000 actions de 10.000 francs CFP chacune, entièrement libérées, dont 252 actions de numéraire et 3.748 actions émises en représentation d'un apport en nature.

*Avantages particuliers* : néant

*Admission aux assemblées* :

Le droit, pour chaque actionnaire, de participer aux assemblées est subordonné à la justification de son identité et à son inscription sur le registre de la société cinq jours francs au moins avant la date de réunion de l'assemblée.

*Exercice du droit de vote* :

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

*Clause restreignant la libre cession des actions* :

La cession des actions à des tiers non actionnaires est soumise, aux termes de l'article 11 des statuts, à l'agrément préalable du conseil d'administration.

*Répartition des bénéfices et du boni de liquidation* :

Sur les bénéfices distribuables, tels que déterminés par la loi, l'assemblée générale ordinaire fixe la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividendes et décide soit de reporter à nouveau le solde, s'il en existe, soit de l'inscrire à un ou plusieurs comptes de réserves.

En cas de liquidation, l'actif net est employé d'abord pour le remboursement du capital versé par les actionnaires et le

surplus est réparti entre eux en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent.

*Administrateurs :*

- Monsieur Robert WONG YEN, susnommé,
- Madame Hélène WONG YEN, susnommée,
- Monsieur Francis WONG YEN, hôtelier, demeurant à Pirae, Aute 1,
- Mademoiselle Hinano WONG YEN, directeur de restaurant, demeurant à Pirae, Aute 1,
- Et Monsieur Jean LISSANT, comptable, demeurant à Pirae, lotissement Chéchillot.

*Président du conseil d'administration - Directeurs généraux :*

Aux termes de sa première délibération en date du 26 mars 1980, le conseil d'administration a nommé :

- Monsieur Robert WONG YEN, en qualité de président du conseil d'administration,
- Monsieur Jean LISSANT et Monsieur Francis WONG YEN, en qualité de directeurs généraux.

*Commissaire aux comptes*

- Monsieur Robert LIAO, commissaire de sociétés, demeurant à Papeete, rue des écoles.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce de Papeete.

Pour avis,  
M. LEJEUNE,  
Notaire.

**Etude de Mes LIU-BOULOC et HERRMANN-AUCLAIR**  
Avocats à Papeete

Par jugement en date du 20 février 1980, le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete homologue l'acte authentique reçu par Me Jean SOLARI, notaire à Papeete, le 19 octobre 1979 aux termes duquel M. Raymond CHANSAY, né à Papeete le 19 novembre 1941, architecte, et Madame Marie-Claude Lydie Vahineura LONFAT, née à Papeete le 20 avril 1951, employée de commerce, demeurant ensemble à PAPEETE, rue Gauguin - B.P. 217, ont déclaré renoncer au régime légal qui était le leur pour adopter le régime de la séparation de biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1541 du code civil.

Pour extrait :

**Etude de Me LAM, Avocat**

*Assistance judiciaire*

D'un jugement rendu contradictoirement par le tribunal civil de première instance de Papeete le 23 mai 1979 enregistré et signifié :

ENTRE : Madame Nauta Teraimareva demeurant à Vaini-niore rue Bernardino chez HAUATA Emile, ayant Me Jeanne LAM pour avocat.

ET : Monsieur TEHAHE Tinihau Tauturu, demeurant à Papara PK 36,500, côté Montagne chemin STEIN.

Il appert que le divorce des époux NAUTA-TEHAHE a été prononcé en application des dispositions de l'article 237 du Code Civil.

Pour extrait :  
J. LAM.

**ETUDE DE Me RAYMOND DAUPHIN**

Le Tribunal Civil de première instance de Papeete, par jugement n° 263-144 du 20 février 1980, a homologué l'acte authentique reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, le 3 octobre 1979 et enregistré à Papeete le 5 octobre 1979 F° 50, bordereau 1386/4, aux termes duquel M. Saturnin Tautini Philippe CABRAL, né à Papeete le 18 avril 1935 et Mme Blanche Marthe MARTY, son épouse, née à LA SELVE (Aveyron) le 1er juillet 1929, ont déclaré renoncer au régime de la communauté légale qui était le leur pour adopter le régime de la séparation de biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1541 du Code Civil.

Pour insertion,  
Raymond DAUPHIN.

Suivant acte sous signatures privées en date à PAPEETE du 1er avril 1980, enregistré à PAPEETE, le 2 avril 1980, f° 83, bordereau 2294/22,

Les Consorts MOU, demeurant à PAPEETE, Chemin Vicinal de Taunoa,

Ont confié à Madame Solange LIEOU KUI, secrétaire, épouse de Monsieur CHIN HUI YANG, demeurant à PAPEETE, Rue Lagarde,

L'exploitation à titre de location-gérance libre du fonds de commerce connu sous le nom de "Magasin Jeannine", sis à PAPEETE, Chemin Vicinal de Taunoa.

Cette location-gérance libre a été consentie pour une durée de trois, six ou neuf années à compter du 1er avril 1980.

Toutes les marchandises nécessaires à l'exploitation du fonds de commerce seront achetées et payées par la gérante et, il en sera de même de toutes sommes quelconques et charges dues à raison de l'exploitation dudit fonds qui incomberont également à la gérante ; les bailleurs ne devant en aucun cas être inquiétés ni recherchés à ce sujet.

Pour unique publication :  
Louis RABU.

**ANNONCES DIVERSES**

**ASSOCIATION TIARE TAHITI**

**Extraits des statuts.**

L'association dite "TIARE TAHITI" fondée en Février 1948, a pour objet la pratique de l'éducation physique et des sports.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à MAHAREPA - MOOREA.

**Composition de Bureau :**

|                    |                         |
|--------------------|-------------------------|
| Président          | : TEUPOOTEHARURU Alfred |
| Vice-président     | : TAURUA André          |
| Secrétaire         | : TEIHORAI Eric         |
| Secrétaire adjoint | : DEMAYER Teiva         |
| Trésorier          | : TCHING Chou Fo        |
| Trésorier adjoint  | : PUNU Taurira          |

Récépissé n° 2995 AA du 26 mars 1980.

## CLUB EQUESTRE DE TAHITI

## Modification des Statuts

L'association dite " CLUB EQUESTRE DE TAHITI " fondée en 1961, a pour objet la pratique de l'équitation.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à PIRAE.

Elle a été déclarée aux Affaires Administratives, sous le N° 1219 AA, le 19 juillet 1961.

Le Comité Directeur s'est réuni en Assemblée ordinaire du 10 mars 1980 pour procéder à l'élection des membres du bureau.

## COMPOSITION DE BUREAU :

|                            |                                      |
|----------------------------|--------------------------------------|
| Présidente d'Honneur       | : Mme Nicole ROMAIN                  |
| Présidente                 | : Mme SIU Ghislaine                  |
| Vice-Présidente            | : Mme SHAN SEI FAN Geneviève         |
| Trésorière                 | : Mme BERGES Gaby                    |
| Secrétaire                 | : Mme ARBUS DE LAPALME<br>Jacqueline |
| Secrétaire Adjointe        | : Mme LE MARTRET Geneviève           |
| Conseiller juridique       | : M. BRUGGMANN Bernard               |
| Représentant du C.S.A.I.T. | : M. ROUSSEAU Jacques                |

Récépissé n° 3140 AA du 9 avril 1980.

## C. T. S. RAIVAVAE

## Renouvellement du Comité :

|                             |                                    |
|-----------------------------|------------------------------------|
| M. OPUTU Tetuaura           | : Président                        |
| M. TETUAMANUHIRI Temani     | : 1er Vice-Président               |
| M. TETUAMANUHIRI Lié        | : 2e Vice-Président                |
| Mlle VARUATUA Elisa         | : Secrétaire                       |
| M. TAUTAHANA Césaire        | : Secrétaire Adjoint               |
| M. TEATAOTERANI Maihlopea   | : Trésorier                        |
| M. TEIPOARII Vehena Adolphe | : Trésorier Adjoint                |
| M. FLORES Mahao             | : Assesseur                        |
| M. TAUTAHANA Tetupamaota    | : Assesseur                        |
| M. TUMARAE Teuramatarii     | : Assesseur                        |
| M. PONIA Daniel             | : Responsable sportif<br>principal |
| M. TETARONIA Julien         | : Responsable sportif<br>principal |
| Mlle MAHAA Juliette         | : Responsable sportif<br>principal |
| M. MANAIA Temauri           | : Responsable sportif<br>principal |
| M. OPETA Opeta              | : Membre                           |
| M. MARITERAGI Apia          | : Membre                           |
| M. MAUAHITI Mau             | : Membre                           |
| M. TEVAATUA Viviruutia      | : Membre                           |
| M. TETARONIA Luc            | : Membre                           |
| Mme TUMARAE Mathilde        | : Membre                           |
| M. TUHEIAVA Roland          | : Membre                           |

COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS TAHITIENS  
"POUVANAA A OOPA"

Au cours de la réunion ordinaire annuelle de l'Assemblée Générale de la Coopérative, qui s'est tenue le lundi 31 mars 1980 à Papeete dans l'immeuble même de cette dernière, il a été procédé notamment au renouvellement du tiers sortant des membres du Conseil d'administration et de la totalité des membres de la Commission de contrôle, d'où il ressort :

Président d'Honneur : M. Francis A. SANFORD

## Conseil d'administration

|                  |  |
|------------------|--|
| Président-Gérant | : M. J.-B. H. CERAN-JERUSALEM  |
| Secrétaire       | : Mme Alice SMIDT  |
| Administrateurs  | : M. André LORFEVRE<br>: M. Jacques Area TAURAA<br>: M. Anapa TAU (Papa)<br>: M. Tavita TEUIRA |

## Commission de contrôle

MM. Narii HAAPA TEIHO, Toromona TEURUARII, Matani MOOROA et, suppléant, Théodore Pouvanaa CERAN-JERUSALEM.

Pour extrait :

Le Président-Gérant,  
J.-B. H. CERAN-JERUSALEM.

## ENTENTE VAIREHU-HARAMEA

## Vaiuru - Raivavae

## COMPOSITION DE BUREAU :

|                      |                       |
|----------------------|-----------------------|
| MANAIA Haaruru       | : Président           |
| MAHAA Manea          | : 1er Vice-Président  |
| TEATAOTERANI Maihi   | : 2e Vice-Président   |
| MAHAA Juliette       | : Secrétaire          |
| VARUATUA Elisa       | : Secrétaire Adjointe |
| TETUAMANUHIRI Gatien | : Trésorier           |
| TEHAHE César         | : Trésorier Adjoint   |
| TEAPEHU Turiano      | : Assesseur           |
| TEHAHE Tenanaha      | : Assesseur           |
| MAHAA Auraro         | : Assesseur           |
| TEATAOTERANI Sylvain | : Responsable sportif |
| TEEHU Taputuarii     | : Responsable sportif |
| MAHAA Isée           | : Responsable sportif |
| MAHAA Manao          | : Membre              |
| HAATANI Augustine    | : Membre              |
| TIARII Hapa          | : Membre              |
| MAHAA Hui            | : Membre              |

## ASSOCIATION SPORTIVE TOANUI DE MAHAENA

## Extraits de statuts

Il est créé, une association portant la dénomination : Association Sportive TOANUI de MAHAENA.



Elle a pour objet la pratique de l'éducation physique et des Sports et entre autre le foot-ball. Elle a son siège social dans le district de MAHAENA PK 32.

#### COMPOSITION DU COMITE DIRECTEUR :

|                    |   |                            |
|--------------------|---|----------------------------|
| Président          | : | M. Taataiterai TCHOUNG YAO |
| Vice-Président     | : | M. Henere TEIHOARII        |
| Secrétaire         | : | M. Tote HEIMANU            |
| Secrétaire Adjoint | : | M. Tony TOM SIN VIEN       |
| Trésorier          | : | M. Alphonse TCHOUNG YAO    |
| Trésorier Adjoint  | : | M. Naho TEHOTU             |

Récépissé n° 2493 AA du 10 mars 1970.

#### RESULTATS DE LA TOMBOLA DE L'A.S. CENTRAL SPORT

Tirage effectué le 23 mars 1980 au marché de Papeete.

|         |            |               |
|---------|------------|---------------|
| 1er lot | N° 302.264 | 7.000.000 frs |
| 2e lot  | N° 141.483 | 2.000.000 frs |
| 3e lot  | N° 223.992 | 1.000.000 frs |
| 4e lot  | N° 50.473  | 1.000.000 frs |
| 5e lot  | N° 118.159 | 1.000.000 frs |
| 6e lot  | N° 163.914 | 1.000.000 frs |
| 7e lot  | N° 69.121  | 1.000.000 frs |
| 8e lot  | N° 124.228 | 1.000.000 frs |

#### ASSOCIATION SPORTIVE AORAI

(Résultats de la tombola tirée le 30 mars 1980).

|         |               |            |
|---------|---------------|------------|
| 1er lot | 5.000.000 frs | N° 109.450 |
| 2e lot  | 1.000.000 frs | N° 100.110 |
| 3e lot  | 1.000.000 frs | N° 86.552  |
| 4e lot  | 1.000.000 frs | N° 97.574  |
| 5e lot  | 100.000 frs   | N° 20.768  |
| 6e lot  | 100.000 frs   | N° 54.167  |
| 7e lot  | 100.000 frs   | N° 16.121  |
| 8e lot  | 100.000 frs   | N° 35.496  |
| 9e lot  | 100.000 frs   | N° 85.985  |
| 10e lot | 100.000 frs   | N° 81.372  |

#### ASSOCIATION "HIEKUA" - JEUNES DE HAKATAO "

(île de Ua-Pou)

##### Extraits de statuts

L'Association "HIEKUA-JEUNES DE HAKATAO" a été fondée le 11 février 1980. Elle a été déclarée le même jour et a reçu le récépissé de déclaration n° 2786 en date du 7 mars 1980.

Cette association a pour but :

- Promouvoir l'esprit de coopération, susciter et organiser la prise de responsabilité, en ouverture au milieu naturel, culturel, et à l'environnement humain, parmi les jeunes.
- Donner de l'occupation aux jeunes par le biais d'activités culturelles, sportives, collectives, de manière que les jeunes ne soient pas laissés inactifs.

- Encouragement aux activités et manifestations traditionnelles et folkloriques.

- Création entre les membres de liens d'amitié et de bonne camaraderie.

Le siège de l'Association est à Hakahau (Ua-Pou, îles Marquises).

Récépissé n° 2786 AA du 7 mars 1980.

#### ENTENTE MAUNANUI-TAPIOI-VINIVINI (M.A.T.A.VI.)

Rairua - Mahanatoa RAIVAVAE

#### COMPOSITION DE BUREAU :

|                       |   |                      |
|-----------------------|---|----------------------|
| TETUAMANUHIRI Lié     | : | Président            |
| FLORES Napoléon       | : | 1er Vice-Président   |
| OPETA Mooteehu        | : | 2e Vice-Président    |
| TAUTAHANA Césaire     | : | Secrétaire           |
| TETUAMANUHIRI Antoine | : | Secrétaire Adjoint   |
| TEIPOARII Adolphe     | : | Trésorier            |
| MAHAA Teriinui        | : | Trésorier Adjoint    |
| MAUAHITI Mau          | : | Assesseur            |
| OPETA Haue            | : | Assesseur            |
| MAHAA Narii           | : | Assesseur            |
| FLORES Teremoana      | : | Membre               |
| FLORES Sablan         | : | Membre               |
| FLORES Nui            | : | Membre               |
| TUPEA Bayard          | : | Membre               |
| MAHAA Marcel          | : | Membre               |
| QUAN WEL Jean-Claude  | : | Entraîneur principal |
| TETUAMANUHIRI Raphaël | : | Entraîneur Adjoint   |

#### UNION POLYNESIENNE DE L'HOTELLERIE (U.P.H.O.)

Lors de l'assemblée générale tenue le 13 février 1980 à l'Hôtel Holiday-Inn et réunissant la totalité des membres de l'Union le bureau suivant a été élu à l'unanimité :

|                     |   |                     |
|---------------------|---|---------------------|
| Président           | : | M. Lérie REY        |
| 1er Vice-Président  | : | M. Albert MOUX      |
| 2ème Vice-Président | : | M. Henri STOKES     |
| Secrétaire          | : | M. Jean LISSANT     |
| Secrétaire adjoint  | : | M. Louis MORELLO    |
| Trésorier           | : | M. Jacques VANFAU   |
| Trésorier adjoint   | : | M. Raymond PAILLOUX |

#### " Association sportive TEMANAVA "

##### Extraits de Statuts

Il a été créé à AFAREAITU (MOOREA) lieu dit Maatea une association dénommée "Association sportive TEMANAVA" dont le siège social est à Maatea et sa durée illimitée.

Cette association a pour but de resserrer les liens de solidarité entre ses membres par la pratique du sport sous toutes ses formes.

Récépissé n° 2168 AA du 31 mars 1969.

## ASSOCIATION " CLUB DE PIROGUIERS IHILANI "

## Extraits de Statuts

Pour compter du 1er mars 1980, il a été créé un club de piroguiers appelé : " IHILANI ". Le club a pour but de rapprocher tous les jeunes gens du quartier de Hamuta et de la commune de Pirae, d'organiser et de favoriser la pratique de leur sport favori, la pirogue. Sa durée est illimitée et a son siège à Pirae - Hamuta, rue Anthony Bambridge - B.P. 1424 - Papeete.

## COMPOSITION DU BUREAU :

|                         |                      |
|-------------------------|----------------------|
| Président               | : WONG Jacques       |
| Vice-Président          | : TEMAUI Charles     |
| Secrétaire              | : BARFF Teataura     |
| Secrétaire adjointe     | : WALKER Nyta        |
| Trésorier               | : PAPAURA Teramaitua |
| Trésorier adjoint       | : TCHONG Ly Soy      |
| Responsable des rameurs | : BARFF Henere       |
| Responsable adjoint     | : TUPAI Taro         |
| Responsable des juniors | : TOOMARU Teriitahi  |

Récépissé n° 3022 AA du 28 mars 1980.

AMICALE DES EMPLOYÉS DE LA BANQUE  
DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ (AMIBIS) - TAHITI

## Composition du Bureau pour 1980

|                     |                         |
|---------------------|-------------------------|
| Président d'Honneur | : M. MOULENE Jean-Louis |
| Président           | : M. TUNUTU Emmanuel    |
| Secrétaire Général  | : M. VOTA Abel          |
| Trésorier           | : M. MAUI Edgar         |
| Trésorière Adjointe | : Mme TERIIMANA Moea    |
| Commissaire         | : M. FALCHETTO Elie     |
| Commissaire         | : Mme VOISIN Moea       |
| Responsable sportif | : M. JEAN Napoléon      |
| Responsable sportif | : Mme FERRAND Marcelle  |

## ASSOCIATION D'ENTRAIDE ET PROMOTION

## Extraits de statuts.

Il est créé une association dénommée " ASSOCIATION D'ENTRAIDE ET PROMOTION ". Le but de cette association est d'apporter à toute personne dans le besoin une aide matérielle et morale par l'intervention auprès d'organismes officiels notamment et en essayant d'aider au reclassement social. Son siège se trouve au domicile de M. MAHATIA Eri.

## COMPOSITION DE BUREAU :

|                            |                    |
|----------------------------|--------------------|
| Président                  | : M. GOODING Guy   |
| Vice-président             | : M. POROI Juliano |
| Secrétaire général         | : M. HURURAU Max   |
| Secrétaire général adjoint | : Mme TAHA Hélène  |

Trésorier général : Mlle MAHATIA Léonie  
Trésorier général adjoint : M. AVAEMAI Lazare.

Récépissé n° 2412 AA du 8 février 1980.

## ASSOCIATION SPORTIVE " AORAI "

Lors de son Assemblée Générale Ordinaire du 18 janvier 1980, l'A.S. AORAI a procédé au renouvellement de son BUREAU DIRECTEUR.

|                         |                       |
|-------------------------|-----------------------|
| Président               | : CHAN Maxime         |
| 1er Vice-Président      | : THURET Gilles       |
| 2e Vice-Président       | : MARTY Yves          |
| Secrétaire Général      | : HARGOUS Paul        |
| Secrétaire Adjoint      | : BAMBRIDGE Jean-Yves |
| Trésorière              | : TEIHOARII Rose      |
| Trésorier Adjoint       | : SIU Pierre          |
| Commissaire aux comptes | : JOUTAIN Alain       |

## EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

## Code du travail

(Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952)  
(Edition mise à jour au 31 décembre 1974)  
Prix de la brochure 1.000 francs.

## Loi No 77-772 du 12 juillet 1977

relative à l'organisation de la Polynésie française.  
Prix : 150 francs

## Tarif des impôts directs et taxes assimilées

La brochure : 240 francs

## Convention Collective du Commerce

Prix : 120 francs.

## Carte de la Polynésie française

(Avec éléments statistiques des communes en couleurs)  
240 francs.

## Convention collective de travail

des Agents non Fonctionnaires de l'Administration  
de la Polynésie française

(Edition mise à jour au 1er janvier 1979)

Prix : 300 francs

## Collection de J.O.P.F.

Années 1964, 1965, 1966, 1967

Prix : 4.500 francs.

IMPRIMERIE OFFICIELLE — PAPEETE